

ESSAI SUR L'ORIGINE ET L'ÉVOLUTION DES BANQUES EN CHINE

Thèse pour le Doctorat d'Université
MENTION " DROIT "

*Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 17 Juin 1936, à 14 h. 30*

PAR

M. KI-FEIN SHEN

JURY D'EXAMEN :

M. H. NOYELLE, Professeur, Président de la Thèse.

Suffragants : MM. PERREAU, Professeur.
PERCEROU, agrégé.

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936

**Essai sur
l'Origine et l'Évolution
des Banques en Chine**

ESSAI SUR L'ORIGINE ET L'EVOLUTION DES BANQUES EN CHINE

Thèse pour le Doctorat d'Université
MENTION " DROIT "

*Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 17 Juin 1936, à 14 h. 30*

PAR

M. KI-FEIN SHEN

JURY D'EXAMEN :

M. H. NOYELLE, Professeur, Président de la Thèse.

Suffragants : MM. PERREAU, Professeur.
PERCEROU, agrégé.

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1936

* 39871.
UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1935-1936

Doyen :

M. HENRY NEZARD, (*, I. ☿)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (*, I. ☿)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☿)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☿)

DEGOIS (I. ☿).

Professeurs :

MM. NÉZARD, (*, I. ☿), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (*, I. ☿), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (*, I. ☿), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR (*, I. ☿), professeur de Droit commercial ;

NOYELLE (I. ☿), professeur d'Economie politique ;

LEMONNIER (I. ☿), professeur de Droit civil ;

PERREAU (☿), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ (☿), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

PRUD'HOMME (*, ☿, ☿), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;

FRÉJAVILLE, professeur de Droit Civil ;

BESNIER, professeur de Droit Romain ;

LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

PERCEROU, agrégé, chargé du Cours de Droit Maritime et du Cours de Législation Industrielle.

Secrétaire :

M. ROUX (I. ☿, ☿, ☿), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

« Le crédit a pour but, dit Enfantin (1), dans une société où les uns possèdent des instruments d'industrie sans avoir capacité ou volonté de les mettre en œuvre, et où d'autres qui sont industriels ne possèdent pas d'instruments de travail, de faire passer le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers qui les possèdent dans celles des seconds qui savent les mettre en action ».

Mais, de nos jours, quel est cet organe propre à assurer la fonction du crédit, si utile pour une société ? Il est sans conteste que ce sont les banques à qui incombent exclusivement cette importante fonction. Dès lors, on pourrait dire que le banquier est un intermédiaire entre les capitalistes et les producteurs ou encore un intermédiaire entre le capital et le travail.

Le rôle d'une banque ainsi défini est donc très grand dans la vie économique. Elle peut, dans une certaine mesure, diriger le développement de chaque industrie

(1) Enfantin, *Economie politique et politique*, p. 53.

VI

et enrayer la naissance des crises en commençant à freiner les crédits dès qu'ils paraîtraient excessifs. Prondhon a dit dans son œuvre « Résumé de la question sociale : Banque d'échange », que « la banque est la reine de l'industrie » (1). De son côté, M. le Professeur Lescure a écrit notamment (2) : « En réglant la distribution du crédit, en modérant la spéculation, les banques sont toutes puissantes pour atténuer les crises ». D'après ces deux grands économistes, la banque est non seulement un organe dirigeant du développement de l'industrie, mais aussi une préservatrice des crises.

Leur rôle social est loin de se borner à ces deux fonctions. « Les banques sont aussi des gardiennes de l'épargne du pays », a dit M. P. Boyer, président du Comptoir National d'Escompte de Paris (3). De plus, elles sont un des plus importants facteurs du redressement économique d'un pays. Avant d'appliquer le plan de redressement économique des Etats-Unis, le président Roosevelt s'empressait avant tout de s'adresser à l'Américain Bankers Association, en déclarant que : « Je tiens à ce que vous sachiez que nous comptons sur votre organisation pour coopérer au plan de redressement économique » (4).

(1) Phrase citée par Larousse du XX^e siècle, dans l'article « Banque ».

(2) Dans le livre : *Crises générales et périodiques de sur-production*.

(3) Cité par M. P. Caubone, dans son livre : *Rôle social des Banques*, p. 85.

(4) Cité par M. Tchang Tsen, dans son livre : « *Banques et le redressement économique* », p. 45.

De ce qui précède, nous pourrions dire que les banques jouent aujourd'hui un rôle de premier ordre dans l'activité économique du pays. Leur organe est la pièce maîtresse de tous les mécanismes économiques et l'âme de la vie nationale. Pour montrer la situation économique d'un pays, si on ne pouvait tout décrire, il n'y aurait rien de mieux que d'étudier l'organisation de ses banques et la situation que ces dernières occupent dans l'activité économique du pays. C'est à cause de son importance que nous nous proposons de faire l'étude des banques.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties : la première recherche l'origine de notre organisation bancaire, c'est-à-dire les banques indigènes (banques du Shan-Si et banques locales) ; la deuxième traite des banques modernes : Tout en montrant leurs particularités et l'aspect de leur développement, nous prendrons comme type moderne les banques centrales qui se succédèrent à diverses époques en Chine. La troisième partie est consacrée à la circulation fiduciaire de la Chine en passant en revue les systèmes et les théories en général jusqu'à l'aspect de notre circulation fiduciaire en particulier. Enfin, dans la quatrième et dernière partie, nous examinerons la situation actuelle de nos banques indigènes et modernes, en donnant des statistiques et des preuves en essayant de prévoir, comme conclusions, quel sera l'avenir de notre organisation bancaire.

PREMIÈRE PARTIE

**LES BANQUES INDIGENES
OU BANQUES DU TYPE ANCIEN**

PREMIERE PARTIE

Les Banques indigènes ou Banques du type ancien

CHAPITRE PREMIER

L'évolution historique de nos Banques indigènes

La Chine a été un des premiers pays qui aient pratiqué les opérations de banque. Au commencement du IX^e siècle, on connaissait déjà la pratique des lettres de change (1). A la fin du X^e siècle, la circulation fiduciaire se répandait dans toute l'étendue de l'Empire (2).

(1) Voir troisième partie, chapitre II.

(2) Voir troisième partie, chapitre II, section I.

Un auteur anglais, M. Wagel, écrivait dans son livre « Chinese Currency and Banking », que les Italiens apprenaient en Chine l'art de la comptabilité concernant la Banque.

L'évolution historique de nos établissements des monnaies peut-être divisée en quatre périodes indiquées ci-dessous (1). A chaque période, ou chaque étape, ils augmentaient d'une des opérations principales.

1) PERIODE DES CHANGEURS (2)

Dans notre société primitive, comme partout ailleurs, l'échange commença sous forme de troc ; il n'y avait pas de monnaie. Ce fut en 2697 avant J.-C., sous le règne de Fan-Ti, que l'on commença de recourir à des marchandises tierces servant d'instrument d'échange. D'après un décret impérial (3), les marchandises tierces désignées sous le nom de monnaie étaient l'or, l'argent, l'étoffe et la soie. Ensuite, on ne cessa de changer les objets choisis comme instruments d'échange suivant les dynasties et les poques. Non seulement les perles, le jade et le cuivre allaient tour à tour être désignés comme monnaie, mais il y avait aussi simultanément une circulation fiduciaire à côté de la monnaie métallique. La diversité régionale de ces instruments monétaires engendra le commerce

(1) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, Shanghai, 1933, P. 9.

(2) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. P. 10-11.

(3) Décret monétaire de 46^e année du Règne de Fan-Ti, en 2652 av. J.-C. La date exacte nous manque.

du change. Ce furent d'abord les orfèvres qui pratiquèrent ce commerce comme une opération accessoire. Puis, le marché cessant d'être local pour devenir national, le commerce de change s'élargit, la distinction et l'évaluation de toutes sortes de monnaies réclamèrent une connaissance spéciale, et, à ce moment, des commerçants spécialistes des monnaies installèrent des bureaux de change. Ce commerce de change renfermait donc celui de banque d'aujourd'hui, les changeurs anciens furent les précurseurs des banquiers actuels.

2) PERIODE DE GARDE-VALEUR (1)

Nous avons vu que le commerce de banque naquit des opérations de change des monnaies. Plus tard, quand ces opérations se développèrent, on songea à en élargir le champ d'activité; les changeurs firent simultanément les opérations de garde-valeur des clients. Cette sorte d'opérations, qui est aujourd'hui connue sous le nom de location de coffres-forts, était très développée en Chine. Avant le XI^e siècle, nous avons déjà vu que les changeurs cumulaient généralement les opérations de change des monnaies et celles de garde-valeur. Pour ces dernières opérations, ils demandaient une commission d'après la valeur qu'on leur confiait. Ce qui différait des opérations présentes, c'est qu'au lieu de garder les valeurs séparément dans leurs propres coffres-forts dont les clients possèdent eux-mêmes la clef, les valeurs

(1) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. P. 11-13.

étaient confiées directement aux banquiers qui les mettaient dans un coffre-fort commun; par conséquent, les clients ne pouvaient avoir leurs valeurs sans passer par la main du banquier ; c'était une incommodité sans doute, mais pour les temps anciens, il faut considérer combien ces opérations étaient ingénieuses pour mettre les valeurs à l'abri.

3) PERIODE DE DEPOT ET DE CREDIT (1)

Cette période commence vraisemblablement en Chine à la dynastie des Mongols (1260). A ce moment, ceux qui avaient besoin d'argent demandaient aux commerçants riches des emprunts moyennant un intérêt considérable. Les changeurs virent là une source abondante de profits. Ainsi apparurent les opérations de crédit personnel ou hypothécaire. L'origine de ce capital des prêts venait de deux parts, c'est-à-dire de leurs propres capitaux et de l'argent que leur avaient confié les clients sous forme de garde-valeur. Aussi, le profit des banquiers de ce temps était-il prodigieux puisqu'ils demandaient, d'une part, aux emprunteurs l'intérêt des prêts et, de l'autre, aux clients une commission pour les opérations de garde-valeur. Mais ces beaux jours passèrent vite. A la longue, on démolit ce système du double intérêt. D'une part, il fut ébranlé par les banquiers eux-mêmes qui, pour obtenir ces dépôts d'argent, créèrent entre eux une grande concurrence. Chacun consentit toujours

(1) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. P. 13-15.

davantage à son client, et, d'autre part, lorsque les déposants s'aperçurent que les banquiers gagnaient de l'argent avec les sommes qu'ils leur avaient confiées, alors, non seulement ils ne voulurent plus leur donner une commission, mais peu à peu ils demandèrent aux banquiers de leur accorder une récompense ; c'est à ce moment que l'intérêt de dépôt naquit. On voit par là que l'apparition de l'intérêt du dépôt est bien postérieure à celle de l'intérêt du crédit.

4) PERIODE DE CHANGE (1)

De ce qui précède, on voit que les opérations des banquiers s'élargirent chez nous progressivement depuis les opérations de change des monnaies, puis, de garde-valeur des clients, jusqu'aux opérations de dépôt et de crédit. Mais on ne peut pas dire que ces trois périodes furent marquées par un grand essor des banques indigènes chinoises. Au contraire, ce fut seulement la période de début du commerce de la Banque et son état était tout à fait primitif tant au point de vue de son organisation qu'au point de vue de ses opérations.

Durant la dynastie des Tsings (1616), les banques du Shan-Si se répandirent dans tous les territoires de la Chine; leur opération principale, en dehors des opérations de change, de garde-valeur, de dépôt et de crédit, était le change ; non plus le change des monnaies sur place, comme nous l'avons dit pour la première période,

(1) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. P. 15-17.

mais le change intérieur. C'est-à-dire qu'elles consistaient à transférer des fonds d'une place sur une autre et à délivrer des billets à ordre. Par suite des besoins, les opérations de cette nature se développaient promptement, et la prospérité des banques du Shan-Si allait suivre le même mouvement. Grâce à cette prospérité, les banques du Shan-Si sont parvenues, pendant un moment, à être le centre des organes du marché monétaire de Chine. Dans l'histoire des banques indigènes de la Chine, elles avaient occupé une place prépondérante. Bien qu'elles aient cédé cette place à une autre sorte de banque et bien que leurs organisations tendent peu à peu à disparaître, il en existe encore aujourd'hui quelques-unes. Pour ces raisons, nous croyons utile que la description de nos banques indigènes commence avec les Banques du Shan-Si.

Dans l'évolution historique de nos banques, après la décadence des banques du Shan-Si, ce sont les Tsien-Tchouangs ou Banques locales (les Tsien-Tchouangs signifient banques de monnaie en langue chinoise), qui occupent, pendant la fin de l'Empire et au commencement de la République, une position prépondérante sur le marché monétaire de Chine. Les opérations des Tsien-Tchouangs sont à peu près comme celles des banques modernes ; mais leur organisation et leur comptabilité diffèrent beaucoup de ces dernières.

Après l'introduction de l'organisation des banques modernes en Chine (c'est-à-dire les banques fondées d'après le type européen) (1), il y eut une concurrence

(1) Voir deuxième partie, chapitre I.

entre les banques locales (Tsien-Tchouangs) et les banques modernes. Dans ces dernières années, quoique les banques modernes chinoises se soient développées rapidement, le centre du marché monétaire de la Chine est aujourd'hui encore partagé entre ces deux groupes de banques. Chacun est spécialisé dans un groupe d'opérations. Ainsi, dans cette étude des banques indigènes, après avoir décrit leur évolution générale, nous allons exposer sommairement l'organisation des banques du Shan-Si, banques indigènes du type passé et plus longuement celle des Tsien-Tchouangs, banques indigènes du type actuel.

CHAPITRE II

Banque du Shan-Si

Les banques du Shan-Si furent à l'origine organisées par les commerçants de la province du Shan-Si. On les appelle « Piao-Hoa » ou « Houé-Tonéi-Tchouang » en langue chinoise, et l'ensemble des banques du Shan-Si est désigné sous le nom de « Shan-Si Pan », cela signifie groupe shansien parce que ce commerce a été accaparé par eux. Elles occupèrent pendant quelque temps une position prépondérante dans l'histoire du marché monétaire de Chine (1). Leur principale opération de commerce est le change intérieur qui a facilité le commerce

(1) Yang-Yin-Pou, *Traité des organes monétaires de Shang-haï*, P. 22.

intérieur avant l'établissement des banques locales (Tsien-Tchouangs) et des banques modernes chinoises. Nous les analyserons séparément.

SECTION I

ORIGINE DES BANQUES DU SHAN-SI

Nous ne pouvons trouver de documents précis en ce qui concerne l'origine des banques du Shan-Si, il y a beaucoup d'opinions (1) sur ce point. Entre autres, trois d'entre eux semblent bien reposer sur des faits positifs : S. R. Wagel a prétendu que l'histoire des banques du Shan-Si pouvait remonter jusqu'au commencement de la dynastie des Tangs (618) (2). A ce moment, le commerce du Shan-Si était déjà très développé, cette province était alors la plus prospère de Chine ; et ses produits, surtout le fer et le sel, étaient exportés partout. Vers la fin de la dynastie des Songs (960-1276), des mines de charbon furent découvertes, de sorte que le commerce de cette province devint plus actif encore, et les envois d'argent de cette province aux autres plus nécessaires pour faciliter le commerce. C'est l'une des principales causes de l'établissement des banques du Shan-Si. Peu à peu, leurs succursales s'établirent dans toutes les principales villes de Chine. Elles

(1) Se-Pei-Y, *Banques Indigènes, Shanghai*, 1935. *Revue mensuelle des banques locales*, série 6, N° 8, à série 7, N° 7, Shanghai.

(2) S. R. Wagel, *Chinese Currency and Banking, Shanghai*, P. 154.

facilitaient donc non seulement le commerce intérieur, mais les échanges entre les villes, tant pour le peuple que pour le Gouvernement (1). D'autre part, on a prétendu que les banques du Shan-Si furent créées sous la dynastie des Mings (1363-1634). Mais en raison de leur faible puissance, leurs opérations auraient été limitées au nord de la Chine. Vers la fin de cette dynastie, la révolution aurait provoqué leur chute, et elles reprirent naissance sous la dynastie des Tsings pour durer jusqu'à présent (2). Enfin, il existe une autre opinion (3) qui s'appuie sur des faits plus précis que les précédents. Les banques du Shan-Si seraient apparues sous le règne de Kien-Long de la dynastie des Tsings (1736-1795). Le directeur Shansien, Lai-Ly-Tei, d'une fabrique de teinture appelée « Je-Sen-Tchang », à Tien-Tsin, éprouvait des difficultés à transporter souvent de l'argent à la province de Seu-Tchouen, parce que beaucoup de produits tinctoriaux venaient de cette province et la fabrique de « Je-Sen-Tchang » était obligée d'y envoyer souvent des employés pour acheter des matières premières. Comme les opérations étaient nombreuses et fréquentes entre cette province et la ville de Tien-Tsin et comme la distance est très longue, le directeur, Lai-Ly-Tei pensa que les habitants de cette province s'ils voulaient envoyer l'argent à Tien-Tsin allaient éprouver les mêmes diffi-

(1) Chen-Shoa-Teh, *Etude sur le marché monétaire de Shanghai*. P. 2.

(2) Po-Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs chinois*, p. 44.

(3) Yang-Ying-Pou, *Traité de la circulation monétaire de la Chine*. P. 23.

cultés de transport. A ce moment-là, il eut l'idée d'établir un système de change intérieur. Grâce à ce système, un homme pouvait remettre à l'agence de Tien-Tsin l'argent qu'il voulait envoyer dans le Seu-Tchouen et réciproquement. Les deux parties pouvaient le toucher respectivement dans l'endroit où elles voulaient le dépenser. Par conséquent, Lai-Ly-Tei découvrit une méthode de change entre les villes. Il établit une succursale dans le Seu-Tchouen et fit le change des monnaies entre ces deux endroits. Plus tard, la compagnie de « Je-Cheng-Tchang » réalisa par ces opérations des bénéfices importants et établit des succursales dans les principales villes de Chine. Les autres commerçants de la même province du Shan-Si, voyant que leurs amis faisaient de bonnes affaires avec ces nouvelles opérations, les imitèrent (1).

De ces trois hypothèses, c'est assurément la dernière qui est la plus vraisemblable. D'abord, aucune des banques du Shan-Si n'est fondée antérieurement au règne de Kien-Long. Ensuite, les opérations des banques du Shan-Si sont généralement rattachées à un certain commerce. Ainsi, la banque du Shan-Si « Je-Cheng-Tchang » est aujourd'hui encore rattachée au commerce de la teinture. Les autres banques sont rattachées soit au commerce du thé, soit à celui du coton ou de la soie (2).

(1) *Revue économique des questions chinoises et étrangères*, Shanghai. N° 119. P. P. 35-42.

(2) Chen-Shoa-Teh, *Etude sur le marché monétaire de Shanghai*. P. P. 36-39.

Ainsi nous pouvons dire que les banques du Shan-Si commencèrent leurs opérations au début du règne de Kien-Long (1736).

SECTION II

CONSTITUTION ET ORGANISATION DES BANQUES DU SHAN-SI

Nous avons vu que les banques du Shan-Si n'étaient pas à l'origine des banques proprement dites. Elles faisaient surtout des opérations de banque, accessoirement à un commerce principal. Par conséquent, elles n'étaient à ce moment-là que des compagnies commerciales. Plus tard, comme leurs opérations se développèrent, elle établirent des succursales spéciales pour faire des opérations de change entre les villes et alors le commerce de banque devint indépendant de leur commerce principal, commerce de teinture ou de soie, du thé ou du coton, etc...

Les banques du Shan-Si sont constituées pour la plupart sous forme de sociétés en nom collectif; leurs capitaux varient entre 50.000 et 200.000 taëls environ (1). Comme elles sont, nous l'avons déjà dit, généralement rattachées à un commerce principal et comme leurs propriétaires sont en général des commerçants riches, le montant du capital d'une banque n'a pas beaucoup d'importance en raison de la responsabilité illimitée du banquier.

Quant à l'organisation, elle est très simple (2). Chaque

(1) Yang-Ying-Pou, *Traité de la circulation monétaire de la Chine*. P. 26.

(2) Id., p. p. 28-32.

banque de ce genre a un directeur, originaire de la province du Shan-Si, qui dirige toutes les affaires et supporte toute la responsabilité. Il devait autrefois, non seulement être habile aux affaires, mais encore avoir des relations très intimes avec les milieux gouvernementaux afin de pouvoir obtenir des dépôts du gouvernement. La prospérité plus ou moins grande de la banque est due uniquement aux qualités et aux relations du directeur. Son traitement est élevé. Sa famille tout entière est entretenue par les propriétaires de la banque. Toutes les dépenses personnelles du directeur sont aussi couvertes par la banque. Il a pleine liberté d'action sur les affaires de sa maison. Mais en revanche, sa responsabilité est très grande : elle s'étend à toutes les opérations bancaires, et en même temps sa liberté personnelle est réglementée sévèrement. Le siège central des banques se trouve généralement dans la province du Shan-Si, les succursales s'établissent dans les grandes villes.

Quant à la distribution des profits, les banques du Shan-Si sont constituées sous forme de sociétés à participation ouvrière (1). La part des directeurs et des employés, tant du siège social que des succursales, est constituée en actions fictives dont le nombre, pour chaque directeur ou employé, est déterminé à l'avance en dehors de leur salaire. Les profits sont distribués tous les quatre ans, ils sont répartis d'après le nombre des actions, aussi bien pour les actions réelles du capitaliste que pour les actions fictives des employés.

(1) Yang-Yin-Pou, *Traité de la circulation monétaire en Chine*, P. P. 87-89.

Cette organisation favorise le développement de la banque, car tous, directeurs et employés, se consacrent à leurs services pour obtenir eux-mêmes des dividendes plus forts au bout de quatre ans. Ce système de rétribution du travail par la participation aux bénéfices a été pratiqué en Chine de temps immémorial, chez les pêcheurs et surtout dans l'agriculture, le métayage peut être considéré comme une forme de participation aux bénéfices entre le propriétaire et le cultivateur. Mais dans le domaine industriel chinois, il semble que ce soient les banques du Shan-Si qui aient introduit les premières ce système avec un succès remarquable (1).

SECTION III

LES OPERATIONS DES BANQUES DU SHAN-SI

Au commencement, les principales opérations des banques du Shan-Si furent le change intérieur. Car à ce moment-là les communications entre les provinces et entre les grandes villes étaient difficiles. On considérait ces opérations de banque, remplaçant le transport des fonds d'une place sur une autre, comme une heureuse innovation. D'ailleurs, en raison de l'étendue de leurs succursales, les banques du Shan-Si jouissaient alors, en fait, du monopole du change (2).

Plus tard, à la suite de leur prospérité rapide et de

(1) Tcheng-Hu-Hen, *La question de la participation des ouvriers au bénéfice*, *Revue du travail*, série 3, N° 8, P. P. 37-54. Shanghai.

(2) Tson Pou-Lo, *Histoire de Banques Chinoises*, p. p. 13-17.

leurs relations intimes avec le Gouvernement, les banques du Shan-Si ont attiré, non seulement les dépôts des commerçants et des fonctionnaires riches, mais aussi ceux des Gouvernements, tant central que locaux. En effet, avant la création de la Banque de Hou-Pou (1), elles jouèrent le rôle de notre première banque centrale en assurant les opérations de trésorerie. Sous l'Empire, elles soutenaient les Gouvernements, d'une part, en ce qui concerne la mise en circulation du papier monnaie des Gouvernements (2). Les dépôts gouvernementaux ne recevaient chez elles ni intérêts ni droits, mais les banques du Shan-Si les employaient à faire à leurs clients des avances portant intérêts.

Leurs avances ou prêts sont généralement à court terme. Pour les avances, elles s'inquiètent avant tout de la sécurité et de la disponibilité. Elles consentent rarement les prêts sur gages ou nantissement ; le plus souvent, elles accordent des avances à court terme aux banques locales ou aux grands commerçants pour leur servir comme fonds de roulement. L'intérêt des dépôts et des avances des banques du Shan-Si est généralement moins élevé que celui des banques locales, mais en raison de leur devise, de la disponibilité, et de la sécurité des avances, elles n'accordent pas directement de prêts aux petits commerçants, elles le font par l'intermédiaire des banques locales (3) (les Tsien-Tchouangs).

(1) Voir deuxième partie, chapitre III.

(2) Yang-Ying-Pou, *Traité de la circulation monétaire de la Chine*. P. 24.

(3) Yang-Ying-Pou, *Traité de la circulation monétaire de la Chine*. P. 27.

SECTION IV

LA DÉCADENCE DES BANQUES DU SHAN-SI

La prospérité et la décadence des banques du Shan-Si suivant parallèlement la dynastie des Tsings (1644-1911), l'évolution des banques du Shan-Si peut être divisée en trois périodes (1). C'est d'abord une période de développement, qui commence au règne de Kienlong et dure jusqu'au règne de Hien-Fong, c'est-à-dire de l'année 1736 à 1861. Deuxièmement, une période de prospérité, du règne de Tong-Tzi jusqu'à celui de Kouang-Siu (de 1862 à 1908), il y a une quarantaine d'années environ, c'est l'âge d'or de la vie des banques du Shan-Si. A ce moment-là, elles étaient les seuls organes puissants sur le marché monétaire chinois. Elles avaient le monopole du change intérieur, elles faisaient le service du Trésor tant pour le Gouvernement central que pour les Gouvernements provinciaux.

Enfin, la troisième période, période de décadence, commence au moment où les banques modernes et les Comptoirs officiels de province apparaissent. Vers la fin de la dynastie des Tsings, pendant l'établissement des banques modernes, notamment des banques officielles de province et de la Banque Impériale, banque centrale sous l'Empire (2), le Gouvernement demanda successi-

(1) Fan Hen-Lien, *L'évolution des banques du Shan-si*, *Revue mensuelle de la banque centrale de Chine*, Janvier, 1935. P. P. 1-10.

(2) Voir deuxième partie, chapitre II, section II.

vement aux banquiers du Shan-Si de souscrire aux actions de ces nouvelles banques. Mais ils refusèrent. Après avoir établi ces banques gouvernementales, l'Etat y déposa ses revenus et leur confia les services du Trésor des gouvernements.

Privées de ces opérations, les banques du Shan-Si s'affaiblirent brusquement. Peu de temps après, la révolution de 1911 éclata, l'Empire fut renversé et les fonctionnaires conservateurs s'enfuirent, les banques du Shan-Si ne purent recouvrer les avances qu'elles leur avaient consenties. Cette perte ébranla à son tour la confiance du public, les déposants affluèrent chez elles pour retirer leurs dépôts. Enfin, les banques modernes chinoises se développèrent beaucoup depuis vingt ans et remplissent le service de change intérieur qui constituait autrefois l'opération principale des banques du Shan-Si. En outre, les autres opérations des banques du Shan-Si reviennent aussi aux Tsing-Tchouangs. Voilà pourquoi, depuis le début de la République, les Banques du Shan-Si sont en décadence. Les unes ont fait faillite et les autres furent réorganisées en banques modernes ou en Tsing-Tchouangs. En 1917, il y avait encore environ trente banques du Shan-Si sur le marché monétaire de Shanghai; aujourd'hui, il n'en reste que quatre (1), dont la position est de beaucoup inférieure à celle des banques modernes et à celle des Tsin-Tchouangs sur le marché monétaire de Chine.

(1) Ce sont les Banques Ta-de-Ton, To-de-Heng, Sen-Tsin-Yang et Te-Cheng-Tchang.

CHAPITRE III

La Constitution et l'Organisation des Banques locales (Tsien-Tchouang)

Les banques locales sont une des catégories de nos banques indigènes. On les appelle « Tsing-Tchouangs » en langue chinoise. L'origine de ces banques locales remonte aux bureaux des changeurs de monnaie ; il y a déjà plus de deux cents ans (1).

Après l'ouverture du port de Shanghai en 1842, les commerçants étrangers y affluèrent, la ville devint le centre des transactions extérieures et le commerce s'y développa de plus en plus. Mais en ce temps-là, la Chine

(1) Ly Chuan-Se et Tchan Wai-Heng, *Les banques locales de Shanghai*. P. 1.

n'avait comme organes de crédit que les banques du Shan-Si. Comme la principale opération de ces dernières était le change intérieur (1), il manquait donc un mécanisme monétaire suffisant pour faire face à cette demande.

Pour s'adapter à ces nouveaux besoins, des banques étrangères s'établirent (2) et en même temps les bureaux des changeurs de monnaie se réorganisèrent sous leur forme actuelle. Quant à l'établissement des banques modernes chinoises, il n'eut lieu que cinquante quatre ans plus tard après l'ouverture de ce port (3). Entre la décadence des banques du Shan-Si et le développement de nos banques modernes, les banques locales ou Tsien-Tchouangs étaient le seul mécanisme puissant sur le marché monétaire de Chine. De 1850 à 1874, les banques locales connurent une période de développement. Vers 1875, elles s'établissaient déjà partout tant dans les grands centres que dans les petites localités. A Shanghai seulement, il y en avait quatre-vingts et ce nombre s'est maintenu jusqu'à présent bien qu'elles aient subi plusieurs fois de grandes crises, notamment en 1881-1882, 1889-1890, 1908 et 1911 (4).

En ce qui concerne leur constitution et leur organisation, elles varient d'une classe de banques à l'autre.

(1) Voir la même partie, chapitre II.

(2) Les noms de ces banques étrangères et l'année de leur établissement sont cités dans le chapitre de l'introduction sur l'organisation des banques modernes. Voir deuxième partie, chapitre I.

(3) Voir deuxième partie, chapitre I, section I.

(4) Se Pei-Y, *Banques Indigènes*, p. p. 9-12.

En effet, les banques locales peuvent, surtout celles qui se trouvent à Shanghai, être divisées en cinq classes (1). Cette classification est basée tout-à-fait sur le rayon d'extension des opérations et sur la puissance des capitaux.

Les banques locales de première classe sont essentiellement membres de la Chambre de Compensation des Banques locales de Shanghai et peuvent directement y liquider leurs effets de commerce, tandis que les autres ne peuvent entrer dans cette Chambre qu'avec leur permission. Cette classe est la plus puissante des banques locales. Le rayon de ses opérations est le plus étendu et les billets à ordre émis par elle inspirent une confiance très grande sur le marché monétaire.

Les banques locales de deuxième classe sont plus faibles tant au point de vue de leur capital qu'au point de vue de leurs opérations. Mais, après avoir fait examiner leur situation par les membres de la Chambre de Compensation des Banques Locales, elles peuvent quelquefois y être admises et y faire directement leurs opérations de liquidation. Actuellement, à Shanghai, onze d'entre elles sont admises comme membres de la Chambre de Compensation (2).

A partir de la troisième classe, les capitaux et le rayon des opérations des banques locales sont de plus en plus inférieurs à ceux des deux premières classes, elles ne peuvent entrer dans la Chambre de Compén-

(1) Se Pei-Y, *Banques Indigènes*, p. p. C-1 à C-21.

(2) Se Pei-Y, *Banques Indigènes*, p. p. 9-12.

sation. Toutes les liquidations de leurs effets de commerce sont confiées aux banques de première ou deuxième classe. Quant à la cinquième et dernière classe des banques, elle comprend plutôt des bureaux de changeurs de monnaie que des banques proprement dites. Elles ne font les transactions qu'au comptant, et tirent presque uniquement profit des différences de change des monnaies. Ce que nous allons étudier ci-dessous, ce sont naturellement les banques locales des deux premières classes, tandis que les trois dernières classes des banques locales ne méritent pas notre attention.

SECTION I

LEUR CONSTITUTION

Les banques locales sont constituées, comme les banques du Shan-Si, sous forme de sociétés en nom collectif (1). Leurs actionnaires sont généralement, non seulement des gens riches, mais aussi des hommes très connus dans la région où la Banque s'installe. Le nombre d'actionnaires des banques locales varie de l'une à l'autre : ordinairement, ils sont de cinq à sept dans chaque banque. Pour se constituer, il leur faut passer successivement trois étapes (2).

(1) Po-Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouang chinoises*, p. 22.

(2) *Revue mensuelle des Banques Locales*, n° 6, 1927, Shanghai.

1° *Souscription du capital*

L'initiative d'organiser une banque est prise en général par un haut employé d'une banque locale. Il est considéré comme un expert excellent et a conquis une grande confiance dans le cercle des banquiers et des commerçants. Comme il a du talent et la qualité de directeur de banque, c'est généralement lui qui prend l'initiative auprès des capitalistes connus d'organiser une banque. Quelquefois aussi, ce sont les capitalistes qui manifestent les premiers ce désir auprès de ce futur directeur.

Une fois que la collaboration du capital et du travail est assurée, c'est-à-dire lorsque les capitalistes et le futur directeur se sont mis d'accord, on convoque une première réunion pour souscrire du capital. Le capital des banques locales est au moins de 40.000 taëls. En raison de la responsabilité illimitée des actionnaires, leur capital n'est pas important. En temps de crise, les actionnaires peuvent investir une grande quantité de capitaux pour faire face à toute difficulté. En dehors de ce capital officiellement souscrit, il y a encore un capital secondaire qui est offert par les actionnaires pour être déposé perpétuellement à la banque et qui doit porter des intérêts fixés d'avance sans avoir de relation avec l'état favorable ou défavorable de la banque. C'est une sorte d'obligation de la société; seulement au lieu d'être souscrit par le public, l'argent de ces obligations est fourni uniquement par les actionnaires de la banque eux-mêmes. La création de cette sorte de capital secondaire aura peut-être pour effet d'augmenter les dividendes du

capital principal et en même temps de diminuer la part de la distribution des profits des actionnaires en faveur de la part des employés. Souvent, leur capital est beaucoup plus important que leur capital principal, telle la banque locale de Hen-Kan, dont le capital principal n'est que de 130.000 taëls et dont le capital secondaire atteint 650.000 taëls.

2° Rédaction des Statuts

La séance de la rédaction des statuts a lieu après avoir obtenu un répondant qui est un banquier de réputation et qui certifie que toutes les actions souscrites et tous les règlements établis sont conformes à la coutume bancaire (1). Ce répondant est, pour d'autres raisons encore, très nécessaire à la banque locale qui se fonde. Si le capital de celle-ci n'est pas suffisant, il doit lui consentir des avances en temps nécessaire. Ainsi, un banquier de réputation qui consent à être répondant d'une nouvelle banque locale est-il obligé d'examiner la vraie situation de son capital souscrit et la condition de son organisation.

Dans ladite séance, en présence du répondant, les actionnaires fixent toutes les conditions nécessaires pour établir les statuts de la Banque sur lesquels on inscrit notamment : le nom et l'adresse de la Banque, le montant

(1) Po-Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouang chinoises*, p. p. 41-47.

des capitaux principal et secondaire, les noms des actionnaires et le nombre de leurs actions, les noms du directeur et du sous-directeur, la méthode de distribution des actions, l'orientation et l'étendue des opérations, la détermination du pouvoir du directeur, et enfin, le taux de l'intérêt officiel des actions (1).

Si tout cela est bien déterminé, il suffira de faire signer par les actionnaires, le directeur, le sous-directeur, et enfin le répondant et les statuts de la Banque seront faits (2).

3° *Inscription au Syndicat*

Après la rédaction des statuts, la première occupation de la nouvelle banque est de faire obtenir son inscription au Syndicat des Banques Locales dont l'organisation est très solide, il inspire une grande confiance

(1) La distribution de l'intérêt officiel est une des particularités de nos banques indigènes, mais depuis l'établissement de nos banques modernes, ce vestige se conserve encore dans l'usage de nos banques et de nos grandes sociétés commerciales et industrielles pour attirer plus facilement la souscription des capitaux. Cet intérêt dit intérêt officiel doit payer aux actionnaires quel que soit le résultat de l'entreprise. De sorte que, dans nos banques anciennes et modernes, la distribution des dividendes n'aura lieu qu'après avoir prélevé le montant des intérêts officiels. Leur taux est généralement de 4 à 6 pour 100, on les distribue aux actionnaires d'après leur montant des capitaux.

(2) Les conditions de la réduction des statuts des Tsien-Tchouangs sont déterminées par la loi du 7 février 1913.

au public (1) ; aussi, pour pouvoir être admis comme membre de ce Syndicat, un grand nombre de conditions doivent-elles être rigoureusement observées pour la nouvelle banque, parmi lesquelles l'honorabilité des actionnaires et du directeur et la vérité du montant des capitaux figurent en premier lieu. La nouvelle banque doit présenter un rapport au Syndicat un mois avant son ouverture. Ce rapport ayant été examiné par le Conseil des Administrateurs du Syndicat, la décision est finalement prise par voie de suffrages au sein de l'Assemblée Générale.

Après son admission au Syndicat, la nouvelle banque est constituée. La demande de l'inscription aux autorités compétentes n'est plus qu'une formalité. Après la constitution, c'est l'organisation intérieure de la banque qu'il est nécessaire de fixer, nous allons l'étudier dans la section suivante.

(1) Cet organe est constitué par les banques locales de première et de deuxième classe. Les plus puissantes banques locales en font partie. D'après l'article 9 du règlement du Syndicat des Banques Locales « Toutes les banques locales qui veulent être membre de ce Syndicat doivent, au moment de l'ouverture, lui présenter un rapport établissant le montant des capitaux, les noms et les adresses des actionnaires, le nombre d'actions possédées par chacun, les états civils des directeurs et les noms des répondants. Ce rapport est soumis à la Chambre exécutive qui le vérifie et le présente à une réunion plénière de ses membres. Le Syndicat a pour but, d'une part, de contrôler les actions des banques locales et d'autre part, de développer leurs profits communs ou de prévenir toutes les crises monétaires de ce marché. Po-Tse-Hou, Les Tsiens-Tchouangs chinoises. P. P. 213-216.

SECTION II

LEUR ORGANISATION

L'organisation des banques locales est très simple, chaque employé a une compétence étendue. De telle sorte que, si l'on considère le capital et le montant des opérations, les frais généraux de ces dernières n'atteignent que les deux dixièmes environ de ceux des banques modernes chinoises (1). Chaque banque locale a un directeur et un ou deux sous-directeurs ; le poste de directeur est très important, car il dirige souverainement toutes les affaires de la banque, mais il est aussi responsable de tous les services. En raison de ce poste important, une convention bancaire, réglant sévèrement ses fonctions, a été établie par l'assemblée annuelle des banques locales du mois de février 1927 ; elle spécifie que désormais, si un directeur de banque ne liquide pas sa dette avant sa démission ou au moment d'une faillite, et veut revenir comme directeur, toutes les banques, d'un plein accord, refuseront de le reconnaître comme banquier dans le cercle bancaire. Cette convention peut avoir trois effets heureux : 1° Par l'augmentation de sa responsabilité, le directeur s'expose moins aux opérations hasardeuses ; 2° ceux qui sont incapables n'osent plus essayer d'occuper ce poste ; 3° enfin, il oblige les actionnaires à choisir plus sévèrement leur directeur.

A côté du directeur, il y a quelquefois un inspecteur

(1) *Revue mensuelle des Banques Locales*, série 15, n° 8, P. 53. Article de M. Siao Lien.

général qui est nommé par les actionnaires pour surveiller les travaux du directeur et de tous les autres employés, il est aussi chargé de rédiger les rapports aux actionnaires. Au-dessous du directeur, on trouve, dans la plupart des cas, de quarante à cinquante employés environ, sans compter les apprentis et les domestiques. Les employés peuvent être groupés en huit catégories :

1° Les employés chargés d'acheter ou de vendre des métaux précieux sur le marché et d'avancer ou d'emprunter de l'argent parmi les membres du syndicat des banques locales ;

2° Les employés chargés de faire l'inventaire des effets de commerce de compensations, ou de vérifier les papiers bancaires ou commerciaux ;

3° Les courtiers chargés de rechercher des clients et d'étudier la vraie situation des clients et des commerçants ;

4° Les courtiers chargés d'emprunter aux banques modernes ;

5° Les employés chargés de recevoir les clients ;

6° Les comptables qui tiennent les comptes, préparent tous les comptes rendus et calculent l'intérêt des comptes ;

7° Les trésoriers qui reçoivent ou payent de l'argent au comptant ;

8° Les secrétaires qui font la correspondance.

CHAPITRE IV

Les opérations des Banques locales

Les opérations des banques locales sont semblables à celles des banques modernes. Les transactions de leurs opérations d'escompte, d'avances, de dépôt et de change intérieur ne sont pas moins importantes que les banques modernes. Les banques locales mettent en circulation des effets de commerce : les chèques, les lettres de change et les billets à ordre. Elles occupent une place très importante sur le marché monétaire, surtout sur le marché de Shanghai, bien que leur champ d'activité dépende beaucoup de la puissance de leurs capitaux (1).

Cependant, elles marquent une supériorité certaine sur les banques modernes, parce qu'elles ont des rela-

(1) Se Pei-Y, *Banques indigènes*, p. 32.

tions beaucoup plus intimes avec les commerçants locaux (1).

Par suite de leur connaissance du marché et des habitudes de la clientèle, elles peuvent consentir des crédits plus larges, exiger des garanties moins onéreuses, tout en exerçant une étroite surveillance sur leurs débiteurs (2).

Malgré des méthodes surannées, une organisation trop simple, malgré surtout le développement extrêmement rapide des banques modernes chinoises, elles peuvent néanmoins maintenir leur situation en se spécialisant dans certaines opérations monétaires (3).

Nous allons décrire séparément leur genre d'opérations en tenant compte des particularités qu'elles présentent et en négligeant les points qui sont semblables à ceux des banques modernes.

SECTION I

LES DEPOTS

Le montant des capitaux propres des banques locales ne s'est pas élevé, ces capitaux ne formant qu'une portion médiocre en comparaison des fonds qu'elles mettent en mouvement. Il leur est donc indispensable de recevoir les fonds disponibles des capitalistes pour s'en servir

(1) Se Pei-Y, *Banques indigènes*, p. 35.

(2) Po Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 17.

(3) Po Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 19.

dans leurs opérations. Selon leur habitude, au début de l'année, les banques locales distribuent aux clients habituels les carnets de dépôts destinés à inscrire leurs dépôts au cours de l'année. Suivant les usages locaux et les conventions particulières, il y a beaucoup de sortes de dépôts, dont les quatre plus courants sont :

1° Dépôts à échéance fixe

Ils ne se différencient pas de ceux effectués dans une banque moderne. Ce sont de simples prêts consentis par des clients et remboursables à une échéance fixée d'avance, ainsi que le constate un titre où sont inscrits le capital et le taux d'intérêt. Plus le terme de remboursement est éloigné, plus l'intérêt est élevé. Ces dépôts ne forment pas un élément du passif immédiatement exigible des banques parce qu'elles ont une base de temps pour calculer les opérations auxquelles elles les emploient. Mais ces dépôts qui dépendent des clients ne peuvent être recherchés par les banquiers.

2° Dépôts à terme

Les dépôts à terme ressemblent beaucoup aux dépôts à échéance fixe. Toutefois, ils présentent cette différence : les premiers dépôts peuvent être retirés par anticipation s'il ne s'agit pas d'une période de demande d'argent, tandis que les seconds ne peuvent être retirés avant le terme fixé. C'est une autre particularité qui

différencie les banques locales des banques modernes (1). Le taux d'intérêt de dépôts à terme est généralement inférieur à celui de dépôts à échéance fixe et supérieur à celui de dépôts à vue. Autrefois, cette sorte de dépôts était constituée en grande partie par les fonds publics. Aujourd'hui, c'est surtout les gros capitalistes, clients intimes de la banque qui accordent ces dépôts (2).

3° Dépôts à vue

Ces dépôts sont analogues à ceux des banques modernes : remboursables sur demande. Toutefois, ils diffèrent à deux points de vue des dépôts des banques modernes. Premièrement, le calcul d'intérêt n'est pas le même. D'après l'habitude bancaire locale, le taux d'intérêt des dépôts à vue ne peut être débattu par les deux parties lors des dépôts, mais il doit être fixé tous les mois par le Syndicat des Banques Locales. D'ailleurs, suivant la coutume, il y a deux mois de l'année, le dernier et le premier mois de la lune du calendrier ancien (3), où les dépôts ne reçoivent pas d'intérêt parce que pendant ces deux mois, par suite de la liquidation générale habituelle des comptes des banques locales, la disponibilité des fonds est toujours surabondante. Quant aux dix

(1) Ly Chuan-Se et Tchan Wai-Heng, *Les Banques Locales de Shanghai*, P. P. 18-19.

(2) Ly Chuan-Se et Tchan Wai-Heng, *Les Banques Locales de Shanghai*, P. P. 23-25.

(3) Calendrier ancien de la Chine.

autres mois, ils donnent lieu au paiement d'un intérêt fixé par le Syndicat des Banques Locales (1). Tous les premiers jours du mois, dans une séance du Conseil des Administrateurs du Syndicat, on fixe l'intérêt des dépôts à vue du mois précédent. Sa méthode de calcul consiste en ceci : la somme totale des intérêts journaliers du mois précédent constitue l'intérêt des dépôts à vue du mois courant (2). D'ailleurs, 5 % du dépôt ne comporte pas paiement d'un intérêt... C'est une des particularités des dépôts à vue dans les banques locales.

D'autre part, on peut obtenir l'ouverture de crédit en compte courant dans les banques modernes chinoises sans avoir conclu une convention préalable à cet égard. Dans les banques locales, au contraire, tous les clients de compte courant peuvent être essentiellement débiteurs envers la banque locale, ils peuvent donc tirer par chèque de l'argent plus qu'ils n'en ont déposé dans la banque (3). Aussi, tous les déposants de dépôts à vue de la banque locale doivent-ils avoir des garanties ou être introduits par des commerçants riches, afin de garantir le découvert, et les banques locales elles-mêmes choisissent attentivement les déposants.

4° Dépôts entre les Banques

Les billets à ordre des banques locales occupent une

(1) Po Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. p. 53-61.

(2) Po Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 47.

(3) L'intérêt journalier est publié officiellement par le Syndicat au cours de chaque journée.

position prépondérante sur les marchés de Shanghai (1). Comme les banques modernes chinoises et les autres banques locales qui ne sont pas membres de la Chambre de Compensation les reçoivent et ne peuvent les faire compenser. Ainsi, pour confier aux banques locales, membres de cette Chambre, le soin de les compenser, il faut déposer chez elles une quantité suffisante de fonds, sinon les banques locales, chargées de ces compensations, devraient les leur faire payer d'avance (2). C'est le but de cette sorte de dépôt. A Shanghai, toutes les banques locales, membres de la Chambre de Compensation, prenant prétexte de cet usage, exigent surtout, des banques modernes, une grande quantité de dépôt. En général, une banque nouvelle qui commence à faire des opérations avec des millions de dollars de capitaux doit en déposer presque la moitié pour les fonds de compensation ; sinon, elle ne pourrait rien faire parce qu'elle ne peut, d'un côté, refuser d'accepter des effets de commerce des banques locales ; ni, de l'autre, les faire directement compenser à la Chambre de Compensation des Banques Locales.

Par conséquent, les Banques modernes et les autres banques locales qui ne sont pas membres de la Chambre et veulent faire des opérations sur le marché monétaire de Shanghai, sont obligés de se soumettre à cette condition. D'ailleurs, le taux des intérêts de cette sorte de dépôts est très bas, en général de 3 à 4 pour mille, et les banques locales les utilisent pour des avances aux clients

(1) Voir la même partie, chapitre IV, section III.

(2) Po Tse Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. p. 62-67.

avec un taux variant selon la nature des avances, de 8 pour 1000 jusqu'à 12 pour 100 (1). Ajoutons que ces dépôts entre les banques sont des dépôts sur demande, puisque d'après l'état des comptes de compensation, ils varient journellement.

En dehors de ces dépôts contractuels, il y a des dépôts volontaires entre les banques, le but est de recevoir des intérêts (2). Si des banques possèdent beaucoup d'argent sans avoir le moyen de l'employer immédiatement, et si les autres banques ont besoin de liquidités, les unes peuvent déposer les fonds disponibles chez les autres et se contenter d'un faible intérêt qui est généralement de 2 à 4 pour 1000.

SECTION II

LES AVANCES

Les avances ou prêts des banques locales peuvent être divisés en quatre sortes : les avances sur engagement personnel ; les avances sur garantie matérielle ; les avances en compte courant (Overdraw), et les avances entre les banquiers (3). Ces quatre sortes de prêts constituent une partie de leur actif réalisable tout comme les dépôts une partie de leur passif exigible.

(1) Po Tse Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. p. 68-72.

(2) Po Tse Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 73.

(3) Po Tse Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. p. 82-89.

1) *Avances sur engagement personnel*

Ce sont des avances sans garantie matérielle, basées simplement sur l'honorabilité et la confiance des clients. Cette sorte d'avances n'est pas fréquente dans les banques modernes : mais elle est habituelle dans les banques locales, elle occupe un chiffre important dans la somme avancée.

Seulement, pour faire le crédit personnel, on doit bien connaître la condition économique et sociale des emprunteurs et les surveiller de près. Pour cela, il est évident que les banques locales répondent bien à ces conditions tout au moins mieux que les banques modernes chinoises, parce que le personnel des banques locales est indigène et souvent ils sont eux-mêmes des commerçants (1).

Il y a deux sortes de crédits personnels : sur demande et à terme.

Les premiers sont des avances qui n'ont pas un terme fixé pour le recouvrement mais qui doivent être rendus immédiatement sur demande des banques prêteuses, ou qui doivent être liquidés à la fin de l'année, date de liquidation générale, selon l'habitude commerciale chinoise. Le taux d'intérêt de cette sorte d'avances est aussi fixé par le Syndicat des banques locales. Il est basé sur celui de dépôt à vue, mais un peu supérieur à celui-ci.

Quant aux crédits personnels à terme, ils sont fixés

(1) *Revue mensuelle des Banques Locales*, série 8, n° 12, P. 46. Article de M. Ou.

à trois ou six mois, au plus long à un an. La date de liquidation de cette sorte d'avances est à la fin du troisième et du neuvième mois de la lune de l'ancien calendrier chinois. Par contre, c'est aussi à ce moment que les banques consentent beaucoup d'avances, parce que les commerçants manquent pendant cette période de capitaux pour acheter des marchandises. Le plus souvent, ils les empruntent le neuvième mois de l'année et les rendent le troisième mois de l'année suivante (1). C'est une habitude commerciale chinoise et aussi, tout simplement, une demande saisonnière d'argent.

2) *Avances sur garanties matérielles*

Toutes les avances sur garanties mobilières : comme les titres, les marchandises en dépôt sur consignation ou sur warrants des magasins généraux, ou les matières d'or et d'argent ; et sur garanties immobilières : comme les terrains ou les maisons, sont rangées dans cette catégorie (2). La somme empruntée est en général de 60 à 75 pour 100 de la valeur des objets en gage, la marge garantissant la banque contre une baisse possible du cours. D'ailleurs, la valeur de nantissement peut être fixée de nouveau selon le prix courant. A l'échéance, si le débiteur ne peut tenir sa promesse, le prêteur peut les vendre. D'après le code de commerce, ce prix de vente est affecté par privilège au remboursement de la somme prêtée.

(1) Po Tse Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 91.

(2) Po Tse-Hou, *Les Tsien Tchouangs Chinois*, p. 96.

Au point de vue de la durée, il y a deux sortes d'avances de ce genre : sur demande et à terme. Les opérations des avances sur nantissement sur demande ne se font ni dans les banques modernes chinoises, ni dans celles d'Europe ; dans les banques locales chinoises, on les fait avec certaines catégories de commerçants (1). Quant aux prêts sur nantissement à terme, ils sont, en général, fixés à six mois. Le taux de l'intérêt de ces deux sortes de prêts est convenu d'avance d'après la tendance du marché monétaire. Il est généralement plus bas que celui des prêts sur engagement personnel, parce que les prêts sur nantissement offrent moins de dangers.

D'après les statistiques (2), les banques locales font moins d'opérations d'avances sur nantissement que des opérations sur crédit personnel.

Ce genre de prêt constitue pour elles une véritable spécialité, alors que les banques modernes se réservent plutôt les prêts sur nantissement.

3) *Avances en compte courant.*

Les avances en compte courant (Overdraw) ressemblent beaucoup aux avances ordinaires. Toutefois, il y a cette différence que les sommes de ces avances sont généralement versées par les banquiers ou rendues par les emprunteurs en une seule fois, tandis que le crédit

(1) Po Tse-Hou, *Les Tsien-Tchouangs Chinois*, p. 97.

(2) Yang-Yin-Pou, *Traité des organes monétaires de Shanghai*. P. P. 31.

des comptes courants peut être indéfiniment reconstitué jusqu'à la clôture du compte par des versements ou des remises du client.

Les opérations de ce genre sont considérées comme dangereuses par les banquiers européens, mais elles sont très développées dans les banques locales chinoises parce que, par habitude, les marchands ont besoin de cette ressource pour faciliter le commerce intérieur (1).

On peut distinguer deux sortes d'ouvertures de crédit en compte courant selon que l'excédent est garanti personnellement ou matériellement. Si le découvert d'un déposant est garanti par des immeubles ou des valeurs mobilières, c'est une avance sur nantissement.

Si, au contraire, le découvert n'est pas garanti, c'est un crédit personnel consenti par la banque.

4) *Avances entre les banquiers.*

Ces avances sont le résultat du virement de comptes entre les banques locales, par conséquent, elles ne ressemblent en rien aux avances que nous avons indiquées plus haut. Cette sorte d'avance est toute particulière. C'est une avance de deux jours (2). Les banques la contractent pour faire face à un besoin immédiat et journalier et les banques qui la leur accordent utilisent

(1) Ma Ying-Tsou, *Traité des Banques Chinoises*, 1934, P. 94
Les raisons s'expliquent dans la section suivante.

(2) Yang-Yin-Pou, *Traité des organes monétaires de Shanghai*, P. P. 125-127.

aussi leurs disponibilités momentanées et en tirent intérêt.

A Shanghai, le taux des prêts à deux jours est fixé par le Syndicat des Banques Locales. Entre l'ouverture et la fermeture du marché, il est changé plusieurs fois par jour d'après la tendance de la loi de l'offre et de la demande. Ce taux d'intérêt de prêts à deux jours est le taux principal d'intérêt du marché (1); toutes les autres sortes de taux sont théoriquement fixées d'après lui. On peut le considérer, en fait, comme le taux officiel d'intérêt, parce que sur le marché monétaire de Shanghai il n'y a pas, comme sur les marchés monétaires de Paris ou de Londres, d'autre institution pour fixer le taux officiel de l'argent.

SECTION III

L'EMISSION DES EFFETS DE COMMERCE

L'émission des effets de commerce est une des principales opérations des banques locales, leurs billets à ordre jouent surtout un grand rôle dans le commerce extérieur de la Chine. Nous allons maintenant énumérer séparément les particularités de ces effets de commerce, notamment des billets à ordre, des lettres de change et des chèques :

1) *Billets à ordre.*

Bien que l'usage des billets à ordre dans les banques

(1) Yang-Yin-Pou, *Traité des organes monétaires de Shanghai*. P. 129.

modernes chinoises se soit beaucoup développé depuis vingt ans, ils ne sont pas aussi généralement acceptés que ceux des banques locales. A Shanghai surtout, le billet à ordre des banques locales est le plus répandu parmi tous les effets de commerce. Il a gagné une confiance très grande dans les cercles bancaires et dans le commerce extérieur de la Chine (1). Il nous semble que les cinq raisons ci-dessous sont la cause du développement des billets à ordre de la banque locale et de la supériorité des billets de celle-ci sur ceux de la banque moderne chinoise.

A) Les banques locales sont organisées par un petit groupe de personnes, ayant une responsabilité illimitée; donc, les billets émis par elles doivent être remboursés même après la faillite. Etant donné cette particularité, si une banque locale fait faillite, jamais les billets à ordre émis par elle ne subissent de perte aux porteurs, qui peuvent, selon l'habitude, obtenir son remboursement en premier lieu. En raison de la confiance très grande des banques locales, leurs billets sont acceptés de préférence à ceux des banques modernes.

B) Autrefois, le système monétaire de notre pays était très mauvais, les monnaies étaient nombreuses et variées et malgré cela, insuffisantes. Les autres sortes de monnaies fiduciaires, comme les billets de banque, n'étaient pas encore développées. D'ailleurs, sur le marché monétaire de Shanghai, la monnaie de compte était

(1) Fong Hiun, *Précis de la Comptabilité pratique des Banques*. P. P. 160-166.

le taël de Shanghai qui ne peut être mis en circulation que sous forme de grandes pièces pesant 50 taëls. L'incommodité de la circulation de cette monnaie métallique favorisa l'étendue des billets à ordre (1).

C) Les banques locales sont établies depuis au moins deux cents ans (2). Bien que nous ne puissions savoir la date exacte de la mise en circulation de leurs billets à ordre, il est certain qu'à la fin du XIX^e siècle ils sont déjà répandus au marché de Shanghai; à ce moment-là, ils pouvaient être employés pour le nantissement des prêts d'argent dans n'importe quelle banque étrangère à Shanghai (3). Ils sont apparus donc avant tous les autres effets de commerce mis en circulation. De ce fait, ils ont pu acquérir une position plus importante que tous les autres (4).

D) Le système des lettres de change documentaires ne se développe pas en Chine. Si des marchandises importées arrivent à Shanghai, les compagnies d'importation étrangères ne veulent pas les transférer aux Chinois avant que ceux-ci les aient payées. Mais comme les vrais importateurs de ces marchandises se trouvent à l'intérieur de la Chine : à Shanghai, les commerçants qui commandent directement des marchandises aux compa-

(1) Yang-Yin-Pou, *Traité des organes monétaires de Shanghai*. P. 215.

(2) Voir la même partie chapitre III.

(3) Tai Ngai-Jon, *Manuel des Commerçants*, p. 2.

(4) « *Influence des billets à ordre des banques locales sur nos marchés monétaires* ». Article paru dans la Revue Hebdomadaire des banques. N° 409. P. 18.

gnies étrangères ne sont, pour la plupart, que des intermédiaires ou des courtiers qui ne peuvent avoir l'argent avant que ces marchandises ne soient arrivées à leur destination, c'est-à-dire aux mains de commerçants qui les ont fait commander. Alors, entre temps, il faut, naturellement, que les courtiers de Shanghai recourent aux banques pour leur demander des avances de ce genre. Les courtiers vont souvent aux banques locales qui leur donnent des billets à ordre de 5 à 10 jours qu'ils remettent ensuite aux compagnies d'importation étrangères pour retirer les marchandises et les envoyer aux commerçants de l'intérieur. Quelques jours plus tard, lorsque les marchandises sont arrivées à destination, les commerçants envoient de l'argent à Shanghai pour rembourser cette dette, alors le billet à ordre se trouve ainsi liquidé. On voit donc que les billets à ordre des banques locales occupent une place prépondérante dans le commerce extérieur et, par nécessité, ils sont très recherchés sur le marché monétaire de Shanghai.

E) La circulation des billets à ordre des banques locales est plus commode que celle de tous les autres. Il y a une Chambre de Compensation des Banques Locales pour les liquider, tandis que celle des banques modernes ne s'est créée qu'en 1933 et beaucoup de banques modernes se font encore liquider leurs effets dans la Chambre de Compensation des Banques Locales (1).

En raison de ces opérations très importantes, pour

(1) Voir quatrième partie, chapitre II, section II.

que les banques modernes chinoises ne les accaparent pas, les banques locales s'efforcent de conserver la confiance de leur clientèle. Jamais on ne refuse de payer un billet à ordre de ce genre au moment de la liquidation.

Les billets à ordre des banques locales sont divisés en deux groupes selon leur forme : ceux à vue et ceux à terme. Ceux-là sont payés immédiatement ou le lendemain de la présentation selon la coutume des villes et ceux-ci sont payés à des termes dont la durée varie de cinq à dix jours selon les genres de commerce : dix jours au plus pour le commerce en sucre, en riz, en huile, etc... ; sept jours pour les commerces en charbon, en bois, etc., et cinq jours au plus ceux qui font le commerce des autres marchandises étrangères (1). Le montant d'un billet à ordre, c'est-à-dire la « face value », est généralement de 10 dollars au moins, au-dessus desquels la somme est illimitée ; il y a souvent des billets à ordre avec la « face value » de quelques centaines de mille ou de quelques millions de dollars en circulation.

Les motifs de l'émission des billets à ordre sont nombreux. L'émission des billets est demandée par des courtiers ou commerçants importateurs qui les emploient pour transférer les marchandises importées : ou bien ils sont émis par la banque locale elle-même pour faire face à ses propres besoins ou pour faire des avances aux commerçants. Dans le premier cas, l'émission des billets à ordre a une couverture exacte, puisque les

(1) Se Pei-Y, *Banques indigènes*, p. 145.

commerçants ne peuvent les demander aux banques sans déposer une contre-valeur. Mais dans le second cas, c'est-à-dire si l'émission des billets à ordre est faite pour leur propre compte, il n'y a pas de réserve. Quant à l'émission pour faire des avances aux clients, il faut bien distinguer quelles sortes d'avances :

1° S'agit-il d'une avance sur titres, la couverture du crédit existe réellement ;

2° S'agit-il d'une avance sur engagement personnel, dans ce cas, la couverture fait défaut.

Mais pour rassurer les porteurs, l'article VII du *Règlement des Opérations des Banques Locales à Shanghai* indique que le remboursement de tous les billets à ordre, émis par les clients qui ont été présentés à l'es-compte, ou transférés aux commerçants pour acheter des marchandises, ou rendus aux banques d'émission, ne peut être suspendu. D'ailleurs, selon la coutume des banques locales au moment où les banques locales font faillite, elles doivent d'ailleurs rembourser les billets à ordre émis par elles. On voit par là combien les banques locales s'attachent à conserver la confiance dans leurs billets à ordre ! Il est vrai que cette opération est une des dernières qui ne soient pas encore accaparées par les banques modernes chinoises.

2° Lettre de change.

Il y a trois sortes de lettres de change (1) : celles

(1) Yang-Ying-Pou, *Traité des organes monétaires de Shanghai*. P. P. 47-48.

à vue, celles à terme fixe et celles à préavis. Les deux premières sont faciles à comprendre, la troisième demande une explication. En effet, sur une lettre de change à préavis, on marque une durée de préavis qui est généralement de trois à dix jours. La lettre sera payée quelques jours après, conformément à l'inscription, quand le preneur la présente au tiré. Par conséquent, lorsque cette sorte de lettre arrive aux mains du preneur, elle doit être présentée immédiatement au tiré qui y inscrit la date de présentation afin de la payer quelques jours après. Sinon, la date de paiement subira un délai qui dépendra de la date de la présentation.

Sur le marché monétaire de Chine, la lettre de change commerciale est quelquefois un peu différente de celle qu'on trouve sur les marchés européens ou américains. En apparence, c'est une lettre de change parce qu'elle a un tireur, un tiré et un preneur. Mais, en réalité, c'est un billet à ordre proprement dit. Comment cela ? Les compagnies commerciales de la grande ville, qui vont à l'intérieur acheter des marchandises, ne portent point d'argent. Quand leurs employés y arrivent et commandent des marchandises, ils émettent des lettres de change tirées sur les sièges sociaux de leurs compagnies et les vendent sur place aux banques locales qui leur donnent de l'argent pour liquider immédiatement leurs dettes aux commerçants à qui ils ont acheté des marchandises. Dans ce cas, il semble bien que ce sont là des lettres de change puisque les employés sont les tireurs, les banques locales sont les preneurs, et les sièges sociaux de leurs compagnies de la grande ville, les tirés. Mais, en réalité, ce sont les compagnies qui les tirent sur elles-

mêmes. Les banques locales les acceptent couramment et les envoient à leurs succursales ou agences à la ville pour être touchées aux sièges sociaux de ces compagnies. Cette habitude est très courante dans le commerce intérieur (1). Sur les marchés européens ou américains, les banques ne veulent pas accepter cette sorte de billets, parce qu'elle présente de grands risques en ce qui concerne la solvabilité des tirés eux-mêmes. Mais en Chine, elle constitue une grande partie des effets de commerce. C'est une des particularités de ce marché. Quant aux autres caractères communs avec les lettres de change européennes, nous ne les décrirons pas ici.

3) Chèques.

A) Les chèques des banques locales diffèrent sur certains points de ceux des banques chinoises. Ceux-ci peuvent être divisés en trois sortes (2) : chèque ouvert, chèque barré et chèque certifié, comme sur les marchés monétaires européens et américains. Mais tandis que les chèques ouverts des banques modernes peuvent revêtir trois formes, à savoir : chèque nominatif, chèque au porteur et chèque nominatif et au porteur, il n'existe pour les chèques des banques locales que des chèques au porteur.

B) Il y a deux sortes de chèques barrés : chèque barré général et chèque barré spécial. Tous deux sont

(1) Ma Ying-Tsou, *Traité des Banques Chinoises*, p. p. 164-165.

(2) Se Pei-Y, *Banques Indigènes*, p. 63.

employés couramment par les banques modernes chinoises sur le marché monétaire de la Chine. D'ailleurs, l'article 134 de la loi des effets de commerce de la Chine du 30 octobre 1929 indique clairement leur mode d'emploi. Mais les banques locales n'ont pas introduit les chèques barrés dans leurs usages, elles se contentent par habitude de convenir à l'avance avec leurs clients que si le montant d'un chèque dépasse une certaine somme, le tireur doit par précaution prévenir la banque avant la présentation du chèque ; sinon, la banque pourrait refuser au porteur inconnu d'en toucher le montant. Mesure de sécurité trop compliquée qui rend ce système presque incommode.

C) Quant au chèque certifié, les banques modernes chinoises l'acceptent couramment. Il a été inventé par les américains. J. Bouteron a dit (1) : « La certification très répandue aux Etats-Unis d'Amérique et sanctionnée également par la législation de la République de Costa-Rica, se rapproche beaucoup de l'acceptation. D'après la loi de NewYork (Sect. 323, 324, 325), un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque, de la façon ordinaire, sur son compte de dépôt. L'employé de la banque débite le compte du tireur par le crédit du compte « Certified cheks » qui, au moment du paiement, sera débité lui-même par le crédit du compte caisse ». La condition est la même sur le marché monétaire pour les chèques certifiés des banques modernes chinoises.

Mais il en est autrement pour le chèque certifié par

(1) J. Bouteron, *Le Chèque*, p. p. 337-338. Dalloz.

des banques locales. Il n'est pas aussi garanti que celui qui est certifié par les banques modernes. En effet, en apposant leur signature sur un chèque, les banques modernes s'engagent à rembourser la somme qui y est inscrite, les porteurs de ce chèque peuvent avoir confiance uniquement dans les banques sans se soucier de la solvabilité du tireur, tandis que le chèque certifié par les banques locales ne donne pas tant d'assurance : elles n'assument pas la responsabilité du remboursement au cas où la provision du tireur de chèque manque. C'est pourquoi, sur le marché monétaire de la Chine, on voit les chèques certifiés des banques modernes chinoises circuler couramment tandis qu'on refuse souvent d'accepter ceux de banques locales. Mais pourquoi les banques locales n'imitent-elles pas l'exemple des banques modernes en ce qui concerne le chèque certifié ? Parce qu'elles n'en veulent pas, car elles ont une autre combinaison pouvant avoir le même effet, et elles veulent la conserver : C'est l'échange de chèques contre billets à ordre de la banque (1).

D) Ce système est très simple. Si un commerçant veut payer sa dette à terme avec son chèque, comme il n'inspire pas assez de confiance pour pouvoir le mettre en circulation, il tire donc un chèque sur la banque locale chez qui il a déposé de l'argent en compte courant en échange d'une lettre à ordre de la banque avec laquelle il peut payer son créancier. Comme les lettres à ordre des banques locales inspirent une grande con-

(1) Se Pei-Y, *Banques Indigènes*, p. 66.

fiance sur le marché monétaire, on les accepte facilement, elles peuvent circuler longtemps de main en main. Quant aux banques, elles n'ont pas de perte puisqu'en échangeant leur billet à ordre contre le chèque, elles débitent tout de suite le compte du tireur par le crédit du compte courant ; et quant au public, il n'a rien à craindre non plus, puisqu'il y a une même somme de réserve en banque par le compte du tireur. Cette méthode pour le système du chèque certifié est devenue plus compliquée, et bien que l'effet produit reste le même, l'apparence est tout-à-fait changée.

CHAPITRE V

Les relations des Banques locales avec les Banques modernes

Les banques locales ont une histoire de plus de deux cents ans (1), tandis que l'établissement des banques modernes en Chine, par les Chinois eux-mêmes, compte à peine une quarantaine d'années (2). Au commencement, ces dernières étaient naturellement plus faibles que les premières. Mais à mesure que les banques modernes se développent, leur situation sur notre marché monétaire devint peu à peu supérieure à celles des

(1) Voir la même partie chapitre III.

(2) Pour la date de l'établissement des grandes banques modernes chinoises, voir deuxième partie, chapitre I, section I.

banques locales, grâce à leurs capitaux plus grands et à leur organisation plus solide. Il se fait donc qu'après une période de concurrence où ces deux groupes des banques étaient de forces égales, les banques locales se sentent maintenant incapables de certaines opérations devant leurs rivales, et alors elles se contentent de s'occuper des opérations qui leur semblent plus favorables, et que les banques modernes ne sauraient faire (1).

Heureusement, à mesure que l'activité de ces deux groupes évoluait, leurs méthodes variaient aussi. Hier, ils étaient des concurrents, aujourd'hui, ils sont devenus des collaborateurs qui se prêtent mutuellement appui. La coopération des deux groupes de banques engendre donc des relations entre eux, ces relations sont très fréquentes et compliquées, les plus importantes sont au nombre de quatre, qui seront l'objet de quatre sections suivantes.

SECTION I

CREDIT A COURT TERME

La première relation entre les banques modernes et les banques locales est le crédit à court terme que nos banques modernes, surtout la Banque Centrale et les grandes banques, consentent à accorder aux banques locales (2). Le délai de cette sorte de crédit est très

(1) Voir quatrième partie, chapitre II, section II.

(2) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. 233.

court; généralement, il est de deux à trois jours. Les motifs de ces crédits sont différents suivant les banques. Les banques modernes font ces crédits aux banques locales pour utiliser momentanément leur disponibilité et en même temps pour constituer un actif rapidement réalisable tout en tirant un modeste bénéfice. Les banques locales qui, elles, connaissent parfaitement les affaires, mais manquent souvent de capitaux, utilisent cette sorte d'emprunt pour augmenter leurs transactions ou parer à des difficultés momentanées. D'ailleurs, la destination de ces crédits est de servir de fonds de roulement aux commerçants, et comme on ne peut obtenir d'autre garantie qu'un engagement personnel, il faut surveiller les emprunteurs de près. C'est pour ces raisons que nos banques modernes préfèrent un intérêt peu élevé plutôt que de courir des risques. Elles aiment mieux prêter directement aux banques locales en se servant de celles-ci comme d'intermédiaires. Par ce moyen, elles peuvent obtenir une garantie de la banque locale au lieu d'acquiescer un engagement personnel de simples commerçants.

Nous devons remarquer que c'est là l'un des plus puissants moyens dont dispose notre Banque Centrale pour agir sur le marché de l'argent; c'est en augmentant ou en diminuant la masse de ces crédits à court terme qu'elle peut obtenir un équilibre relatif.

Puisque l'escompte et le réescompte des effets de commerce ne sont ni l'un ni l'autre développés, notre Banque Centrale ne peut utiliser la politique du taux d'escompte, la plus propre à équilibrer ou à diriger le marché monétaire, alors elle se contente d'employer ce

médiocre expédient pour s'en servir un peu comme d'un frein.

En dehors de cette particularité que nous venons d'expliquer, cette sorte de crédit à court terme pratiqué par nos banques modernes, ressemble beaucoup au « Call Money » de l'Angleterre ou au « Call Loan » des Etats-Unis d'Amérique (1), puisque :

1° Le « Call Money » est une sorte d'avances à court terme de banque aux courtiers ; notre crédit à court terme est aussi une avance de banque aux banques locales, courtiers spécialistes ;

2° Le « Call Money » n'est consenti qu'aux courtiers ; notre crédit à court terme est réservé aussi exclusivement aux banques locales ;

3° La baisse ou la hausse du taux de l'intérêt du « Call Money » est le signe du ralentissement ou de l'accélération de l'activité économique du pays ; l'observation de l'oscillation du taux de notre crédit à court terme peut aussi annoncer les mêmes conséquences.

SECTION II

PARTICIPATION A L'EMISSION

Le système de la participation de l'émission des billets de banque fut appliqué la première fois par la Banque de Chine en 1915, mais aujourd'hui presque

(1) Pen Tze-Hau, *Traité des Banques Locales Chinoises*, P. P. 234-235.

toutes les banques d'émission ont adopté ce système afin de développer leur émission des billets. En effet, d'après ces systèmes, les banques locales qui désirent participer à l'émission des billets de banque peuvent le demander à l'une des banques d'émission, en signant un contrat bilatéral qui détermine d'avance toutes les conditions. Voici quelques articles les plus importants d'un contrat-type de ce genre qui est rentré en usage tout récemment (1).

1° La banque d'émission A consentit à la banque locale B d'émettre des billets jusqu'à concurrence d'une certaine somme de dollars.

2° Pour avoir les billets, la banque locale B doit donner comme réserve à la banque d'émission la même valeur qui consiste en ceci (2) :

A) 60 pour 100 en espèce ;

B) 30 pour 100 en titres d'Etat ou effets de commerce ;

C) 10 pour 100 en lettres à ordre de la banque locale elle-même.

(D'après l'esprit des contractants, ce dernier élément, c'est-à-dire le dépôt de 10 pour 100 en lettres à ordre,

(1) Cet exemplaire est emprunté à la convention entre la Banque de Chine et la banque locale Ta-Ton du 31 mars 1935, publiée dans la *Revue mensuelle de la Banque de Chine*, en avril 1935. P. P. 98-101.

(2) D'après le Règlement d'émission actuel, l'encaisse des billets de banque doit avoir 60 pour 100 en espèces et 40 pour 100 en titres ou effets de commerce de premier ordre. Voir sur ce sujet la troisième partie consacrée à l'étude de l'émission des billets en Chine.

représente une réserve de l'espèce qui devrait la mettre à part chez la banque locale elle-même. D'ailleurs, il n'y a pas d'intérêt à payer pour ces 60 pour 100 en espèce.)

3° Les billets mis en circulation par les soins de la banque locale doivent porter une marque secrète de façon que les deux contractantes puissent les connaître entre elles.

4° La banque locale ayant ainsi contracté doit afficher constamment au public qu'elle s'engage à faire le service du remboursement des billets de la banque d'émission.

5° Le remboursement des billets au public se fait indistinctement tant du côté de la banque d'émission que du côté de la banque locale contractée. Au public, les deux partis doivent rembourser, sur présentation, tous les billets de la même banque d'émission, sans tenir compte de la marque secrète. Mais entre les contractantes, on peut échanger ou demander le remboursement de l'espèce avec ces billets portant une marque spéciale qui distingue secrètement les maisons d'émission.

*
**

De ce qui précède, nous pouvons résumer comme suit :

A) Le but de cette méthode d'émission partagée est purement technique. C'est un des moyens des banques d'émission pour le développement de leur émission des billets, mais cet acte n'est ni enregistré par les lois ni agréé par le public.

B) Au point de vue du remboursement des billets, c'est la banque d'émission qui est responsable de tous ces billets sans distinction. Le public ne connaît pas la banque locale contractée.

C'est une des relations entre les banques modernes ayant obtenu le droit d'émission et les banques locales qui veulent participer à cette émission. Par cette combinaison, chacune des contractantes peut tirer un bon parti, c'est le fruit de la coopération des deux groupes de banques, banques modernes et banques anciennes.

SECTION III

COMPENSATION DES EFFETS DE COMMERCE

La compensation des effets de commerce des banques modernes faite dans la Chambre de Compensation organisée par les banques locales est une des particularités du marché monétaire de Shanghai. En effet, à Shanghai, avant 1933 (1), il n'y avait pas de Chambre de Compensation pour les banques modernes chinoises, c'est la Chambre de Compensation des Banques Locales qui, seule, pouvait liquider toutes les sortes d'effets de commerce sur ce marché. Comme cet organe est constitué par les banques locales, les banques modernes ne peuvent

(1) La Chambre de Compensation des Banques Modernes est créée le 16 mars 1933. Auparavant, la liquidation des effets des banques modernes était faite dans la Chambres de Compensation des Banques Locales par l'intermédiaire de celles-ci. Ma Ying-Tsou, traité des banques chinoises. P. P. 331-333.

être admises comme membres, ces dernières étaient obligées de charger une des banques locales, membre de la Chambre, de faire liquider leurs effets pour son compte (1).

Aujourd'hui, malgré la création de la Chambre de Compensation des Banques Modernes, les effets ne peuvent y être liquidés qu'entre les banques modernes elles-mêmes. Quant à la liquidation des effets entre les banques modernes et les banques locales, celles-là sont encore obligées de charger une des banques locales de la faire pour son compte. En raison de cette compensation des effets, les banques locales sont donc constamment en étroite relation avec les banques modernes.

SECTION IV

DÉPÔT DES FONDS DE COMPENSATION

Puisque les banques modernes à Shanghai ne peuvent être membres de la Chambre de Compensation des Banques Locales, elles sont obligées de charger une des banques locales, membre de la Chambre, d'agir en leur propre compte. Le dépôt des fonds de compensation des banques modernes chez les banques locales est donc nécessaire. Sous prétexte de s'assurer une marge de couverture suffisante, les banques locales exigent souvent un versement de fonds supérieur, avec lesquels elles se li-

(1) Nous l'avons déjà exposé plus haut ; voir la même partie, chapitre IV, section I.

vrent à des opérations à court terme (1). Mais les banques modernes sont obligées quelques fois de se soumettre à leur demande et se contentent du faible intérêt accordé pour cette sorte de dépôts (2).

(1) Voir la même partie chapitre IV, section I.

(2) Ma Ying-Tsou, *Traité des Banques Chinoises*, p. 335.

DEUXIÈME PARTIE

LA CRÉATION DES BANQUES MODERNES EN CHINE ET L'HISTOIRE DES BANQUES CENTRALES DE LA CHINE

DEUXIEME PARTIE

La création des Banques modernes en Chine et l'histoire des Banques centrales de la Chine

CHAPITRE I

La création des Banques modernes en Chine

Après avoir étudié dans la première partie nos banques indigènes organisées d'après le type ancien, nous exposerons maintenant l'organisation de nos banques modernes. Si nous employons ici les mots d'ancien et de moderne, ce n'est pas pour marquer les mêmes différences que l'on entendrait en Europe par les mêmes mots.

En effet, on distingue généralement les banques modernes des banques anciennes en ce que les banquiers

anciens étaient des trafiquants de métaux précieux, des changeurs de monnaies, des transporteurs de capitaux d'une place sur une autre, des caissiers au service de leurs clients : ils n'effectuaient que d'une façon accessoire des opérations de crédit au profit des particuliers, le plus souvent au moyen de leurs fonds personnels et non avec l'argent emprunté. Tandis que les banquiers modernes considèrent avant tout les opérations de crédit avec les particuliers comme l'élément principal du commerce de banque. Sans doute, ces banquiers modernes continuent à transporter des capitaux pour le compte de leurs clients, à recevoir leurs dépôts, à faire leur service de caisse, mais ils sont à tous ces points de vue beaucoup mieux outillés que les banquiers d'autrefois, grâce à la multitude de leurs succursales, à la facilité des communications et au perfectionnement des règlements par compensation. Quant aux crédits, au lieu de fournir leurs fonds personnels, les banquiers empruntent d'une main des capitaux, pour les prêter de l'autre. Ils jouent un rôle d'intermédiaires ou de dispensateurs, ils ne sont donc plus comme les banquiers d'autrefois qui se contentaient d'un rôle passif.

Voilà ce qui distingue généralement les banques anciennes des banques modernes. Mais la distinction que nous venons d'établir entre banques anciennes et banques modernes ne s'applique pas à ce que nous allons exposer ; car, en Chine, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'élément principal du commerce de nos banques indigènes ou de nos banques à type ancien réside dans les opérations de crédit. D'ailleurs, les opérations du Crédit personnel de ces banques se sont déjà développées jus-

qu'à un haut degré (1). Quand nous disons : banques à type ancien, cela veut dire simplement que ces banques sont organisées d'après l'ancienne méthode, de même que nous appelons banques modernes, toutes les banques qui sont fondées d'après le type étranger. Comme l'organisation de ces dernières banques est postérieure à celle de nos banques indigènes, puisqu'elles existent depuis une quarantaine d'années (2), pour faciliter la distinction, on les désigne alors par le mot moderne réservant le mot ancien aux banques qui existaient en Chine depuis longtemps, bien que toutes ces banques, anciennes ou modernes, coexistent aujourd'hui (3).

SECTION I

INTRODUCTION DE L'ORGANISATION DES BANQUES MODERNES EN CHINE

Le développement du commerce avec les étrangers fut l'une des causes principales de l'introduction des banques dites modernes en Chine. En effet, d'après le Traité Sino-Anglais de Nankin de 1842, la Chine a accordé l'ouverture des cinq plus grands ports (4) au commerce anglais. Avec ces débouchés considérables, le

(1) Sur ce sujet, voir la première partie, chaque IV, section II.

(2) Voir la section suivante.

(3) Voir la quatrième partie, chapitre II, section II.

(4) Ce sont Shanghaï, Canton, Fou-Tchéou, Lin-Pô et Chaw-Men.

commerce entre les deux nations prit un essor extrêmement rapide. Le besoin de crédit des commerçants étrangers fut donc de plus en plus grand et nécessaire. En 1853, onze ans après l'ouverture des ports de la Chine, une banque anglaise fit son apparition dans notre Empire. C'est la première fois qu'une banque étrangère s'installa en Chine sous le nom de la « Chartered Bank Of India, Australia And China ». Quatorze ans après cette apparition de la première banque, une autre banque anglaise fut fondée en 1867, sous le nom de « Hong-Kong And Shanghai Banking Corporation ». Puis, une succursale française de la « Banque de l'Indochine » (1875) et une succursale japonaise de la « Yakohama Specia Bank » (1890) furent successivement installées à Shanghai. A ce moment, la Chine ne disposait que de ses banques indigènes ; mais par suite de leur capital moins important et de leur organisation trop étroite, elles ne pouvaient assurer certaines opérations nées du développement du commerce extérieur comme les opérations du change étranger, de paiements et de recouvrements internationaux. Leur champ d'activité était trop limité et ne pouvait répondre aux désirs d'une nouvelle clientèle. Pour s'adapter à ces nouveaux besoins, l'organisation des banques modernes était indispensable pour les besoins du commerce extérieur qui venait de se développer.

La première banque dite moderne, fondée par les Chinois eux-mêmes, parut en octobre 1896, sous le nom de « Banque Commerciale de Chine » (1) : c'était une

(1) Tsou Pou-Lo, *Histoire des Banques Chinoises*, p. 7.

société anonyme. Son siège social est à Shanghai. Au commencement, son capital était de 1.000.000 Taëls, il s'est élevé jusqu'à présent à 5.000.000 dollars. Bien qu'elle soit maintenant une banque commerciale sans importance, par son passé, elle est cependant une des banques modernes les plus vieilles en Chine. C'est avec elle que l'histoire de nos banques modernes commence.

Huit ans après l'apparition de la Banque Commerciale, la banque de Hou-Pou, notre première banque centrale fut créée à Pékin (1). Depuis lors, de nouvelles banques ne cessent d'apparaître successivement. D'abord, elles firent concurrence aux banques locales : ces deux sortes de banques formaient en effet deux groupes de rivaux de forces égales ; puis, comme les banques modernes se développaient sans cesse, les banques locales finirent par se confiner dans certaines opérations. Leur champ d'activité est limité à certaines affaires en dehors desquelles elles sont, pour ainsi dire, hors de combat (2). D'ailleurs, nous y viendrons dans la dernière partie de nos études, en mettant en parallèle la situation actuelle que ces deux groupes de banques occupent aujourd'hui dans notre marché monétaire.

SECTION II

PARTICULARITÉ DES BANQUES MODERNES CHINOISES

Par suite de la différence des coutumes sociales et du degré du développement du commerce et de l'indus-

(1) Voir la section suivante.

(2) Voir première partie, chapitre V.

trie, les banques modernes chinoises ont naturellement leurs particularités qui ne sont pas celles des banques d'Europe ou d'Amérique, bien que l'organisation de nos banques modernes ait directement imité celle de ces dernières.

Sans entrer dans les détails, nous donnons quelques-unes de ces particularités les plus importantes comme suit :

1° Les opérations de banques ne sont pas spécialisées.

D'après les méthodes que les banques emploient pour se procurer des ressources et d'après l'usage qu'elles en font, on classe généralement les banques en diverses catégories : banques d'émission ; banques de dépôts et d'escompte ; banques d'affaires ; banques hypothécaires ; banques populaires et banques d'exportation, etc... Si, en Europe, la classification des banques est nette, en Chine, il est très difficile de ranger telle banque dans telle catégorie, la plupart des banques font des opérations de toutes sortes et surtout il n'y a pas de banque de dépôt et d'escompte proprement dites. Nos banques de dépôt font aussi les opérations de banques d'affaires. Cette confusion a son origine et ses motifs ; il faut l'attribuer aux circonstances aux cours desquelles nos banques modernes s'organisèrent. En effet, pendant les dernières années du XIX^e siècle, nous avions un désir très grand de développer autant que possible le commerce et l'industrie de la Chine. La plupart des lignes de chemins de fer, de navigation et de télégraphie et des exploitations minières, etc..., étaient en création à cette époque. Pour entreprendre ces travaux coûteux,

il fallait de grands capitaux. Pour les obtenir, le meilleur moyen était de doter la Chine de grandes institutions modernes de crédit qui pourraient, d'une part, financer les entreprises naissantes et, d'autre part, grâce à l'importance de leurs capitaux, inspiraient plus de confiance et attiraient plus facilement chez elles l'épargne du pays sous forme de dépôts.

Ainsi les grandes banques modernes chinoises vont se développer sous ces deux idées directrices : attirer le plus de dépôt possible et favoriser autant que possible le développement des grandes industries naissantes (1). Ces deux idées ont fatalement conduit nos banques modernes vers une forme de banques qu'on appelle banques mixtes, c'est-à-dire qu'elles font à la fois les opérations de banques de dépôts et des banques d'affaires.

2° *Les opérations d'escompte ne sont pas développées.*

Il y a deux causes à cela : d'une part, le système de vente à crédit sans papier règne dans le centre commercial. Nos commerçants se contentent souvent d'inscrire seulement le montant dû par leur client sur le livre de compte et de le recouvrer à des dates fixées d'avance. S'ils ont besoin de fonds de roulement pour faire face à ces ventes, ils s'adressent aux banques en demandant des emprunts soit purs et simples soit sur leur propre compte courant (Overdraw); naturellement, ces avances

(1) Essai sur l'orientation des opérations de nos banques, article de M. Tien Tchen, paru dans la « *Revue Sociale* », N° 43, P. P. 19-51.

sont des avances personnelles puisque les commerçants n'offrent aucune couverture bien qu'au fond leur gage se trouve dans les marchandises vendues à crédit. D'autre part, quoiqu'il soit établi dans ses statuts, notre Banque Centrale pratique peu le réescompte et ses ressources ne permettent pas d'alimenter les autres banques en temps de crise. D'ailleurs, nous reviendrons sur tous ces points au cours de notre étude.

De ce qui précède, on peut affirmer que les motifs du non-développement des opérations d'escomptes sont évidents, puisque, d'une part, la ressource d'émettre les effets de commerce est limitée par la vente à crédit sans papier ; et puisque, d'autre part, la conversion en argent des effets de commerce des banques commerciales est devenue impossible en temps de crise à cause de l'impuissance de notre Banque Centrale pour les opérations de réescompte.

3° *La majeure partie des dépôts de banque
est constituée au comptant.*

Sur le marché monétaire français ou anglais, les dépôts sont constitués pour une bonne moitié par l'escompte des effets de commerce (1) sur le marché de Chine, la majeure partie est constituée au contraire par l'argent au comptant (2) parce que le marché d'escompte n'y est pas développé comme nous l'avons dit.

(1) P. Reboud, *Précis d'économie politique*, 6^e édition, tome premier, P. 385 ; et S. R. Wagel, *chinese Currency Banking*. P. 231.

(2) Ma Ying-Tsou, *Collection des discours économiques*, Vol. I, P. 19.

4° *Le montant des dépôts à terme est presque égal à celui des comptes courants créditeurs.*

Sur les marchés monétaires européens ou américains, les comptes courants créditeurs forment une grande partie des dépôts divers, soit un pourcentage de 90 pour 100 environ. Sur notre marché, cette condition est toute différente, le montant des dépôts à termes s'élève presque au même niveau que celui des comptes créditeurs. Le tableau suivant (1) montre bien cette particularité en calculant les dépôts de huit grandes banques :

BANQUES	DÉPÔTS A TERME	COMPTES COURANTS CRÉDITEURS
Banque de Chine	251.884.333,58	182.856.037,19
Banque de Communica- tions	65.299.045,26	171.285.684,37
Banque de Kincheng ...	51.969.903,84	53.825.463,29
Banque Commerciale de Shanghai	54.750.472,19	65.149.253,95
Banque Commerciale de Yien-Yieh	45.362.688,19	39.216.544,27
Banque Continentale ...	43.295.882,69	54.594.793,43
Banque de Tson-Lang ...	41.212.928,69	50.100.906,70
Banque de Koué-Ho	1.954.542,02	16.859.936,15
	555.549.796,46	633.888.619,35 ⁽²⁾

(1) D'après les comptes rendus des diverses banques citées au 31 décembre 1934.

(2) En unité de dollars.

5° *Paiement d'intérêt au compte courant créditeur.*

Les comptes courants créditeurs ne donnent généralement pas d'intérêts sur le marché monétaire européen ou américain. Au Japon, à l'exception de la Banque du Japon, les banques commerciales leur servent un petit intérêt. En Chine, par suite de la coutume sociale, les banques modernes chinoises sont obligées, suivant l'exemple des banques locales, de leur servir des intérêts dont le taux est en général de 2 pour 100 (1).

6° *Une grande quantité d'avances se font à découvert.*

Les sociétés et les commerçants de notre pays ne veulent pas, en général, faire d'emprunts sur nantissement, parce que cela leur semble déshonorant. D'ailleurs, nos banques locales font beaucoup d'opérations de crédit personnel aux commerçants depuis longtemps, elles s'y sont habituées. Au début, bien que les banques modernes chinoises ne voulussent pas consentir de prêts à terme à découvert, elles y furent cependant obligées, en raison des usages et de la nécessité de s'emparer d'une partie des opérations des banques locales (2).



En dehors des particularités énumérées, il y a encore d'autres phénomènes particuliers qui ne sont pas moins importants et intéressants : entre autres, les suivants :

1° En Europe, le principal but des opérations de

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*, p. 74.

(2) S. T. Chan, *Etude sur le marché monétaire de Shanghai*, P. 116.

banque est de faciliter le plus possible le crédit, tandis qu'en Chine, les banques modernes, en se développant, restreignent le crédit. Pourquoi ? Parce que nos banques locales ont souvent développé jusqu'à l'abus les opérations de crédit en accordant une trop grande confiance aux clients. Au contraire, les banques modernes qui exigent plus de garantie finissent par restreindre ces mêmes opérations de crédit.

2° En Europe, où l'usage des comptes de virement et des chèques est très développé, l'extension des banques détermine une économie d'espèces ou même de billets de banque, ce qui permet d'opérer un grand nombre de transactions commerciales. En Chine, au contraire, l'extension des banques modernes a pour résultat de développer l'usage d'une grande quantité de monnaie soit en billets de banque soit en argent.

3° Enfin, en Europe, la tendance des banques de dépôt est d'éviter le plus possible d'opérer directement les transactions commerciales, tandis qu'en Chine l'extension des banques modernes détermine un accroissement des intérêts des banques en ce qui concerne les opérations directes du commerce. Le résultat de l'extension des banques modernes est, comme on l'a expliqué, la réunion des opérations de la banque et du commerce (1).

Quant aux autres particularités de nos banques modernes, comme les dépôts des banques modernes dans

(1) Shao-Teh Chan, *Etude sur le marché monétaire de Shanghai*. P. 119.

les banques locales pour les services de compensation, la combinaison des fonctions d'émission et des autres opérations, etc., nous les avons énumérées plus haut ou nous les expliquerons ailleurs.

Pour les points que nos banques modernes ont de communs avec les banques d'Europe ou d'Amérique, il est inutile de les exposer ici. Toutefois, pour mieux connaître l'ensemble du problème, nous croyons nécessaire de donner un aperçu général de l'organisation de nos banques modernes. Pour cela, nous prenons naturellement comme type les banques centrales qui se succéderont en Chine, à diverses époques. Nous allons exposer leur histoire surtout en ce qui concerne leurs règlements et leurs statuts depuis la création de notre première Banque Centrale jusqu'à nos jours.

CHAPITRE II

L'histoire des Banques centrales sous l'Empire

Nous avons vu que la première banque dite moderne créée par les Chinois eux-mêmes ne date que de 1896 ; par conséquent, avant cette période, il n'y avait pas de banque moderne, il n'y avait donc pas non plus de banque centrale possible.

En effet, l'histoire de notre Banque Centrale ne commence qu'avec la « Banque de Hou-Pou », sous la dynastie des Tsings. Quelques années après sa création, à la suite de la réorganisation du ministère des Finances, la Banque changea de nom. Elle s'appela alors « Banque Impériale » et devait durer jusqu'à la Révolution de 1911. Nous examinerons successivement ces deux Banques.

SECTION I

BANQUE DE HOU-POU

La première banque centrale de la Chine fut fondée à Pékin en 1904, sur l'initiative du ministère des Finances.

Avant la fondation de cette banque, nous n'avions que des comptoirs publics de provinces qui, outre les opérations commerciales émettaient des billets au porteur, et se chargeaient de faire le service du trésor provincial. Mais bientôt, malgré leur nombre, ces comptoirs publics de province ne correspondèrent plus au besoin.

Non seulement il n'y avait pas de liaison entre les comptoirs de chaque province, mais encore chacun avait son type de constitution, sa manière d'opérer ; bref, ils avaient été fondés d'après les anciennes méthodes. Les billets émis par ces comptoirs avaient un caractère purement local. Faute de billets au porteur nationaux, ce sont les billets émis par des banques étrangères qui sont entrés en usage.

Plusieurs raisons devaient pousser le Gouvernement à fonder une banque centrale. D'une part, le public qui réclamait un institut d'émission capable d'assurer une bonne circulation, et le développement économique du pays. D'autre part, les besoins du trésor qui exigeaient une organisation centrale suffisamment forte pour assurer l'indépendance du change, à l'égard des pays étrangers.

La première banque centrale fut désignée sous le

nom de « Banque de Hou-Pou » (1). Le Règlement organique de cette banque fut publié par le ministère des Finances. Il avait 32 articles (2). Le capital primitif en fut fixé à quatre millions de Taëls-Kuping (3) et divisé en 40.000 actions dont la moitié fut versée immédiatement par le Trésor et l'autre ouverte à la souscription publique.

Parmi les trente-deux articles du Règlement de cette banque, il se trouvait quelques traits caractéristiques d'une banque d'Etat ou tout au moins en étroite relation avec l'Etat malgré le concours financier du public. L'article 5 du Règlement était ainsi conçu : « La Banque est sous la protection de l'Etat ; si le marché monétaire ou financier a besoin des fonds plus large, elle pourra emprunter au ministère des Finances des fonds publics ». L'article 20 dit : « La Banque pourra émettre des billets au porteur en coupures de taël de 100, 50, 10, 5, 1, de l'unité ». L'article 21 : « La Banque établira des succursales dans les provinces, partout où s'établiront ses succursales, ses billets devront être reçus en paiement et au pair avec les pièces métalliques ».

En ce qui concerne les opérations du Trésor, la Banque obtint un véritable privilège. L'article 22 déclare que « La Banque pourra effectuer les recettes et dépenses

(1) Ancien nom du ministère des Finances sous le règne des Tsings.

(2) Tchang Tzi-Hong, *Traité monétaire chinois*, p. p. 244-248.

(3) Un taël-Kuping équivaut à 37 grammes 312,56 d'argent au titre de 900/1000 de fin.

pour le compte du Ministère des Finances. Si les circonstances permettent d'employer des billets, il devra avant tout se servir des billets de cette banque et écarter ceux émis par les banques privées ».

La haute direction de la banque est confiée à un Conseil d'Administration, composé de six membres dont deux nommés par le Gouvernement sont : le gouverneur et le vice-gouverneur de la banque, les quatre autres sont élus par les actionnaires. Dans ce Conseil, le gouverneur a le plein droit de décider en dernier ressort. Or, ce gouverneur, étant nommé par le Gouvernement, a donc la haute main sur la banque (1).

SECTION II

BANQUE IMPÉRIALE

Nous avons esquissé l'organisation primitive de la première Banque centrale en Chine, elle fut remaniée et changée de nom en 1908, à la suite de la réorganisation du Ministère des Finances. La Banque prit alors le nom de Banque Ta-Tsing, c'est-à-dire de Banque Impériale (2).

(1) Parce que cette organisation fut primitivement établie, les comptes rendus de la banque ne sont pas publiés, les documents précis en ce qui concerne cette banque nous manquent. Mais d'une façon générale, l'état des opérations et de la circulation de la banque ressemble beaucoup à celui de la Banque Impériale que nous allons décrire tout de suite.

(2) Tchou Ping, *Monnaies et Banques*, p. 38.

Son règlement organique se composait de 24 articles (1). Le capital fut porté de 4 à 10 millions de taëls, les 6 millions de taëls des nouvelles actions furent souscrites de la même façon qu'auparavant, c'est-à-dire la moitié par l'Etat et l'autre moitié par les particuliers (art. 1). Les actionnaires recevaient un intérêt de 6 % du capital, quel que fût le résultat de l'entreprise (art. 18). Cet intérêt, dit intérêt officiel, est un vestige des anciens usages de la Banque du Shang-Si qu'on a introduit dans les statuts nouveaux et jusqu'à présent on garde encore cette habitude dans toutes les banques chinoises (2).

L'assemblée des actionnaires devait avoir lieu une fois par an au siège social et sur la demande de plus de 50 actionnaires, on pouvait convoquer une Assemblée extraordinaire (art. 19).

Le Conseil d'Administration se composait et se recrutait de la même manière que pour la Banque Hou-Pou avec cette seule différence que la désignation des gérants, élus par les actionnaires, devait être ratifiée par le Ministre des Finances. En outre, trois censeurs, chargés de la surveillance, devaient être élus par les actionnaires (art. 15 et 16). La Banque avait le caractère d'une société anonyme (art. 2), ses opérations étaient limitées ; celles qui n'étaient pas énumérées dans les statuts lui étaient

(1) Tchang Tzi-Hang, *Traité du marché monétaire de Chine*. P. P. 249-253. Nous trouverons plus bas les articles de ce Règlement les plus importants en substance.

(2) Voir première partie, chapitre III, section I, en note.

formellement interdites (art. 4 et 6) (1). L'Etat accordait le monopole de l'émission des billets. L'article 5 du Règlement dit notamment : « La Banque émettra des billets au porteur à la place de l'Etat conformément aux Règlements spéciaux qui seront rédigés à cet effet par la Banque et promulgués postérieurement par l'Etat ».

En échange du monopole, la Banque était chargée de faire gratuitement le service du Trésor et d'assurer la circulation des nouvelles monnaies métalliques (art. 7). L'article 12 prévoit que « Si la nécessité du marché exige des fonds abondants, il est permis à la Banque de demander au Ministère des Finances l'autorisation d'émettre des emprunts pour rétablir la situation. L'article 6 prévoit même que l'administration des dettes publiques pourra être éventuellement confiée à la Banque. » On voit par là qu'entre la Banque Impériale et le Trésor un lien existait plus intime que celui qui existait auparavant avec la Banque de Hou-Pou.

Le siège central de la Banque était à Pékin (art. 3) et des succursales avaient été établies peu à peu dans les grandes villes.

La Banque, unique et puissante telle que l'avait sou-

(1) Pour déterminer leurs opérations, l'article 4 du Règlement de la Banque Impériale est ainsi prévu : « Les opérations de la Banque seront limitées comme suit : 1) Crédit à court terme ; 2) Escompte des effets ; 3) L'achat et vente des lingots d'or et d'argent ; 4) Changes et recouvrements ; 5) Dépôts divers ; 6) Avances diverses ; 7) Emission des billets à ordre ; 8) Garde des valeurs ».

haitée le Gouvernement ayant des succursales sur toute l'étendue du territoire était donc réalisée en quelques années, tout au moins en ce qui concerne son organisation. Mais par son fonctionnement était-elle vraiment capable de répondre aux mêmes services qu'on attendait d'elle, c'est ce qu'il nous faut maintenant examiner en étudiant la banque dans ces divers éléments.

1° *Actions* : La part du capital gouvernemental fut successivement versée en quatre fois ; jusqu'en 1908, toutes ses actions étaient libérées. La part des actions souscrite par les particuliers, les anciennes comme les nouvelles, fut aussi entièrement versée à la fin de l'année 1910 (1). Le capital de 10 millions se trouvait ainsi intégralement constitué, ce qui devait permettre à la Banque d'étendre le champ de son activité.

2° *Succursales* : Elle avait, jusqu'en 1911, l'année de sa fusion avec la Banque de Chine, onze succursales et trente-cinq bureaux auxiliaires qui étaient administrés par des gérants et par des directeurs divisionnaires (2).

La création et la suppression des succursales devaient avoir lieu après une décision du Conseil d'Administration, le Ministère des Finances n'intervenait que pour donner son approbation (art. 3).

3° *Opération* : La banque avait des sommes considérables en dépôt (le fonds de ce dépôt était presque versé

(1) Compte rendu de la Banque Impériale de Chine à la fin de 1910. *Revue commerciale*, N° 16. P. 32.

(2) « Quelle était la situation de la Banque Impériale », article de M. Tchang, paru dans la *Revue commerciale*, N° 16. P. P. 34-37.

par ses clients et non comme l'on pense généralement, par le mécanisme de l'escompte qui constitue la plupart des fonds de ce dépôt, parce qu'en ce moment-là, il ne lui était pas permis de trouver beaucoup de traites à escompter). Ce qui permettait à la banque de consentir des prêts de différentes sortes : prêts sur crédit, sur gages et, surtout, avances aux provinces, aux communes, aux concessionnaires de constructions publiques, sous la garantie des hauts fonctionnaires.

4° *Circulation* : Selon les usages monétaires les plus usités des différentes parties du territoire, il y avait en ce temps-là deux sortes de monnaies : les taëls (1) et les dollars (2); les premières sont l'ancienne unité et les secondes la nouvelle que l'Etat venait de promulguer et de s'efforcer de mettre en usage. Pour s'adapter à ces deux effets, la Banque Impériale émit deux sortes de billet en diverses unités et en différentes coupures. Ceux de ces billets libellés en taëls étaient des coupures du 100, 50, 10, 5, 1 de l'unité. Il en était de même de ceux qui étaient libellés en dollars. La première catégorie atteignit, à la fin de juin 1911, 5 millions 439.000. La seconde 12 millions 460.000 (3).

Pour les billets divisionnaires, la Banque n'a publié aucune liste, on ignore toujours le chiffre de leur circulation.

5° *Encaisse métallique* : Bien que l'Etat ait donné

(1) Voir la même partie, chapitre II, section I, en note.

(2) Un dollar chinois équivaut à 26 grammes 6,971 d'argent au titre de 880/1000 de fin.

(3) *Revue Commerciale*, Shanghai, N° 16, P. P. 39-40

officiellement à la Banque Impériale le droit d'émettre des billets avant l'année 1909, la Chine n'a pas défendu aux autres établissements du crédit d'émettre des billets si le public voulait bien les accepter. On était donc dans un régime d'une liberté absolue, et il en était de même pour le rapport entre l'encaisse et l'émission (1).

Malgré la liberté dont elle jouissait, la Banque Impériale n'a pas commis d'excès. Son encaisse était toujours, d'après le compte rendu du bureau central, au-dessus de 25 % de la circulation, le reste était couvert par des actions, des rentes et des effets de commerce, sans compter des billets au porteur émis par les autres établissements et qu'elle avait en caisse. A ce point de vue, la situation était solide, la direction de la Banque semblait inspirer confiance et on n'avait rien à lui reprocher.

6° *Bénéfices* : Les dividendes allaient sans cesse en augmentant. Sans compter les réserves ni l'intérêt officiel de 6 % pour les actionnaires qui est prélevé sur les bénéfices nets, elles étaient chaque année régulièrement distribuées. La somme totale des dividendes, c'est-à-dire les sept dixièmes du bénéfice net, s'était élevée progressivement de 219,834 taëls en 1905-1906, à 506,991 en 1907, à 855,078 en 1908, à 854,280, en 1909, à 560,840, en 1910 (2).

D'autre part, la valeur des actions haussait fiévreusement jusqu'à doubler leur valeur nominale. N'était-ce pas un signe du progrès et de la prospérité de la Banque Impériale ?

(1) Voir troisième partie, chapitre II : Histoire de la circulation fiduciaire en Chine, particulièrement section II.

(2) *Revue commerciale*, Shanghai, n° 16, p. p. 52-53.

Malheureusement, les apparences étaient trompeuses. La vraie situation était profondément dangereuse et triste tout en se cachant sous un bilan souriant. La première crise de la Banque causa sa mort. Elle avait avancé des sommes dont le recouvrement était impossible (1). En effet, dans le seul but de développer de nouvelles entreprises, la direction de la banque avait consenti la plupart des prêts sans aucune garantie sérieuse. Les sommes qui restaient dues étaient très importantes. Elles dépassaient quelques millions de taëls et les plus petites se chiffraient par des centaines de mille (2), ce qui fait que tout en touchant le super-dividende, les actionnaires mangeaient en réalité leur propre capital. Un pareil expédient ne pouvait durer. Or, voici qu'éclata, en 1911, à Wou-Tchang, la Révolution qui allait réussir à renverser la tyrannie des Tsings et transformer la Chine en République. Ce bouleversement diminua beaucoup le crédit de la Banque dans tout le pays. Ce fut alors comme un brusque changement de température qui révèle soudain le véritable état du malade. Ainsi, la Banque Impériale était forcée par la Révolution de révéler sa lamentable situation. La révolution, en renversant l'Empire, lui donna le coup de grâce. Après l'établissement définitif de la République, la Banque Impériale fut mise en liquidation et remplacée par la Banque de Chine.

Il est intéressant d'examiner qu'elle fut, à cette

(1) S. H. Sou. *Etude sur la Banque de Chine*, P. 48.

(2) S. H. Sou. *Etude sur la Banque de Chine*, P. 47.

époque, l'opinion du public vis-à-vis de la Banque; nous en avons trouvé des témoignages (1). Une partie des Chinois critiquant cette organisation moderne de la banque, ont failli mettre fin à cette nouvelle organisation que l'on venait d'introduire. En effet, lorsque la fâcheuse situation de la Banque Impériale fut démontrée, le public, étrangement étonné et déçu perdit confiance dans ce nouveau système dans lequel il avait placé toutes ses espérances. En effet, le fait que la débâcle n'avait pas été aperçue par le public pendant plusieurs années prouva que le système n'était pas très sain. Les pessimistes ne manquaient pas de dire que ce système ne valait pas mieux que les anciennes organisations de la banque chinoise ou tout au moins que s'il convenait à certains pays, il ne s'acclimaterait pas dans le nôtre. Ils avaient des raisons de se plaindre. Toutefois, il nous sera permis de dire maintenant que l'insuccès de la Banque Impériale, loin d'être un effet du nouveau système, tenait à son inapplication. Un point est certain : c'est que la direction et l'administration de la banque furent, dans une large mesure, responsables de ces opérations hasardeuses et ruineuses. Une banque centrale comme la Banque Impériale doit restreindre son activité à certaines opérations sûres et facilement renouvelables, telles que l'escompte d'effets bien garantis, c'est-à-dire nés de transactions réelles et cautionnées par trois signatures, comme cela a lieu pour la Banque de France.

D'autre part, les prêts sur hypothèques ou autres

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. P. 48-49.

titres difficilement réalisables, comme ceux qu'a consentis la Banque Impériale, ne sont pas compatibles avec la nature de la Banque Centrale. Les crédits personnels ou les prêts accordés sous garantie des hauts fonctionnaires sont en contradiction avec la politique que doit suivre une banque de cette nature.

C'est donc de l'inobservation de ces principes fondamentaux et non pas d'une question d'acclimatation qu'est venu le mal, le système pouvait s'acclimater, le remède efficace consistait dans une meilleure application du nouveau système et dans l'observation fidèle de ses règles essentielles. C'est ce que la Banque de Chine allait essayer de faire, et cette politique allait lui permettre d'exister et de prospérer peu à peu jusqu'à présent, bien qu'à plusieurs reprises, elle eût eu à surmonter de graves difficultés.

CHAPITRE III

L'histoire des Banques centrales depuis la République

Après la Révolution, la Chine avait deux banques considérées simultanément comme banques centrales, c'était la Banque de Chine et la Banque des Communications. La première était héritière des biens et successeur du privilège de la Banque Impériale. La seconde n'avait été qu'une banque ordinaire sous l'Empire, mais, en étroites relations avec le ministère des Communications, elle avait obtenu au début de la République, à la suite de circonstances favorables, les mêmes privilèges que la première. Cette juxtaposition de deux sœurs tenant la place de la banque centrale dura seulement jusqu'en 1927. En 1928, une banque d'Etat fut créée par

le Gouvernement sous le nom de « Banque Centrale de Chine ». Quant aux deux anciennes banques centrales, bien qu'elles aient perdu leur ancien caractère, elles n'ont pas moins gardé leur importance tant par la confiance qu'elles ont acquise auprès du public que par les opérations qu'elles font avec la nouvelle Banque d'Etat. Nous allons les exposer plus bas en divisant ce chapitre en trois sections.

SECTION I

BANQUE DE CHINE

La Banque de Chine, fondée en août 1912 pour remplacer la Banque Impériale, n'a jusqu'à présent que vingt-trois ans d'existence, mais elle a subi déjà de nombreuses modifications, tant dans son organisation que dans son fonctionnement. Sans entrer dans le détail de ces modifications, nous nous bornons à faire une étude sommaire des grandes périodes de la vie de cet établissement.

A) Première période. (D'août 1912 à septembre 1915)

Dès son installation à Nankin à la fin de 1911, le Gouvernement provisoire de la République Chinoise eut la pensée de s'adjoindre une auxiliaire capable de lui prêter un concours efficace dans sa tâche financière particulièrement pénible à un moment où le pays venait

d'être troublé et apprauvri par la grande Révolution et où aucune ressource régulière ne lui était assurée.

D'autre part, l'ancienne Banque Impériale, créée par l'Empire des Tsings, ne pouvait plus s'adapter aux besoins nouveaux, son titre même était un anachronisme. Puisque l'Empire était tombé, le titre de Banque Impériale ou Ta-Tsing n'avait plus de raison d'être : d'autant plus que la situation de la Banque Impériale était singulièrement mauvaise, pour ne pas dire désespérée. Il ne s'agissait donc plus d'un simple changement de nom, c'était la banque entière qu'il fallait réorganiser. Pour toutes ces raisons, le Ministre des Finances ordonna, d'une part, la mise en liquidation officielle de la Banque Impériale et, d'autre part, la création d'une nouvelle banque qui porterait le nom de « Banque de Chine » (1), mais comme elle acceptait le passif et l'actif de la Banque Impériale, on pouvait dire qu'elle en était l'héritière dans ses lieux et dans son privilège.

D'ailleurs, avant le Règlement de 1913, la Banque de Chine se bornait à suivre les coutumes de la Banque Impériale, n'ayant pour base juridique ni lois, ni statuts. Elle était simplement une Banque de fait. Ce fut avec le personnel et l'installation de la Banque Impériale que la nouvelle Banque se mit au travail et commença ses opérations dès le mois d'août 1912. Ce n'est que le 15 avril 1913 que fut promulguée la loi organique de la Banque de Chine. Les textes de cette loi, présentés aux deux Chambres et votés par elles portaient encore le nom de

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 54.

Règlement, en conservant le même titre de l'acte qui avait régi la Banque Impériale. Son esprit et les principes généraux sur lesquels la Banque de Chine est basée ont été clairement indiqués par le Ministre des Finances dans son exposé des motifs (1).

« La République, y est-il dit, vient de s'établir dans notre pays. Tout est à organiser, mais les réformes financières nous paraissent, entre toutes, les plus urgentes. Etant donné la situation actuelle, la plus grave, si le Gouvernement ne se presse pas d'établir une banque centrale puissante et capable, la monnaie fiduciaire ne circulera plus, l'administration de la trésorerie n'aura pas d'unité, le crédit et le change seront resserrés et difficiles. Non seulement le commerce et l'industrie souffriront de cette situation, mais le rendement même des impôts ira en diminuant. Telles sont les raisons pour lesquelles nous estimons qu'il ne faut pas retarder d'un jour la création d'une banque centrale ».

« Les idées directrices de la loi, continue le Ministre, doivent se ramener aux trois points suivants :

1° « La Banque sera constituée en société anonyme. Pendant l'élaboration du projet, certains membres du bureau ont proposé l'adoption d'une Banque d'Etat. Mais en raison des multiples inconvénients qu'ont démontrés les expériences de ce régime, et conformément aux tendances dominantes des pays à finances prospères, il nous a semblé qu'une banque privée était de beaucoup plus préférable. »

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. P. 56-59.

2° « L'Etat consentira à la banque des avances pour lui permettre de commencer dès maintenant ses opérations. Depuis la Révolution, le crédit est devenu très difficile à cause de l'insécurité. Le public hésite donc à employer ses capitaux, si nous faisons, en ce moment inopportun, appel aux capitalistes au moyen de souscriptions publiques, il est à craindre que peu de personnes ne répondent à notre invitation et qu'il n'en résulte tout à la fois une atteinte au prestige de l'Etat et, en même temps, un retard dans les opérations de l'établissement, nous proposons, pour rendre notre projet plus réalisable et plus prompt, que le Trésor souscrive provisoirement la moitié des actions et verse tout de suite le quart de leur montant afin de permettre à la Banque de commencer ses opérations sans retard. Dès que le crédit de la Banque aura été bien établi et que la confiance publique sera revenue, nous mettrons en circulation l'autre moitié des actions réservées au public ».

3° « La Banque de Chine sera une banque centrale vers laquelle convergera tout le crédit du pays. Elle sera bien différente de ses prédécesseurs, c'est-à-dire de la Banque Impériale et de la Banque de Hou-Pou qui étaient d'ailleurs plutôt des établissements bancaires de l'ancien type chinois que des banques modernes ».

Voilà, clairement et nettement exposées, les intentions du promoteur de la loi. Ce qu'on a voulu, c'est une banque centrale formée en société anonyme sous le contrôle de l'Etat et destinée à jouer le même rôle que les banques centrales européennes. D'après ce que dit le Ministre, nous pourrions nous rendre compte des circonstances dans lesquelles la Banque de Chine a été créée,

du rôle qu'elle est destinée à remplir, des traits caractéristiques qui la distinguent et de la structure de son capital pendant sa première période.

En effet, la Banque se contentait, jusqu'en 1915, de travailler avec les seuls fonds fournis par le Trésor. Elle ne pouvait pas, durant sa première période, se considérer comme une société par actions, puisqu'elle n'avait pas d'actions privées et, par conséquent, ni actionnaires, ni Assemblée Générale, ni Conseil d'Administration, etc... Le gouverneur, aidé d'un certain personnel, nommé par le Gouvernement, était le seul organe de l'établissement, qui se présentait plutôt comme une régie que comme une société anonyme. Cependant, au commencement, la Banque n'était soumise qu'au contrôle de la Cour des Comptes, et avait assez d'indépendance vis-à-vis du Ministère des Finances, aussi ne tarda-t-elle pas à attirer les convoitises du Yuan-Ché-Kai, président de la République, qui cherchait à mettre la main sur la banque pour l'exploiter dans son intérêt personnel et avec M. Tcho-Tse-Tsi, nouveau ministre des Finances, on commença à placer la Banque sous étroite dépendance de l'Etat et à en faire une sorte de service du ministère.

Telle fut la condition de la Banque de Chine pendant la première période : elle peut se résumer en une phrase : capital fourni exclusivement par l'Etat et soumission complète à la direction de l'Etat.

B) Deuxième période (De septembre 1915 à novembre 1917)

Avec son gouverneur, M. Tang-Ming-Choué, homme intelligent expérimenté, la Banque avait atteint un haut

degré de prospérité. Le public avait une grande confiance dans ses billets dont la circulation s'était vite étendue sur tout le territoire. Dans l'automne 1915, la Banque décida de mettre en souscription publique 10.000 actions dont le montant total s'élevait à 10.000.000 de dollars. En même temps, le Gouvernement édicta, le 13 septembre, un Règlement (1) qui, en reproduisant dans la plus grande partie des textes du Règlement organique de 1913, lui apportait d'importantes modifications. Ces modifications consistaient : 1° Dans l'ajournement de la participation des actionnaires dans la gestion de la Banque ; 2° Des exigences plus grandes sur les conditions d'éligibilité des administrateurs.

Mais, juste en ce temps-là, la troisième Révolution contre Yuan-Ché-Kai, le dictateur qui avait manqué à son serment et trahi la République, éclata au Sud et s'étendit promptement dans plusieurs provinces. Dans des circonstances pareilles, peu de personnes avaient le courage de confier leurs capitaux à un établissement placé en réalité sous la dépendance d'un tel Gouvernement. Le public ne répondit donc pas avec beaucoup d'empressement à l'appel de la banque. Sur la somme de 10.000.000 dollars désirés, la Banque n'a obtenu que 3.640.300 dollars. Or, d'après l'article 29 du Règlement de 1915, pour que la participation des actionnaires dans la gestion de la banque fût possible, il fallait que les actions privées fussent versées entièrement. Donc, avec ce résultat négatif, il ne pouvait y avoir lieu ni

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 65.

Assemblée Générale, ni Conseil d'Administration, et la haute direction de la Banque se trouvait encore soumise à la seule autorité du Gouvernement. On pourrait dire que les actionnaires étaient considérés alors comme une sorte de commanditaires sans pouvoir s'immiscer dans la gestion de la société.

Toutefois leur influence se fit, en fait, fortement sentir. Dès la fin de 1916, il fut constitué, en l'absence d'Assemblée, un Comité représentatif des actionnaires, composé de neuf membres dont six nommés par le Gouvernement et trois élus par les actionnaires privés pour délibérer sur toutes les questions importantes. On a vu que, souvent, le Gouverneur avait été forcé de modifier ses décisions devant l'opinion de ces membres du Comité représentatif des actionnaires (1). Tel est le tableau de la deuxième période de l'existence de la Banque de Chine. Pendant cette période, la Banque avait augmenté son capital primitif souscrit d'abord uniquement par le Gouvernement en faisant appel au capital privé dans une faible proportion. Elle était dirigée, en droit, exclusivement par le Gouverneur, mais, en fait, dans une large part, avec le concours des actionnaires.

C) Troisième période (De novembre 1917 à octobre 1928)

En novembre 1917, le Gouverneur M. Wang-Ko-Ming proposa des réformes profondes à l'organisation de la banque pour la soustraire aux influences politiques, et

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 63.

pour lui permettre de jouer non seulement son rôle financier, mais encore son rôle commercial : c'est-à-dire d'être à la fois le soutien du crédit privé et l'auxiliaire du Trésor.

Le Ministre des Finances d'alors, M. Liang-Chi-Tcha, donna sa pleine approbation à cette proposition. Promulguée par le Gouvernement, elle est devenue le Règlement organique de la Banque de Chine portant la date du 21 novembre 1917 (1). Les modifications apportées par ce texte qui différencie ce Règlement des deux autres, antérieurs de 1913 et 1915, pouvaient se ramener à trois grands points :

1° Obliger le Gouvernement à choisir le Gouverneur parmi les administrateurs, lesquels sont élus eux-mêmes dans l'Assemblée Générale des Actionnaires.

2° Appliquer immédiatement toutes les propositions concernant les actionnaires : comme la convocation des Assemblées Générales, élection des administrateurs, etc...

3° Supprimer le capital fictif, en ne comptant que le capital réel. Ce que le Gouvernement devait verser et ce qu'il n'avait pas effectivement versé était éliminé.

C'est en vertu de ce Règlement que l'Assemblée Générale a pu avoir lieu et que les administrateurs ont pu être élus. Comme le Gouverneur devait être choisi parmi les Administrateurs élus par les actionnaires eux-mêmes, la Banque pourrait désormais, dans une grande part, se soustraire aux influences politiques.

A l'assemblée générale, tous les actionnaires parti-

(1) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 123-126.

cipèrent à la rédaction d'un statut fondamental portant la date du 25 janvier 1918 (1) qui a permis à la Banque de se présenter sous la forme d'une véritable société par actions : ce qu'avait voulu son fondateur.

Une fois entrés en fonction, les nouveaux administrateurs arrêterent, grâce à l'indépendance de la banque vis-à-vis de l'Etat, les avances que celle-ci faisait au Gouvernement et qui ne cessaient d'augmenter. En outre, ils fixèrent le rapport entre la circulation des billets et l'encaisse de la banque. Rapport qui avait longtemps disproportionné.

Grâce à ces meilleures mesures, la confiance du public lui est revenue. La deuxième souscription des actions a dépassé de beaucoup l'emprunt (2). Dans cette période, la Banque est devenue une vraie société par actions et en même temps, dans une large mesure, elle a assuré la fonction d'une banque centrale, ayant obtenu plus de privilèges que les autres.

D) Quatrième période (D'octobre 1928 à nos jours)

En 1917, quand les armées du parti Kuomintang ont triomphé des réactionnaires et quand son Gouvernement national fût installé dans la capitale à Nankin, le nouveau Gouvernement avait déjà, en 1924, créé une banque centrale, dans la province de Canton, centre de la Révolution. Partout où l'armée révolutionnaire s'installa, « la Banque Centrale » fut établie. Dès que le Gouvernement national entra à Nankin et déclara cette ville

(1) *Revue mensuelle de la Banque de Chine*. Mars 1923. P. P. 42-49.

(2) S. H. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 73.

capitale du Gouvernement, il ordonna la réorganisation de la Banque Centrale. Celle-ci était reconnue dès lors définitivement comme une banque nationale, une banque d'Etat dont nous parlerons bientôt.

Puisqu'on avait confié la mission de Banque Centrale à une autre banque, la Banque de Chine allait-elle devenir une banque purement commerciale, ou allait-elle conserver encore certains traits privilégiés ? Telles étaient les questions qui se posaient alors et qui soulevaient beaucoup de controverses (1) ; il est nécessaire de les rappeler en quelques mots qui révéleront la situation de la Banque à ce moment. Sans doute, la Banque de Chine était, à cette période, plus forte que toutes les autres, tant au point de vue du capital qu'au point de vue des opérations. Non seulement elle a obtenu du public une grande confiance en ses billets, mais aussi elle a ses succursales et ses bureaux auxiliaires répandus dans tout le territoire. Malgré son privilège d'émettre les billets, le service du Trésor n'était point exclusivement assuré par elle seule, on voyait, à côté d'elle, d'autres banques qui avaient obtenu les mêmes privilèges et faisaient aussi les opérations de la trésorerie. Mais était-ce la faute de la Banque ? On peut répondre catégoriquement : non. Au contraire, la Banque de Chine n'aurait pas mieux demandé d'être la seule privilégiée, et elle aurait obtenu plus de succès si le Gouvernement avait pu lui accorder, à elle seule, ces privilèges. Mais si elle

(1) Ma Ying-Tsou, *Traité des Banques de Chine*. P. P. 343-348.

ne joue pas le rôle qu'elle aurait dû jouer, cela tient à deux causes : 1°) Au système de la pluralité de l'émission des billets ; 2°) Au système de dispersion du service du Trésor. Le mal n'est donc pas inhérent à la Banque elle-même. Mais malgré ces raisons immuables, le Gouvernement national a formé un autre projet : il veut que l'émission des billets et les opérations du Trésor soient centralisées peu à peu dans une seule banque, sous la forme d'une Banque d'Etat, telle que la Banque Centrale de Chine. Il ordonna donc, le 26 octobre 1923, un nouveau règlement (1) qui changea profondément le caractère de la Banque de Chine et constitua ainsi son quatrième changement. Il nous paraît utile de relever quelques points capitaux dans ce Règlement, puisque ce dernier sert actuellement de base fondamentale à la Banque.

A) *Capital* :

L'article 2 de ce nouveau Règlement indique que « le capital de la Banque sera fixé à 25.000.000 dollars nationaux divisés en 250.000 actions dont 50.000 actions achetées par le Gouvernement et les autres ouvertes à la souscription publique ». (Toutefois, au mois d'avril 1935, par la décision du Gouvernement et des actionnaires, le capital de la Banque atteint à 40.000.000 dollars, divisés en 400.000 actions dont la moitié est versée par le Gouvernement et l'autre moitié par le public.)

(1) Fu Tsin-Yang, *Banques et Bourse*, 1935. P. P. 74-79. Les articles de ce Règlement les plus importants sont cités plus bas.

B) Privilèges :

D'après ce Règlement, la Banque changera de caractère : de Banque Centrale, elle devint banque particulière ; l'Etat lui reconnut officiellement le privilège des opérations du change extérieur. Son siège central fut transféré de Pékin à Shanghai ; l'article 1 du Règlement est ainsi conçu : « La Banque de Chine sera une banque de change extérieur. Cette fonction lui fut particulièrement reconnue par le Gouvernement national ».

C) Droit d'émission :

Bien que le Gouvernement ait possédé depuis 1928 une banque nationale sous le nom de « Banque Centrale de Chine », le système de la pluralité de l'émission des billets de banque et de la dispersion du service du Trésor existent encore en Chine. Nous en expliquerons la cause postérieurement. En effet, l'article 9 du Règlement de la Banque de Chine dit clairement : « La Banque de Chine autorisée particulièrement par le ministère des Finances pourra émettre des billets au porteur.

D) Opérations :

A la suite de son privilège des opérations du change extérieur, la Banque de Chine a deux sortes d'opérations : opérations de banque proprement dites et opérations privilégiées. Les premières opérations de la banque décrites dans l'article 10 du Règlement ne se différencient pas de l'activité des autres banques com-

merciales. Quant aux opérations privilégiées, l'article 8 du Règlement dit notamment :

« La Banque sera chargée par l'Etat de s'occuper des opérations particulières suivantes :

« 1°) De l'émission des titres, de tous les emprunts publics à l'étranger, des opérations de remboursement du capital, et du paiement des intérêts de ces titres ;

« 2°) De développer et d'aider le commerce extérieur ;

« 3°) De l'administration des fonds publics déposés à l'étranger, et des opérations de recettes et de paiements de ces fonds ;

« 4°) De faire une partie du service du Trésor ».

E) Principe de la séparation du pouvoir :

L'organisation de la Banque de Chine est aussi profondément remaniée par ce Règlement de 1928, elle fut fondée sur le grand principe de la séparation des pouvoirs.

Elle est décrite par les articles 12 et 13, qu'on peut résumer comme suit : La Banque aura quinze administrateurs et cinq censeurs dont trois administrateurs et un censeur seront désignés par le ministre des Finances, les autres seront élus dans l'Assemblée Générale parmi les actionnaires possédant plus de cent actions. Entre les cinq censeurs, l'un d'eux est élu comme censeur-délégué. Les quinze administrateurs éliront, parmi eux, cinq administrateurs-délégués parmi lesquels un qui sera désigné par le ministre des Finances comme président-administrateur et un autre qui sera élu comme directeur général.

Les attributions du président-administrateur et du directeur général ne sont pas les mêmes. Le premier, en sa qualité de président des administrateurs et comme représentant de la banque présidera le Conseil d'administration, le Conseil Général (la réunion des administrateurs et des censeurs) et l'Assemblée Générale des Actionnaires. Le second, en sa qualité de directeur, fera exécuter les projets élaborés par le Conseil d'Administration, et dirigera toutes les affaires de la Banque. On voit par ce Règlement que, non seulement la banque pourra désormais avoir plus d'indépendance vis-à-vis du Gouvernement, mais aussi qu'on a introduit dans l'organisation de la banque une séparation des pouvoirs : le président-administrateur représentant en chef du pouvoir législatif s'occupe surtout de former des projets et d'arrêter les grandes directives de la Banque. Le directeur général, représentant le pouvoir exécutif, se charge de faire exécuter les décisions du Conseil et de diriger des affaires ordinaires : le censeur-délégué et les autres censeurs formant un corps de contrôleurs représentent le pouvoir des Contrôles.

La Banque de Chine, à la suite de la création de la « Banque Centrale de Chine » et de sa réorganisation, cesse d'être une banque centrale, elle est devenue plutôt un établissement commercial, malgré qu'une partie de son capital ait été constituée par des fonds d'Etat. Ses affaires ne cessent dès lors d'augmenter ; elle occupe toujours (malgré les chiffres qui sont loin de marquer son apogée), le premier rang pour l'émission des billets du pays. Les autres banques commerciales chinoises ne peuvent jusqu'à présent la dépasser ni au point de vue

de la puissance du capital, ni au point de vue de l'importance de l'émission. Nous les exposerons dans les chapitres sur l'émission des billets (1).

Avant de décrire la « Banque Centrale de Chine », on doit traiter d'une autre banque qui était considérée en même temps que la Banque de Chine comme une sorte de banque centrale et qui a subi, en 1928, le même sort que « la Banque de Chine », après la fondation de la « Banque Centrale de Chine ». Nous voulons parler de la « Banque des Communications ».

SECTION II

BANQUE DES COMMUNICATIONS

Au commencement de ce siècle, chemins de fer, marine marchande, postes et télégraphies étaient en plein essor. D'immenses travaux, soit de constructions, soit d'améliorations étaient en cours et s'exécutaient sous la direction du ministre des Communications. La tâche était extrêmement complexe, car outre les problèmes techniques à résoudre, il devait encore faire face à des difficultés d'ordre financier. Normalement, c'était au ministre des Finances de se charger de l'émission des emprunts, du remboursement du capital, de l'ajustement des dépenses et des recettes. En fait, le ministre des Communications assumant une tâche pour laquelle il n'était pas préparé, prit l'initiative de se décharger

(1) Voir la troisième partie et quatrième partie.

de la gestion financière sur une banque appelée « Banque des Communications ». Dans la pétition adressée par ce Ministère à l'Empereur, le 14 mars 1907, il était dit notamment (1) : « Tout ce qui concerne les communications par eau et par terre, par l'électricité et par le moyen de la poste est dirigé par notre Ministère. La direction financière de ces divers services étant séparés et autonomes, il est impossible de compenser un service insuffisant par un autre qui l'est trop. En outre, nous avons le service des emprunts de chemins de fer à payer en Europe et en Amérique, et ces opérations de change faites par l'intermédiaire des banques étrangères nous ont causé des pertes considérables. Des commerçants riches et sérieux nous ont proposé de fonder une banque en vue d'empêcher ces pertes et de parer aux inconvénients de la fonction ».

« Cette proposition étant considérée comme opportune et nécessaire, nous voudrions prendre l'initiative de fonder une banque avec le concours de capitaux publics et privés. Le capital sera fixé primitivement à cinq millions de taëls dont une partie, 60 %, sera composée d'actions privées et dont le reste, 40 % sera acheté et immédiatement versé par notre Ministère pour que la Banque puisse commencer immédiatement ses opérations. Cette banque recevra le nom de « Banque des Communications ». En dehors du dépôt et du service des différents bureaux de notre Ministère, les opérations de la Banque seront pareilles à celles des banques commerciales ».

(1) Tsou Pou-Lo, *Histoire des Banques de Chine*. P. P. 61-68.

Au mois de novembre 1907, la pétition fut ratifiée, la Banque se fonda dans la même année. Mais, d'après les trente deux articles de ses premiers statuts (1), elle n'avait pas encore le caractère d'une banque centrale. Ce fut seulement en 1914 qu'elle prit le caractère de banque centrale. Après la publication de son règlement par le Gouvernement, elle a obtenu des privilèges analogues à ceux de la « Banque de Chine ». La banque des Communications a donc subi des changements fondamentaux à travers son histoire, nous pouvons les retracer en trois périodes.

A) Première période (De novembre 1907 à mars 1914)

Dans cette première période, la Banque n'avait de privilèges que pour les services du ministère des Communications. Elle n'avait donc pas le caractère d'une banque centrale puisqu'elle n'a obtenu officiellement ni le droit exclusif de l'émission des billets ni le service du Trésor. Toutefois, elle était déjà une banque particulière en ce sens qu'en dehors des opérations ordinaires que fait généralement une banque commerciale, elle était en étroites relations avec le ministère des Communications tant au point de vue des opérations qu'au point de vue du capital. Elle avait un but final énoncé dans l'article 2 de ses statuts, disant notamment : « Le but de la Banque est d'aider au développement des

(1) Wang Ta-Ming, *Histoire des principales Banques de Chine*. P. P. 42-48, Les articles les plus importants de ces Statuts sont cités plus bas, dans sa première période.

entreprises publiques de la navigation, des chemins de fer, de la télégraphie et de la poste ».

Dans les articles de 5 à 14, on distingue deux sortes d'opérations, à savoir : opérations ordinaires et opérations particulières. Ses opérations particulières montrent qu'elle se chargeait de deux grandes catégories d'opérations financières.

1° Les dépôts, les avances, les transferts de fonds et les autres opérations de tous les bureaux du ministère des Communications ;

2) Pendant le rachat du chemin de fer de Pékin-Hankéou, les opérations de l'émission des actions et des obligations et du service de dépôts et du change.

Ses opérations ordinaires étaient celles d'une banque commerciale. Son siège central était à Pékin, le capital et sa répartition entre les actionnaires privés et le ministère des Communications étaient pareils à ce qu'avait prévu le Ministre dans sa pétition. La Banque était dirigée par un Conseil d'administration qui se composait de six membres dont deux, le président et le vice-président, furent désignés par le ministère des Communications et les quatre autres furent élus par les actionnaires privés. Telle était l'organisation primitive de la Banque des Communications. Elle se développa assez vite, et devint prospère lorsque le Gouvernement de la République publia le Règlement de 1914. Ce Règlement changea visiblement son caractère primitif et nous en arrivons à la deuxième période de son évolution.

B) Deuxième période (De mars 1914 à novembre 1923)

Si le Gouvernement consentit, dans le Règlement de

mars 1914, à accorder à la Banque des Communications les privilèges qui lui donnaient le caractère d'une banque centrale, semblable à la Banque de Chine, il faut remarquer que le motif de cette autorisation fut l'obligation de ratifier un fait accompli. En effet, au cours de l'année 1912, pendant l'avènement de la République Chinoise et tout de suite après la chute de la dynastie des Tsings, la Banque Impériale était mise en liquidation et son héritière, la Banque de Chine, n'avait pas encore commencé ses opérations. Dans cet intervalle, comme le nouveau Gouvernement était privé d'une banque centrale qui pourrait assurer le service de son Trésor, il chargea la Banque des Communications de certaines opérations de trésorerie qui étaient les plus urgentes.

Après la création de la Banque de Chine, bien que l'on eût voulu laisser à cette banque toutes les opérations du Trésor, certaines opérations restaient néanmoins de la compétence de la Banque des Communications, qui partageait de ce fait, avec la Banque de Chine, les privilèges d'une banque centrale. C'est pour ces raisons que furent promulgués les vingt-trois articles du Règlement de mars 1914 (1) par le Gouvernement. La Banque a fait un pas de plus, elle a conquis ainsi ses privilèges. Elle les possédait en fait, elle les possède maintenant en droit, de provisoires qu'ils étaient, ils deviennent définitifs. En effet, les articles 7 et 8 de ce nouveau Règlement disent notamment : « La Banque

(1) Wang Ta-Ming, *Histoire des principales Banques de Chine*. P. 74-78.

sera chargée d'administrer les fonds publics de la comptabilité spéciale de l'Etat » (les recettes et les dépenses des entreprises publiques susceptibles d'avoir des profits sont groupées dans la comptabilité spéciale) « la Banque pourra être chargée par le Gouvernement d'effectuer les opérations du Trésor ».

Outre le privilège du service du Trésor, dans l'article 13, la Banque a obtenu aussi le droit de l'émission des billets. On voit par là qu'elle était devenue une banque centrale tout comme la Banque de Chine. Son capital, qui avait été 5.000.000 taëls lors de sa fondation, était porté à 10.000.000 taëls. D'après l'article 3 de ce Règlement, on divisait ce capital en 100.000 actions dont 40.000 actions souscrites par le ministère des Communications et le reste, par le public.

Tous les rapports de la banque doivent être adressés simultanément au ministère des Finances et au ministère des Communications (art. 20). Le Gouvernement s'immisçait moins qu'auparavant dans la haute direction de la banque ; le gouverneur et vice-gouverneur de la Banque n'étaient plus désignés simplement par le ministère des Communications, ils devaient être élus parmi les actionnaires. Seulement après l'élection, la Banque devait en informer le ministère des Communications qui avisait à son tour le ministère des Finances (art. 14 et 15). Telles étaient les dispositions de ce nouveau Règlement et les points qui différaient du Règlement précédent.

Dans cette deuxième période, la Banque des Communications a pu jouer simultanément avec la Banque de Chine (bien que dans une certaine mesure elle fût

moins forte que cette dernière) le rôle d'une banque centrale. On a l'habitude de considérer ces deux banques comme deux sœurs. Elles ont les mêmes caractères de banque mixte, c'est-à-dire qu'elles ont des actions privées et publiques, les mêmes privilèges, les mêmes opérations et la même organisation. Enfin, une fois de plus, elles ont presque simultanément subi le même sort, en changeant de caractère, après la création de la « Banque Centrale de Chine ».

C) Troisième période (De novembre 1928 à nos jours)

Nous avons vu qu'après la création définitive de la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine, perdant son rang de banque centrale, est devenue une banque particulière, tout en ayant le privilège des opérations du change extérieur en vertu de son Règlement reconnu par l'Etat. Si la Banque de Chine subit ce changement en octobre 1928, sa sœur, la Banque des Communications, n'aurait pas tarder à la suivre et à subir le même sort. En effet, en novembre 1928, un mois après la transformation de la Banque de Chine, le Gouvernement publia le Règlement de la Banque des Communications qui changea profondément son caractère (1). L'article 1 de ce Règlement définit son but : « La Banque, reconnue particulièrement par le Gouvernement national, sera destinée à favoriser le développement de l'industrie nationale ».

(1) Wang Ta-Ming, *Histoire des principales Banques de Chine*. P. P. 63-68.

Son article 6 est relatif à ses opérations particulières :

« La Banque chargée par le Gouvernement pourra exercer les services suivants :

« 1° Emettre les obligations des entreprises industrielles publiques, effectuer les opérations du remboursement et du paiement de l'intérêt ;

« 2° Faire les opérations de recettes et de dépenses pour les fonds des entreprises des communications publiques ;

« 3° S'occuper de toutes les autres opérations en vue d'encourager et de développer des entreprises nationales ;

« 4° Effectuer une partie des opérations de la Trésorerie. »

En outre, son capital est fixé à 10.000.000 dollars divisés en 100.000 actions dont 20.000 actions versées par le Gouvernement et le reste souscrit par le public. (Au mois d'avril 1935, le capital de la Banque des Communications est élevé à 20.000.000 dollars divisés en 200.000 actions dont 120.000 actions achetées par le Gouvernement, le reste appartenant au public.) Le siège central doit être transporté de Pékin à Shanghai. Le recrutement des membres du Conseil général et son organisation sont exactement ceux de la Banque de Chine. Dans le nouveau Règlement, elle est autorisée comme d'habitude à émettre des billets au porteur.

On voit par là que le Gouvernement, après avoir fondé la Banque Centrale de Chine, devait éliminer la

Banque de Chine et la Banque des Communications qui avaient été considérées comme des banques centrales du pays. Mais, en 1928, la Banque Centrale de Chine venait d'être réorganisée, son champ d'activité était limité à une petite partie du territoire, elle ne pouvait donc répondre réellement au désir du Gouvernement. C'est dans ces circonstances et dans cet état d'esprit que furent rédigés et promulgués par le Gouvernement le Règlement organique de la Banque des Communications et le Règlement de la Banque de Chine (1). En somme, en apparence, la Banque de Chine et la Banque des Communications ne sont pas beaucoup changées, puisqu'en dehors de leurs opérations ordinaires, les privilèges de l'émission du billet au porteur et du service du Trésor existent toujours, mais moralement elles durent sentir un changement puisqu'elles devaient céder à une autre banque la situation de banque centrale qu'elles avaient occupées. D'ailleurs le Gouvernement, dans l'intention de concentrer les privilèges pour les donner à la Banque Centrale de Chine, ne cesse de la protéger et de la favoriser, nonobstant les intérêts des autres. La Banque Centrale de Chine prospère très rapidement. En quelques années seulement, elle est devenue une des plus grandes banques de Chine. La confiance du public, très douteuse au commencement, lui est venue maintenant. Nous allons l'examiner dans le chapitre prochain.

(1) Tchang Tzi-Hen, *Traité du marché monétaire de Chine*. P. P. 266-268.

SECTION III

BANQUE CENTRALE DE CHINE

Avant la création de la Banque Centrale de Chine, nous avions l'habitude de considérer la Banque de Chine et la Banque des Communications comme banques centrales, puisqu'elles possèdent le droit d'émettre des billets au porteur et d'assurer le service du Trésor. Mais il faut avouer que ces apparences ne correspondent en rien au vrai rôle d'une banque centrale, car elles ne sont pas assez puissantes pour pouvoir régulariser le marché monétaire du pays, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas les liquidités suffisantes pour réescompter les traites que les autres banques leur demandent. D'ailleurs, le droit d'émettre des billets au porteur ne leur est pas accordé exclusivement en raison du système de la pluralité des banques d'émission adopté en Chine. En dehors d'elles, il y en a d'autres qui jouissent du même droit, ce qui les affaiblit davantage et elles sont loin d'être les banques des autres banquiers. C'est dans ces circonstances et pour toutes ces raisons que le gouvernement national ordonna de fonder une banque centrale sous forme d'une banque d'Etat, espérant qu'elle pourrait peu à peu remplir réellement son vrai rôle. Nous allons l'expliquer ci-dessous :

Peu après que le Gouvernement national fut installé dans la capitale de Nankin, il promulga, en octobre 1928, le Règlement organique de la Banque Centrale qui contient 20 articles servant actuellement de base à cette ban-

que (1). Nous croyons qu'il est utile d'exposer ici les articles les plus importants.

A) Caractère et capital

Article 1 : « La Banque sera une banque d'Etat, elle sera fondée et dirigée par le Gouvernement ».

Article 2 : « Le capital de la Banque sera fixé provisoirement à 20.000.000 dollars nationaux versés totalement par le Trésor. (A la fin de janvier 1935, le capital de la Banque Centrale de Chine est élevé à 100.000.000 dollars versé totalement par le Gouvernement). Dans le cas où il serait nécessaire d'augmenter ses capitaux, c'est le Conseil d'Administration de la Banque qui décide d'abord et après l'approbation du Conseil des Censeurs, il demande ensuite au Gouvernement de ratifier cette décision. Pour augmenter le capital, il est permis d'avoir recours à la souscription publique ; toutefois, les actions privées ainsi obtenues ne pourront dépasser 49 % du capital total ».

B) Siège social

Article 3 : « La Banque aura son siège central à Shanghai, ses succursales pourront se répandre dans tout le territoire ».

C) Privilèges

Article 5 : « La Banque jouira des droits particuliers suivants, accordés par le Gouvernement : »

(1) Sin Tzi-Chang, *Histoire du marché monétaire de Shanghai*. P. P. 5-9.

1° « Conformément au Règlement régissant le billet remboursable, elle pourra émettre des billets de banque ».

2° « Battre et mettre en circulation les monnaies nationales ».

3° « Assurer le service du Trésor ».

4° « Assurer tous les services des emprunts publics intérieurs et extérieurs ».

D) Conseil d'administration

Article 9 : « La Banque aura un Conseil d'Administration qui comprend neuf membres, dont un doit être représentant des industriels, un autre représentant des commerçants du pays et un troisième représentant des banquiers du pays ; tous seront nommés par le Gouvernement ».

Le mandat de ces membres est d'une durée de trois ans renouvelable. Parmi ces neuf membres, cinq, désignés par le Gouvernement, seront administrateurs-délégués. Pendant la durée du mandat, ceux-ci ne pourront cumuler leur fonction avec un emploi dans d'autres banques. Le recrutement des administrateurs, ainsi que leur nombre, sera arrêté diffèremment par le Gouvernement au cas où le nombre des actions privées aurait été augmenté.

E) Gouverneur et vice-gouverneur

Article 10 : « La Banque aura un gouverneur et un vice-gouverneur nommés par le Président de la République. La durée de leur nomination sera de trois ans renouvelable, le gouverneur et le vice-gouverneur, nommés par

l'Etat, devront être choisis parmi les administrateurs de la Banque ».

F) Conseil des censeurs

Article 12 : « La Banque aura un Conseil des Censeurs qui contient sept membres désignés par le gouvernement. Parmi ces membres, deux doivent être représentants des industriels, deux représentants des commerçants, deux représentants des banquiers et un autre représentant de la Cour des Comptes. Le mandat des six membres précédents, excepté le dernier qui pourrait être nommé pour un temps indéterminé par le Gouvernement, aura une durée de deux ans. Le président de ce Conseil sera élu par les membres eux-mêmes ».

G) Les attributions

Article 14 : « Sont décidées par le Conseil d'Administration et exécutées par le Gouverneur » :

1° « La détermination de l'orientation des affaires de la banque ».

2° « La fixation de la quantité de l'émission des billets ».

3° « La rédaction des projets de la centralisation de l'encaisse ».

4° « La détermination du budget et du bilan ».

5° « La rédaction de toutes sortes de statuts ».

6° « La création et la suppression des succursales et des bureaux auxiliaires ».

7° « L'augmentation du capital ».

8° « La réponse aux questions posées par le Gouvernement ».

Article 15 : « Les attributions du Conseil des Censeurs seront » :

1° « La vérification de la comptabilité de la Banque ».

2° « La vérification de l'encaisse de l'émission ».

3° « La vérification du budget et du bilan ».

H) Indépendance des opérations d'émission

Article 13 : « La Banque sera divisée en deux départements : le Département d'Emission et le Département d'Affaires. Chaque département aura un Directeur général nommé par le Gouvernement sur la proposition du Gouverneur ».

1) Prélèvement du taux de la réserve

L'article 17 : « La Banque devra prélever chaque année plus de 50 % de ses profits qui constitueront une réserve de la Banque ».



D'après ce Règlement de la Banque, nous constatons certains points qui méritent d'être soulignés, ce sont les suivants :

1°) La Banque Centrale est une banque d'Etat. Il n'y avait jusqu'à présent que deux banques d'Etat dans le monde entier, celle de Suède et celle de Russie. Avec notre Banque Centrale de Chine, en voici une troisième. Toutefois, nous devons remarquer que, d'après l'article 2

de son Règlement, elle a la possibilité de faire appel à la souscription publique ; par conséquent, elle pourrait éventuellement devenir une entreprise mixte.

2°) La Banque est directement sous la dépendance du Gouvernement, mais n'est plus subordonnée au Ministère des Finances. La nomination du gouverneur et du vice-gouverneur doit être faite parmi ses administrateurs-délégués. Le mandat, fait en vertu d'une de ces nominations, est d'une durée déterminée. Tout cela, dans le but de mettre la Banque, autant que possible, hors des vicissitudes politiques.

3°) La haute direction de la Banque est partagée entre trois pouvoirs distincts : le Conseil d'Administration représente le pouvoir législatif, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur le pouvoir exécutif et le Conseil des Censeurs le pouvoir de contrôle. Dans le Conseil d'Administration, il y a trois membres sur neuf qui représentent respectivement le groupe industriel, commercial et bancaire. C'est pour donner au public une certaine participation à la réglementation de la Banque, participation qui permet d'éviter une activité qui serait contraire aux intérêts privés du pays.

D'autre part, dans le Conseil des Censeurs, six membres sur sept sont des représentants des diverses classes du pays, ce qui montre que le Gouvernement donne entièrement le droit de contrôle de la Banque au public.

4°) La Banque se divise en deux départements : celui des émissions et celui des opérations de banque. Ils sont

deux établissements distincts, indépendants l'un de l'autre, le système adopté est le système de la Banque d'Angleterre ; néanmoins, la loi de 1844, dite loi de Robert Peel, qui fixait une somme maximum au-dessus de laquelle le montant des billets devront être intégralement couvert par de l'or a été écarté.

Cette loi avait soulevé beaucoup de critiques, au cours de la rédaction du texte du Règlement de la Banque centrale de Chine, on l'a même discutée (1). En effet, cette loi présente des lacunes tant au point de vue du *currency principle* qu'au point de vue du *banking principle*. En vertu du dernier système, elle tend à priver complètement d'élasticité la circulation des bank-notes. En vertu du premier, on pourrait même lui reprocher que la garantie des valeurs de l'Etat anglais, bien que fixée à un chiffre, n'est pas disponible, tandis que les billets sont immédiatement remboursables à vue. C'est pour ces raisons que les partisans du *currency principle* en Chine ont fini par consentir, tout en introduisant le système de la séparation des deux départements, à renoncer à la fixation d'un chiffre limité de garantie et à remplacer cette disposition par une autre combinaison que nous allons expliquer bientôt dans la troisième partie de l'émission du billet (2).

5°) Si le droit de fixer la quantité des billets émis appartient au Conseil d'Administration, le droit de vérifier la couverture de l'émission appartient, au contraire,

(1) *Revenue économique et sociale*, N° 18, 1930. P. P. 83-92.

(2) Voir troisième partie, chapitre II, section III.

au Conseil des Censeurs. Ce dernier point est très important parce que les membres du Conseil des Censeurs sont presque des représentants du public. On laisse le soin au public de vérifier lui-même l'encaisse et l'émission des billets de la Banque, ce qui lui donne, dans une certaine mesure, plus de confiance.

6°) La réserve réglementaire de la Banque prélevée sur ses bénéfices est de 50%, tandis que les autres banques chinoises ne prélèvent que 20 %.

Tels sont les points les plus importants qui différencient cette banque des autres banques centrales précédentes en Chine. On met beaucoup d'espoir en cette banque. Comme le disait, dans un discours, son premier gouverneur, M. T.-V. Soong (1), le jour de l'ouverture de la banque : « Notre banque sera chargée d'accomplir quatre tâches importantes, savoir : unifier le système monétaire, centraliser le service du Trésor, centraliser l'émission des billets et équilibrer le marché monétaire du pays »... et il ajoutait que : « Pour une banque d'Etat comme la nôtre, son but devra être avant tout l'intérêt public et non pas l'intérêt de la Banque elle-même ».

Les vœux de M. Soong se sont-ils vraiment réalisés ? D'après ce que nous avons exposé ci-dessus, il nous semble que les lacunes de notre banque centrale sont grandes. Nous allons les examiner dans le chapitre suivant, espérant qu'on ne tardera pas à les combler.

(1) Yang Ying-Pou, *Traité de la circulation monétaire de Chine*. P. 36.

CHAPITRE IV

Les lacunes et l'avenir de notre Banque centrale

Après avoir exposé l'histoire et examiné la situation de la Banque Centrale qui a été progressivement établie en Chine, nous croyons utile de souligner quelques grandes lacunes de notre Banque Centrale intéressant sa propre mission. Cet examen nous conduit naturellement à chercher des remèdes qui favoriseront la prospérité future de notre banque centrale. D'après ces deux considérations, ce chapitre est divisé en deux sections.

SECTION I

LES LACUNES DE NOTRE BANQUE CENTRALE

Les points faibles dans notre banque centrale sont au nombre de trois, nous les énumérons séparément :

1) *Le droit de l'émission des billets n'est pas unifié.*

En dehors de la Banque Centrale de Chine, il y a une foule de banques chinoises qui ont le droit d'émettre des billets (1). Ce système de la pluralité des banques d'émission empêche la Banque Centrale de Chine de remplir certaines tâches importantes. Nous savons que le problème économique primordial c'est le prix des marchandises. Ce prix détermine la situation favorable ou défavorable des entreprises et le niveau d'existence des hommes. Il est bon que la banque, à son tour, domine artificiellement la situation. Quand les prix s'élèvent trop vite, les entreprises se développent à grands pas, l'équilibre est rompu et engendre une surproduction qui, à son tour, pourra provoquer la crise. A ce moment-là, c'est à la banque centrale de ralentir la hausse des prix pour éviter le mal. Les moyens les plus efficaces sont : l'élévation du taux de l'escompte d'une part, et la réduction des billets mis en circulation de l'autre. Car, d'après la théorie quantitative de la monnaie (2), la plus ou moins grande quantité de billets en circulation est un

(1) Voir la troisième partie sur l'émission des billets en Chine.

(2) Notons que la théorie quantitative de la monnaie est très discutée. Les adversaires de cette théorie affirment au contraire que l'impulsion initiale peut être donnée par une hausse ou une baisse générale des prix, sans modification préalable d'un facteur monétaire. On riposte alors par une autre théorie, *théorie du revenu*, exposée d'abord par Wieser, cette théorie a été développée par d'autres éminents économistes, notamment par M. Aftalion, *Monnaie, Prix et Change*, particulièrement P. 156 et S.

des éléments (1) les plus importants de la hausse ou de la baisse des prix. Par conséquent, quand on veut maîtriser les prix, il faut être maître de l'émission. Or, en Chine, le droit d'émission est partagé entre un grand nombre de banques n'ayant entre elles aucune liaison. Notre Banque Centrale est ainsi incapable de remplir cette tâche importante. C'est une des lacunes que nous espérons combler.

2) *Le service du Trésor n'est pas unifié.*

Les opérations de la trésorerie ne sont pas assurées exclusivement par la Banque Centrale seule, plusieurs autres banques partagent avec elle le droit d'effectuer ces opérations. C'est aussi un des points faibles de notre Banque. On sait que la banque centrale est une banque de réserve vis-à-vis des autres banques, elle doit les soutenir dans les moments difficiles et conserver intacte une réserve de crédit au milieu des défaillances des crédits individuels. Pour arriver à ce but, il faut que la banque centrale soit plus puissante que les banques ordinaires. Mais comment pourrait-elle devenir plus forte ? En dehors de l'émission, le gouvernement lui accorde généralement des opérations de la trésorerie. Parce que, au point de vue commercial, l'Etat est une des

(1) D'après l'équation des échanges d'Irning Fischer, les éléments qui déterminent la hausse ou la baisse des prix sont nombreux. Non seulement on doit tenir compte de la quantité de monnaie en circulation, mais aussi de la qualité de dépôt en banque. De plus, tout doit être multiplié par la vitesse de leur circulation. Voir Iring Fischer : *Purchasing power of money*.

clients les plus riches, les opérations de recettes et de dépenses sont nombreuses et atteignent un volume énorme lorsque la production de l'impôt est abondante. La banque peut donc en profiter; c'est pourquoi, dans presque tous les pays, le privilège des opérations de la trésorerie est accordé exclusivement à la banque centrale.

3) L'opération des réescomptes n'est pas développée.

La tâche principale d'une banque centrale est de servir non comme une banque de particuliers, mais comme une banque de banquiers. C'est-à-dire, lorsque les autres banques, dans un moment difficile, ont besoin de fonds immédiats disponibles, la banque centrale réescomptera une partie du portefeuille commercial de ces banques pour les tirer d'embarras. D'ailleurs, par ce mécanisme, la banque centrale pourrait dominer le marché monétaire d'un pays en élevant ou en abaissant le taux de son escompte. En effet, si la banque centrale croit que la spéculation du marché est trop active et peut provoquer une surproduction, il est temps de ralentir les crédits des banques commerciales ; le moyen le plus efficace qu'elle peut employer à cet effet est d'élever son taux de réescompte pour priver un certain nombre de banques de fonds disponibles. Au contraire, si les entreprises sont inactives, la production ralentit, la banque pourra y remédier en abaissant son taux de réescompte. Et le taux de réescompte de la banque centrale s'abaissant, l'intérêt que prennent les banques commerciales suivra le même mouvement. Les entre-

prises obtiennent alors plus facilement crédit des banques, c'est un moyen de stimuler l'activité de la production.

Cette action de la banque d'émission est nécessaire au marché monétaire d'une nation. Mais pour qu'elle fonctionne normalement, il faut que la banque centrale soit devenue un vrai pivot de toutes les autres banques. Le mécanisme le plus important de ce pivot est le réescompte. Sans réescompte, plus de politique du taux possible ; dès lors, la banque centrale dépourvue de sa propre mission ne se distinguera plus des autres banques. Or, les opérations de réescompte de la Banque Centrale de Chine ne se sont pas développées rapidement. D'après son bilan, le montant de ses réescomptes est moins élevé que le montant de ses avances ou prêts (1). Ce phénomène bizarre vient en partie de l'habitude des commerçants qui, au lieu de régler leurs dettes par les traites, se contentent de les inscrire dans leur comptabilité. L'absence d'un portefeuille de traites est une des causes qui empêchent le développement du réescompte. D'autre part, il est indéniable que notre Banque Centrale est trop faible en ce moment pour pouvoir agir volontairement, elle ne pourrait donc, dans une large mesure, répondre aux désirs des autres banques si celles-ci, étant toutes dans un moment difficile, l'appelaient au secours.

Telles sont les lacunes de la Banque Centrale de Chine. Cette révélation nous conduit naturellement à

(1) Voir quatrième partie, chapitre I, section II.

chercher les remèdes ; nous allons les examiner dans la section suivante.

SECTION II

AVENIR DE NOTRE BANQUE CENTRALE

De ce que nous avons exposé plus haut relativement à nos Banques Centrales, il est facile de tirer une conclusion : c'est que, à tous points de vue, notre Banque Centrale est trop faible pour pouvoir vraiment servir de banque des banques. Cette faiblesse provient d'une double cause, une cause apparente due aux textes, une cause de fait qui tient au système bancaire chinois ; nous allons les examiner successivement.

En effet, il semble à première vue que ce soit à cause du système de la pluralité de l'émission des billets et du système de la dispersion des opérations de trésorerie que notre Banque Centrale, dépourvue de ces ressources, se trouve dans l'impossibilité de secourir financièrement les autres banquiers. Ces deux systèmes ont causé beaucoup de mal en Chine, tout le monde le sait ; mais rien n'est plus facile à changer, il suffit de concentrer des privilèges dans la Banque Centrale par une simple ordonnance du Gouvernement. D'ailleurs, dans l'esprit des fondateurs de la Banque Centrale de Chine, ces privilèges devaient être concentrés promptement aux mains de la banque.

Mais pourquoi ne l'a-t-on pas fait jusqu'à présent ? Il nous semble que c'est simplement une question de

fait qui ne laisse pas la possibilité de les effectuer en si peu de temps. En effet, la Banque Centrale n'a, jusqu'à présent, que sept ans d'existence, et bien qu'elle ait fait preuve d'activité, sa situation se trouve, dans une certaine mesure, désavantagée vis-à-vis de la Banque de Chine et de la Banque des Communications. Celles-ci ont une plus longue histoire et possèdent des succursales plus étendues que la Banque Centrale de Chine. Le public a naturellement plus de confiance en ces deux anciennes banques qu'en une banque nouvelle. Au point de vue de l'émission des billets, la Banque Centrale de Chine n'occupe actuellement que 13,2 % du chiffre total de l'émission du pays entier, tandis que la Banque de Chine occupe le premier rang de l'émission des banques (son pourcentage du chiffre total est actuellement de 31,5 %), et la Banque des Communications occupe le deuxième rang (son pourcentage est de 17,3 %). Si on compare l'émission totale de la Banque de Chine et celle de la Banque Centrale de Chine, celle-ci n'atteint que les deux cinquièmes de celle-là (1). Dans les régions du Nord, les habitants n'ont pas l'habitude d'employer les billets de la Banque Centrale, cependant ils ont une grande confiance dans la Banque de Chine et dans celle des Communications pour l'usage de leurs billets. Quant à la question de la centralisation des opérations de la trésorerie, elle est plus facile à réaliser que l'unification de l'émission des billets. La Banque Centrale de Chine

(1) Voir troisième partie, chapitre IV, section IV, le tableau de la statistique des banques d'émission et de leurs billets en circulation.

ne manquera pas d'y réussir peu à peu. Toutefois, une partie des opérations de la trésorerie continue encore à être assurée par les autres banques, surtout par la Banque de Chine et la Banque des Communications. Parce que, d'une part, les succursales de la Banque Centrale de Chine manquent encore dans certaines régions, et que, d'autre part, les recettes des impôts servant de garantie aux emprunts publics, dont la Banque de Chine et la Banque des Communications s'occupent depuis longtemps, ne peuvent être transférées d'une banque à une autre sans risquer de perdre la confiance du public. Et l'un des motifs de méfiance, même moindres, est que la Banque Centrale est une banque d'Etat; c'est pour ces faits que nous venons d'indiquer que le Gouvernement hésite à concentrer trop brusquement tous les privilèges aux mains de la Banque Centrale. Si bien que la Banque Centrale de Chine demeure maintenant en état de faiblesse et ne peut remplir sa propre mission. Cependant, il nous semble que si notre Banque Centrale veut assumer sa propre fonction, elle a une issue possible ; c'est la fusion des trois grandes banques en une seule banque centrale, c'est-à-dire la fusion de la Banque de Chine et de la Banque des Communications à la Banque Centrale de Chine. Aucune de ces trois banques n'est capable d'offrir isolément les services réels d'une banque centrale ; mais, réunies en un seul organe, elles peuvent le faire. D'ailleurs, les avantages de la fusion sont multiples :

1) La concentration du droit de l'émission des billets sera facile, puisque ces trois Banques possèdent déjà, à

elles seules, presque les sept dixièmes du total de l'émission du pays (1).

2) L'unification du service du Trésor sera réalisée, puisque les opérations de la trésorerie se partagent actuellement entre ces trois Banques.

3) L'agglomération des capitaux et des succursales des trois Banques augmente leur puissance et étend leur champ d'activité.

Du reste, la sélection des hommes expérimentés travaillant dans un seul établissement est aussi un avantage au point de vue technique. Ce fait ne peut non plus être négligé. Il nous reste à savoir si la fusion des trois Banques est juridiquement possible.

La Banque de Chine et la Banque des Communications sont des entreprises de caractère mixte : on y trouve des capitaux privés et des capitaux publics, tandis que la Banque Centrale de Chine est actuellement une entreprise purement publique : ses capitaux viennent uniquement de l'Etat. Toutefois, dans l'article 2 de son Règlement, nous avons vu que la Banque Centrale pourrait émettre des actions privées à concurrence de 49 %, si son Conseil d'Administration le jugeait nécessaire. Il est donc possible que la Banque Centrale de Chine devienne aussi une entreprise mixte. Seulement, dans le système de fusion, au lieu de faire une souscription publique, la Banque obtiendra ses actions privées des

(1) Voir troisième partie, chapitre IV, section IV, le tableau de la statistique des banques d'émission et de leurs billets en circulation.

capitalistes déjà actionnaires de banque. Ces capitalistes spécialisés dans les affaires de banque seront préférables au hasard de l'appel public. Le tableau suivant montre que le pourcentage des capitaux privés, après la fusion des trois banques, ne dépassera pas 49 %, conformément au Règlement de la Banque Centrale de Chine.

NOMS	CAPITAL	ACTIONS PUBLIQUES	ACTIONS PRIVÉES
Banque de Chine ...	100.000.000	100.000.000	
Banque Centrale de Chine	40.000.000	20.000.000	20.000.000
Banque des Commu- nications	20.000.000	12.000.000	8.000.000
Total	160.000.000	132.000.000	28.000.000
Pourcentage ...	100 %	82,5 %	17,5 %

Avant de terminer cette étude, nous rappelons qu'au sujet de l'organisation de la Banque Centrale en Chine, il y a des controverses. D'une part, les partisans de la Banque de Chine et de la Banque des Communications, et, d'autre part, les partisans de la Banque Centrale de Chine (1). Il nous semble que la meilleure solution sera la fusion de trois grandes banques en un seul organe tel que nous l'avons proposé ci-dessus.

(1) Voir la *Revue Orientale*. Série 29, N° 4, P. P. 271-283 ; et aussi deuxième partie, titre III, chapitre I.

TROISIÈME PARTIE

LES SYSTEMES SUCCESSIFS ET LA SITUATION ACTUELLE DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DE LA CHINE

TROISIEME PARTIE

Les systèmes successifs et la situation actuelle de la circulation fiduciaire de la Chine

Généralement, on considère la Banque d'émission comme une banque centrale du pays; par conséquent, on traite souvent dans les chapitres de la Banque Centrale de la circulation fiduciaire que nous allons exposer ici. Mais si nous l'étudions séparément, il nous semble que nous avons des raisons de le faire. Premièrement, parce que les Banques Centrales de la Chine qui se sont succédées l'une à l'autre ne sont pas exclusivement des banques d'émission, ce qui nous oblige, à propos de l'émission des billets, à parler des banques autres que la Banque Centrale. Deuxièmement, parce qu'avant que nous possédions une banque centrale en Chine, il existait déjà une circulation fiduciaire ; aussi, ne pouvions-nous en parler dans la partie précédente. C'est pour ces raisons que nous croyons utile de consacrer une partie spéciale à la circulation fiduciaire en Chine.

CHAPITRE PREMIER

Systèmes et théories de la circulation fiduciaire

SECTION I

LES DIVERSES FORMES DE BILLETS EN CIRCULATION

Au point de vue de leur conversion, il y a deux sortes de billets : les billets à cours forcé et les billets à cours légal. Au point de vue du droit, on peut distinguer deux sortes de cours : le cours facultatif et le cours légal proprement dit. Les billets ont un cours facultatif, lorsque aucune loi n'oblige les vendeurs et les créanciers à les accepter en paiement. Au contraire, les billets ont un cours légal proprement dit, lorsqu'ils deviennent une véritable monnaie légale, les vendeurs et les créanciers n'ont pas le droit de les refuser en paiement. Cependant, les uns et les autres ont un caractère commun, c'est que leur émetteur doit tenir à tout moment son engagement

de les rembourser en espèces métalliques à la première demande. Ces billets sont essentiellement les uns comme les autres convertibles en monnaie métallique.

Les billets à cours forcé sont des billets inconvertibles en espèces métalliques, ils deviennent alors papier-monnaie tout en gardant le caractère de monnaie légale. Les vendeurs et les créanciers sont obligés de les accepter en paiement, mais l'émetteur se trouve dispensé de les rembourser en monnaie métallique.

Il y a deux manières de pratiquer le cours forcé, c'est-à-dire qu'il y a deux espèces de papier-monnaie : 1) Les billets émis directement par un Etat. 2) Les billets émis par un organe commercial, généralement par une banque.

Le papier-monnaie qui surgit dans un temps critique comme au moment d'un grand embarras financier est un signe de la maladie de l'économie nationale. En effet, l'émission du papier-monnaie est un emprunt forcé, cette émission est presque toujours pour l'Etat un moyen de se procurer les ressources dont il a besoin dans un moment difficile. Le prêt est fait directement à l'Etat, lorsque les billets sont émis par l'Etat : il lui est fait indirectement par l'intermédiaire de la Banque d'émission, lorsque les billets sont émis par une banque. Mais dans les deux cas, c'est toujours le public, porteur de billets qui est le véritable prêteur sans intérêt.

Il y a aussi deux manières de pratiquer les billets à cours légal, selon qu'ils sont émis directement par l'Etat ou par une banque, tout comme les billets à cours forcé. Le second système c'est-à-dire celui où les billets à cours légal sont émis par des banques existe dans presque tous

les pays ; tandis que le premier système, c'est-à-dire celui où les billets à cours légal sont émis directement par l'Etat lui-même n'existe plus nulle part à l'heure actuelle, toutefois, on trouve de nombreux exemples de ce système pendant longtemps en Chine (1).

SECTION II

LES DIVERS SYSTÈMES DE LA BANQUE D'ÉMISSION

Au point de vue du nombre de Banques d'émission, il y a quatre systèmes différents, ce sont :

1) *Le système du laisser-faire*

C'est un système naturel qui consiste en absence de toute réglementation, à laisser ouvert à tous les banquiers ou commerçants le droit d'émettre des billets. L'acceptation de ces billets est laissée au bon plaisir du public. L'exemple le plus frappant est fourni par la Chine dans la deuxième période de son histoire fiduciaire (2). A certains moments, l'Ecosse et les Etats-Unis d'Amérique avaient aussi un système analogue.

2) *Le système de la pluralité des banques d'émission en nombre illimité*

Ce système se différencie du premier en deux points : premièrement, il existe une réglementation de l'émission

(1) Voir la même partie, chapitre II, section I.

(2) Voir la même partie, chapitre II, section II.

des billets ; secondement, l'émission des billets doit être assurée par des banques et non par des organes commerciaux quelconques. Dans ce système, beaucoup de banques peuvent émettre en même temps les billets, le nombre de banques n'est pas limité. Toutefois, pour obtenir le droit d'émission, il faut observer les règlements édictés par l'Etat. La Chine, depuis 1900, vit sous ce régime (1). Il est adopté aussi par les Etats-Unis d'Amérique pour les billets des banques nationales. Il fut adopté en Suisse avant la loi du 6 octobre 1906.

3) *Le système de la pluralité des banques d'émission en nombre limité*

Ce système ressemble beaucoup au précédent, mais il en diffère sur un point cependant. Tandis que l'un est sans limitation du nombre des banques, l'autre limite le nombre des banques. Dans le pays où ce système est appliqué, il y a généralement coexistence d'une ou plusieurs grandes banques d'émission et de quelques autres beaucoup moins importantes qui disparaissent peu à peu, sans pouvoir transmettre à de nouvelles banques leur privilège. A vrai dire, ce système est *à priori* moins un système qu'un fait accompli. C'est par adoptions provisoires, au gré des circonstances qu'un pays parti du système de la pluralité des banques d'émission illimitées en arrive au système du monopole absolu. Ce système est depuis 1909 en vigueur en Chine, il a été appliqué ou il est en train de l'être aussi dans les autres pays.

(1) Voir la même partie, chapitre II, section III.

La Banque de France avant 1848 et la Banque d'Espagne avant 1874 n'étaient pas la seule banque d'émission du pays entier ; le droit d'émission était partagé entre plusieurs banques dans un territoire déterminé. En Angleterre, à côté de la Banque d'Angleterre, il existe 22 petites banques d'émission en Ecosse et en Irlande (1). De même quatre banques en dehors de la Reichbank en Allemagne, et deux banques en dehors de la banque d'Italie ont le droit d'émettre les billets (2).

4) Le système du monopole absolu

L'émission des billets est assurée exclusivement par une seule banque dans le pays tout entier. Ce système est appliqué en France depuis 1848 seulement, en Espagne depuis 1874, mais il existe également dans un grand nombre de pays : la Belgique, la Suisse, les Etats Scandinaves, le Japon, la Russie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hollande, le Portugal, l'Autriche et la Grèce, etc. On voit donc que le principe de l'Unité des banques d'émission domine nettement de nos jours. Si la Chine reste fidèle maintenant au système de la pluralité des banques d'émission, c'est uniquement parce que les circonstances l'obligent à s'arrêter provisoirement à mi-chemin, ce n'est pas qu'elle ait résisté à la tendance vers l'unification du droit d'émission.

(1) Il y en a 8 en Ecosse et 14 en Irlande.

(2) Ce sont les Banques de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade, en Allemagne ; et les Banques de Naples et de Sicile en Italie.

Au point de vue de la nature des banques d'émission, on distingue trois sortes de banques, ce sont :

1) Les banques privées, appartenant entièrement à des individus ou à des groupes d'individus. Leur capital social est versé uniquement par eux.

2) Les banques d'Etat. C'est une véritable administration publique dont l'Etat fournit le capital, nomme les employés et encaisse les bénéfices ou supporte les pertes.

3) Les banques à caractère mixte, dont le capital social appartient, d'une part, à des personnes privées, de l'autre, à l'Etat. La gestion de ces banques se trouve aussi composée de deux groupes : à côté des administrateurs qui sont élus par les actionnaires privés, il y a un gouverneur et un vice-gouverneur ou d'autres fonctionnaires qui sont nommés par le Gouvernement. L'autorité de l'un et de l'autre groupe varie selon les pays ou selon leurs règlements.

Tel est le classement des banques d'après leur forme juridique. Mais la question n'est pas si simple pour les distinguer au point de vue de leur caractère organique. Nous savons que le capital social de la Banque de France est fourni uniquement par des personnes privées; cependant, on la considère quelquefois comme une banque à caractère mixte par le fait qu'elle fonctionne sous le contrôle de l'Etat, une partie de ses administrateurs sont nommés par le Gouvernement et une part de ses bénéfices profite à l'Etat. De même l'ancienne Reichbank était une société par actions ; mais on la classait souvent dans la liste des banques d'Etat comme le faisait Leroy-

Beaulieu (1). Il négligeait le point de vue de la propriété du capital et prenait en considération d'autres éléments : l'origine de la banque, son mode d'administration et de distribution des bénéfices, etc. Ce critérium de la classification des banques est bien en opposition avec celui de Gide et beaucoup d'autres éminents économistes.

D'après Gide, le critérium du caractère d'une banque se trouve dans la provenance du capital. « Pour savoir, dit-il, si une banque doit être appelée banque d'Etat ou banque privée, il faut se poser cette question : à qui appartient son capital ? Si c'est l'Etat qui l'a fourni, au moins en partie, elle est banque d'Etat. Tel est le cas pour les banques de Russie et de Suède. Si, au contraire, il a été souscrit par des individus, par des actionnaires, en ce cas, elle est banque privée ; c'est le cas pour la Banque de France, la Banque d'Angleterre et de la plupart des pays (2) ».

Le savant professeur semble donc s'attacher uniquement à la propriété du capital pour distinguer les deux genres de banques. Voici encore un autre passage du même auteur dans le même sens : « En Allemagne, la Banque d'Empire est aussi une banque privée en ce sens que le capital a été souscrit par des actionnaires (3) ».

Cette classification est en opposition avec celle de Leroy-Beaulieu. Il semble que l'opinion sur le classe-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*. T. III, troisième édition. P. 628 et P. 635.

(2) Ch. Gide, *Cours d'Economie Politique*, au chapitre « Grandes Banques d'Emission ». P. 506.

(3) Gide, *Cours d'Economie Politique*. P. 509.

ment soit très divergente et le choix du critérium va de plus en plus se compliquer. Toutefois, en étudiant à fond les opinions des grands économistes, nous pouvons les ramener sur un terrain commun : Pour savoir si on doit attribuer à une banque le caractère de banque d'Etat ou de banque privée, il ne suffit pas de considérer la provenance du capital, il faut encore examiner : 1° Si ce capital fourni par l'Etat est ou n'est pas important ; 2° S'il est destiné à rester définitivement ou passagèrement le patrimoine de la Banque ; 3° Si l'Etat, en fournissant ce capital, a manifesté ou non son intention d'être l'entrepreneur exclusif de la banque ou d'être simplement un associé de la banque sur un pied d'égalité avec les autres actionnaires. Si la réponse est affirmative, il est sûr que c'est une banque d'Etat, mais si la réponse est inverse, même si une partie du capital de la Banque est provenue de l'Etat, elle n'en est pas moins une banque privée. Tel est le cas de la Banque de Chine et de la Banque des Communications en Chine (2), bien que sous leur forme juridique, elles soient des entreprises mixtes, on considère généralement qu'elles ont le caractère de banques privées, parce que l'Etat a déclaré, depuis leur fondation, son désir de voir se constituer des sociétés par actions et non des entreprises publiques. D'ailleurs, ces trois points supplémentaires du critérium des banques d'Etat sont bien conformes à l'opinion de Gide,

(1) Voir deuxième partie, chapitre III, section I « A » et section II « A ».

bien qu'il ne les ait pas énoncés, puisqu'il a rangé comme tout le monde la Banque de France parmi les banques privées, alors qu'un grand nombre de ses actions était possédé par certains établissements publics.

SECTION III

LIBERTÉ OU RÉGLEMENTATION DE L'ÉMISSION

L'émission des billets par les banques doit-elle être libre ou réglementée ? Ce fût le sujet de controverses fameuses vers la première moitié du XIX^e siècle. Nous trouvons deux thèses en présence, savoir : le « Currency principle » et le « Banking principle » ou le principe métallique et le principe du crédit.

D'après la première thèse, le montant des billets en circulation dans le public doit se régler strictement sur la quantité de l'encaisse métallique de la banque. Les partisans de ce principe s'inquiètent avant tout de l'inflation de la monnaie de papier et de la dépréciation ou de la hausse des prix qui en résulte. Une inflation durable d'or est impossible dans un pays par le mécanisme automatique de l'importation, tandis que l'inflation des billets de banque est sans remède naturel parce qu'ils ne sont pas une monnaie internationale. Ils ne peuvent donc être exportés comme l'or. Pour être assuré que la monnaie de papier ne deviendra pas excessive, la solution se trouve en ceci : lier la circulation des billets à celle de la monnaie sonore par la réglementation de l'encaisse métallique de la banque d'émission.

D'après la seconde thèse, l'émission des billets doit être laissée à l'entière liberté de banques d'émissions. Toute réglementation légale est ici inutile et gênante. Cette liberté de l'émission ne peut être excessive d'après les défenseurs de ce principe pour deux raisons : la banque n'est pas maîtresse de la quantité de billets en circulation, tout dépend du volume des opérations qu'elle fait. C'est donc les besoins du marché qui lui servent de frein naturel. Quant au public, si la circulation des billets paraissait devenir surabondante à un moment donné, les billets déprécieraient, il s'empresserait de les rapporter à la banque pour les convertir en monnaie métallique.

Du reste, ajoutaient avec raison les partisans de ce système, l'inflation de crédits accordés par les banques aura les mêmes inconvénients que celle des billets. S'il y a une réglementation des billets, il faut réglementer aussi les dépôts à vue dans les banques, puisque leur effet est le même.

Historiquement, le premier principe a le premier triomphé en Angleterre, le second était adopté en France avant 1928 ; mais, pratiquement, ni l'un ni l'autre ne sont réalisés d'une manière absolue, puisque la Banque d'Angleterre peut se passer de son encaisse métallique au-dessous de certains chiffres, et on a imposé à la Banque de France un maximum légal pour son émission.

Si on les compare, le *Currency principle* présente une garantie, une sécurité absolue aux porteurs de billets ; mais il manque totalement d'élasticité. On en trouve la preuve dans ce fait qu'à diverses reprises, déjà, en 1847, 1857, 1866, 1914, il a fallu suspendre l'Act de 1844 pour

permettre à la Banque d'Angleterre de franchir la limite fatale. Au contraire, le *Banking principle* est plus logique, plus souple, il répond justement aux besoins du public. D'ailleurs, l'expérience prouve que des billets de banque peuvent jouir d'un crédit solide et circuler au pair avec l'or sans être couverts par une encaisse métallique d'une égale valeur. Un portefeuille bien garni comme celui de la Banque de France, qui ne se compose que d'effets revêtus en général de trois signatures solvables, offre une garantie presque aussi solide que l'encaisse métallique elle-même.

Mais une latitude aussi étendue donnée à la banque pourrait avoir souvent de graves inconvénients. Il manque de sagesse ou de prudence de la part de la direction ce qui placerait la banque dans une situation critique et le pays tout entier subirait cette conséquence fâcheuse. Si l'entrave de la rigidité du *Currency principle* est un mal, le danger de la liberté du *Banking principle* est pire encore.

Aussi, avant de trouver une meilleure méthode donnant tout à la fois, à la circulation des billets le maximum d'élasticité et aux porteurs de billets la certitude d'être remboursés à vue, on se contente pour le moment d'appliquer le *Currency principle* et, en même temps, on s'efforce d'en atténuer la rigidité. C'est pourquoi le système de la liberté absolue d'émission n'existe nulle part et, en fait, dans tous les pays, la loi réglemente plus ou moins rigoureusement l'émission des billets de banque.

SECTION IV

LES PRINCIPAUX SYSTÈMES RÉGLEMENTAIRES

Les systèmes de réglementation varient suivant les pays et parfois dans un même pays, suivant les époques; toutefois, on peut les ramener à quatre types dont les deux derniers seuls sont encore en vigueur, tandis que les deux premiers sont devenus des faits historiques.

1) *L'encaisse est garantie par des titres sûrs.*

C'est le système américain avant 1913. Si les banques nationales voulaient émettre des billets, elles devraient acheter des rentes fédérales et les déposer au Trésor qui leur délivrerait ensuite des billets pour une valeur au plus égale à celle des rentes déposées. C'est donc une garantie de l'encaisse entièrement couverte par les rentes de l'Etat.

2) *Sans réglementation de l'encaisse, le montant de l'émission est fixé à un minimum légal.*

C'est le système de la Banque de France avant 1928. Limité à 1.800 millions, le plafond de la circulation fut successivement relevé, avec l'autorisation des Chambres, jusqu'à 58,5 milliards de francs. Quant à la garantie du remboursement des billets, la loi gardait le silence sur ce point, par conséquent, la Banque de France n'était pas tenue d'observer une proportion légale entre le montant de son encaisse métallique et la valeur totale de ses billets de banque en circulation.

3) *L'encaisse est garantie au-dessous d'une somme fixe par des titres sûrs, le reste doit être couvert par des valeurs métalliques.*

C'est le système appliqué aux banques d'émission anglaises depuis la loi de 1844 dite loi de Robert Peel. Aux termes de cette loi, la banque ne peut émettre des billets qu'à concurrence du montant de son encaisse métallique, plus une marge qui s'élève actuellement à 19 millions $3/4$ de livres sterlings lesquels constituent son encaisse fictive représentée par des valeurs de l'Etat anglais. Exception faite d'une marge garantie par des valeurs, la banque doit donc avoir autant de livres sterling en or (1) dans ses caves que de livres sterling en billets dans la circulation.

4) *Fixation d'un rapport légal entre le montant de l'encaisse et celui des billets en circulation.*

C'est le système le plus usité à l'heure actuelle. Mais le rapport légal varie selon les pays. Il est fixé à 40 pour 100 en Suisse, en Italie (2), en Hollande, aux Etats-Unis depuis 1913, à 35 pour 100 en France depuis 1928 et à 60 pour 100 en Chine depuis 1931. En Allemagne et en Belgique, leur encaisse doit représenter le tiers de la valeur des billets en circulation.

(1) D'après la loi, l'encaisse peut légalement se composer d'or pour $4/5$ et d'argent pour $1/5$.

(2) Par suite de la Campagne d'Ethiopie, le Gouvernement fasciste a suspendu provisoirement ce rapport légal par le décret du 22 juillet 1935.

CHAPITRE II

Histoire de la circulation fiduciaire en Chine

Après avoir énuméré les diverses formes de billets en circulation, les divers systèmes de pluralité ou de monopole de l'émission des billets et les divers types de la réglementation ou de la liberté de l'encaisse publique, nous allons exposer l'histoire de la circulation fiduciaire en Chine.

« La monnaie de papier était connue, dit Gide, en Chine de temps immémorial » (1).

En effet, dès la dynastie des Tchéous (1134-256 avant J.-C.), on avait vu déjà circuler une sorte de monnaie fiduciaire dans les milieux commerçants. On employait un morceau d'étoffe carré d'une forme régulière sur le-

(1) Gide, *Cours d'Economie politique*. P. 377. Note.

quel était apposé un cachet officiel, mais son caractère réel était vraisemblablement celui d'un effet de commerce.

Sous le règne de « Hsing-Tsong » (806-820) de la dynastie des Tangs, par un édit impérial (1), on créa dans la capitale de Tchang-An un office général monétaire où les commerçants pouvaient déposer leur argent en échange des billets d'Etat qu'ils faisaient circuler dans les provinces, et qui pouvaient servir au paiement des impôts. Toutefois, cette espèce de billets qu'on appelait alors « Feitsien » ou monnaie volante par opposition à la monnaie sonnante, était à l'origine comparable à la lettre de change d'aujourd'hui. La véritable origine de la monnaie de papier en Chine date de la dynastie des Songs à la fin du X^e siècle. Conformément à ce que nous avons exposé dans le chapitre précédent, nous diviserons notre histoire de la circulation fiduciaire depuis ses origines jusqu'à nos jours en trois périodes, qui se différencient les unes des autres par leur système particulier ou par la forme des billets émis en circulation.

SECTION I

PREMIÈRE PÉRIODE : (des origines jusqu'à la fin des Mings). SYSTÈME DU MONOPOLE D'ÉMISSION DE L'ÉTAT SOUS FORME DE BILLETS D'ÉTAT. RÉGLEMENTATION DE L'ENCAISSE

La première période de notre histoire de la circulation fiduciaire n'est autre chose que l'histoire des billets

(1) Tchang Tsong-Yuon, *Histoire des monnaies de la Chine*. La date exacte nous manque.

d'Etat. Ces billets commençaient par avoir un cours légal et finissaient par devenir du véritable papier-monnaie, cette évolution se retrouve sans exception dans toutes les dynasties, chaque fois qu'il y a eu émission de billets. Du reste, on peut constater que l'idée de créer des monnaies de papier vient primitivement de l'incommodité de la monnaie métallique, trop lourde à transporter. La monnaie de papier était donc, au commencement, plutôt un certificat d'une somme de métal qu'une propre monnaie. Ce n'était que plus tard, après l'avoir mise en circulation que l'on constata qu'il y avait un bon parti à en tirer et alors l'Etat s'empessa de la saisir en déclarant que c'était là un droit régalien. Ces étapes que l'on constate partout dans l'origine et l'évolution de la monnaie se retrouvent aussi chez nous, et c'est ainsi que l'on assiste à la naissance de ce papier de monnaie.

Vers la fin du X^e siècle, sous le règne de Tchen-Tson de la dynastie des Songs, les commerçants de la province de Se-Tchoan avaient créé une sorte de monnaie de papier avec l'intention de la substituer à l'usage de la monnaie de fer qui était trop lourde et incommode à transporter. Ces monnaies de papier nommées « Kiao-Szi » ou monnaie courante avaient été émises par un comité particulier composé de seize capitalistes (1). Dans l'intention des créateurs, la monnaie de papier était un simple certificat de la monnaie métallique, son but était uniquement de parer à l'incommodité de l'usage de la

(1) Tchang Tsong-Yung, *Histoire des monnaies de la Chine*.
P. 72.

monnaie de fer. Mais, une fois qu'on eut mis en circulation ces certificats, le public les accepta avec enthousiasme. L'émission s'augmenta sans cesse, l'étendue de la circulation s'élargit toujours. Le Gouvernement, voyant qu'il y avait dans ce système de gros avantages pécuniers, déclara que le droit de l'émission des billets serait un droit régalien, et il supprima l'émission des commerçants pour la remplacer par une émission d'Etat. Un bureau fut établi à cet effet à Yi-Tchéou, chef-lieu de la province. La monnaie métallique et la monnaie de papier avaient la même valeur, les billets pouvaient être remboursés dans toutes les provinces où il y avait des bureaux de change. Le maximum d'émission fut fixé, en 1023, à 1.256.340 ligatures (1), l'encaisse métallique était fixée à la somme de 360.000 ligatures, soit dans une proportion de 29 pour 100 ; les méthodes d'émission étaient à peu près comme celles d'aujourd'hui. Toutefois, il y a une particularité à noter : les billets en circulation n'étaient valables que pendant trois ans au bout desquels ils devaient être renouvelés sous peine d'être périmés (2). Pendant une trentaine d'années, l'émission prit une allure normale, le public préférait les billets à la monnaie de fer ou à celle d'argent ; mais malheureusement au cours de périodes troublées sous le règne de Shen-Tchou, comme les dépenses augmentaient considérablement, on eut recourt alors à une émission massive de bil-

(1) Ancienne monnaie chinoise, un ligature équivaut à peu près à un dollar.

(2) Tchang Tsong-Yung, *Histoire des monnaies de la Chine*. P. 74.

lets. Le plafond de la circulation fut successivement relevé, avec l'autorisation de l'Empereur, jusqu'à 60 millions de lgatures.

En 1260, pendant le règne de Se-Tchéon de la dynastie Mongole, une législation fiduciaire fut proclamée. La valeur des billets était basée sur la valeur de la soie, 50 taëls de la monnaie métallique pouvaient s'échanger contre 1000 taëls du billet de soie (1). Ces billets, émis par l'Etat, devaient circuler dans n'importe quelle province et ils étaient valables sans limitation de durée. S'ils étaient devenus illisibles, on pouvait les échanger contre des nouveaux. La technique de l'émission était donc plus avancée que celle de la dynastie des Songs. Mais comme l'encaisse métallique n'était pas sérieusement fixée, le remboursement irrégulier et les contrefaçons ont suscité des plaintes et protestations. La valeur des billets allait de plus en plus en se dépréciant et finalement ils devinrent une sorte de vestige historique, au même titre que la dynastie des Mongols.

Sous la dynastie des Mings pendant le règne de Tei-Tchéon en 1375, le système des billets d'Etat fut rétabli, une législation fiduciaire fut proclamée (2). Les billets convertibles étaient émis par des bureaux officiels sous le nom du « Département de l'émission des billets précieux ». En vue de développer l'émission, le Gouvernement régla que les paiements privés ou publics devaient se faire en monnaie de papier, au même titre que la mon-

(1) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 54.

(2) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 58.

naie métallique. Il interdit en outre la thésaurisation du métal et ceux qui en étaient détenteurs étaient obligés de l'échanger contre des billets d'Etat. Au commencement, le public accepta sans résistance, parce que les billets étaient plus commodes à transporter que la monnaie métallique et surtout parce que l'encaisse métallique de l'émission était dans une proportion convenable. Mais au bout de quelque temps, l'émission des billets, poussée par le déficit du budget, devint de plus en plus surabondante. Le cours forcé fut établi en l'an 1436 (1). Malgré les mesures prises par la législation, la dépréciation des billets était telle qu'ils allaient perdre à la fin de la dynastie des Mings (1612), 998 millièmes de leur valeur légale. La Chine avait connu, hélas ! l'inflation des papier-monnaie bien avant celle de Law et des assignats, ce désastre de l'inflation était non seulement une misère pour la vie nationale, mais encore une des causes principales des renversements successifs des dynasties.

SECTION II

DEUXIÈME PÉRIODE : (de 1852 à 1908). SYSTÈME DE LA LIBERTÉ ABSOLUE DE L'ÉMISSION SOUS FORME DE BILLETS COMMERCIAUX. LIBERTÉ DE L'ENCAISSE

Après la chute de la dynastie des Mings, les premiers Tsings, leurs successeurs, effrayés des dangers des billets

(1) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 62.

d'Etat et des maux qui en résultaient depuis de longues années, renoncèrent, pendant longtemps, au système des billets. Il n'existait alors que la monnaie métallique en circulation. En 1814, on a même vu Tchiang-Tgi-Ting, un académicien des lettres, vivement réprimandé par l'Empereur Chan-Tchéon pour avoir conseillé de revenir à la mauvaise politique du papier-monnaie (1).

Après un déficit du budget durant le règne de Sing-Tchéon, en 1852, l'Empereur autorisa la circulation provisoire des billets (2). Mais ces billets n'étaient plus émis directement par l'Etat. Le Gouvernement autorisait la fondation de comptoirs, dits « Comptoirs officiels », à Pékin et en provinces. C'étaient à ces Comptoirs qu'était confié le droit d'émettre des billets. Des avances furent versées par le Trésor aux Comptoirs officiels pour constituer un fonds de garantie. Les gérants des Comptoirs étaient choisis parmi les grands commerçants du pays, ils étaient directement responsables envers les porteurs des billets. Enfin, dans chaque Sous-Préfecture, pour rendre le remboursement plus facile des billets, un bureau de change était institué.

En dépit de toutes ces mesures, les billets des Comptoirs officiels rencontraient partout de grosses difficultés. Le public se méfiait d'une garantie insuffisante. On a même vu des gouverneurs de province refuser d'accepter

(1) Tchang Tsong-Yuan, *Historique des monnaies de la Chine*. P. 86.

(2) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 73-78.

ces billets pour le paiement des impôts et destitués par le Gouvernement (1).

En imitant l'exemple des Comptoirs, les autres établissements de crédit comme les banques du Shang-Si et les Tsien-Tchouangs essayaient aussi d'émettre des billets à vue et au porteur. Par ce fait même, l'Etat se désintéressait donc du droit exclusif de l'émission. On avait auparavant considéré l'émission des billets comme un droit régalien et maintenant elle était à la portée de tous, surtout après la promulgation du Règlement Général des Banques, en 1908, qui autorisa l'émission des billets comme une des opérations quelconques du commerce. Quant au rapport entre l'encaisse et la circulation, le Gouvernement avait négligé de la fixer dans ce même Règlement. Cette liberté absolue de l'émission ne tarda pas à attirer les ambitions des commerçants. Outre les émissions des établissements de crédit, des maisons de commerce lançaient, elles aussi, des billets en circulation. Leur nombre était si surabondant, leur nature si variée que l'on peut dire qu'à cette période-là la Chine était inondée de billets. On distinguait en principe trois sortes de billets : 1°) billets émis par les Comptoirs officiels ; 2°) par les établissements de crédits ; 3°) par les maisons de commerce. Ils circulaient aussi bien les uns que les autres, la seule différence était que les premiers dits officiels étaient revêtus de la marque officielle (2), tandis que les deux derniers, qui ne portaient aucune

(1) Les Trésoriers-payeurs généraux de la province de Ho-Nan et de Chang-Tong ne voulaient pas recevoir ces billets.

(2) Un simple cachet du Ministère des Finances.

estampille, n'étaient acceptés que suivant le bon plaisir du public. L'Etat n'intervenait qu'en cas de refus de remboursement. Ces mesures n'étaient pas suffisantes, et la faillite pouvait brusquement surgir à la suite d'une demande massive de remboursement. En dehors de ce danger, il y en avait un autre non moins grand et qui, souvent, contribua à des faillites involontaires et forcées, c'était la contrefaçon des billets. Les billets étaient mis en circulation par une foule d'émetteurs, sans aucun contrôle de la part du Gouvernement et, naturellement, les contrefacteurs pullulaient. Beaucoup de faillites furent dues aux contrefaçons. Le public, trompé souvent par les faux billets, finit par apprécier la monnaie métallique et chasser la monnaie de papier ; sitôt reçue, elle était aussitôt dépensée. La différence des prix des billets et des pièces sonnantes fut grande. La spéculation du commerce des changeurs sur l'échange des billets contre les métaux devint fiévreuse et nuisible. Le prix des marchandises augmentait toujours. Le peuple, accablé par le spectacle de ces désordres, désirait en finir avec un pareil système.

On pressait de toutes parts le Gouvernement de réformer le système de l'émission et de réglementer l'encaisse métallique. Des pétitions en ce sens lui avaient été adressées par les chambres de commerce et les diverses associations de toutes les grandes villes. Le Gouvernement finit par céder au courant et par donner à l'opinion publique une satisfaction au moins partielle en rendant en juin 1909 un édit (1) qui devait changer le système

(1) Voir ce Règlement plus bas, dans la troisième période, (section III).

de l'émission des billets en Chine et marquait ainsi, avec lui, la fin de la deuxième période de notre histoire monétaire.

Dans cette période, l'émission était devenue toute différente. D'abord, il y avait eu une grande transformation des billets ; les billets émis auparavant par l'Etat, le furent par des commerçants. Ensuite, il y eut un changement complet de système : parti d'un principe d'intervention, l'Etat en arrive au principe du laisser-faire, puisque, dans la première période, il jouissait du monopole de l'émission, tandis que, dans la deuxième, il considérait l'émission des billets comme une opération de commerce. Si l'Etat accordait le cours légal à des billets dits officiels émis par les Comptoirs, il n'interdisait pas la circulation des billets émis par les autres commerçants. Il y avait, à cet égard, abstention complète de sa part. Aucune condition n'était imposée à la création d'une banque d'émission ni aux maisons de commerce pour émettre des billets ; le premier venu pouvait se livrer à cette opération. Il n'existait ni limite à la circulation ni fixation de l'encaisse. L'Etat n'intervenait qu'en cas de faillite, mesure trop tardive pour sauvegarder les intérêts du porteur des billets.

Cette liberté absolue de l'émission ne saurait se trouver ailleurs ; même la Suisse, avant 1881, et les Etats-Unis d'Amérique, avant la guerre de Sécession, ne possédaient une liberté aussi parfaite ou plutôt aussi démesurée. Dans ces deux pays, les Etats particuliers ou Cantons légiféraient à la place de l'Etat fédéral et de nombreuses lois particulières y régissaient la matière de l'émission, tandis que, dans cette période, en Chine,

les autorités provinciales se désintéressaient de cette question autant que le Gouvernement central.

Ici, on doit remarquer que la politique économique de l'Ecole libérale triomphait dans cette période en Chine puisque l'ingérence de l'Etat dans l'émission était presque nulle ; l'idée qui dominait était celle de l'ordre naturel et non pas celle des lois humaines. Dans ce domaine, chacun fait ce qu'il veut : on émet les billets ou les accepte ou on les refuse comme il convient ; pas d'interdiction ni de réglementation. Si une personne n'obtient pas le remboursement de ses billets, c'est elle-même qui est responsable puisqu'on ne l'oblige pas à les accepter. L'intérêt personnel, la concurrence, la liberté et la responsabilité : ces quatre principes du libéralisme (1) régnaient à cette époque à un degré suprême. On a vu souvent qu'à chaque reproche, les libéraux répondaient que si les affaires allaient mal, c'était la faute de l'Etat qui avait gêné ce mécanisme automatique. Il n'y a qu'un seul remède pour ce mal social : c'est toujours l'appel de plus de liberté pour revenir à l'état naturel. Or, dans cette deuxième période, en Chine, nous avons une liberté absolue, au moins pour la circulation fiduciaire ; vraiment, l'Etat ne jouait, dans ce domaine, qu'un rôle de « producteur de sécurité » (2). Mais les conséquences de cette expérience n'étaient pas moins désastreuses que celles de la première période. Sur certains points, elles

(1) Voir l'ouvrage éminent exposé clairement à cet égard, de M. le Professeur Noyelle : *Utopie libérale, chimère socialiste, Economie dirigée*, 1934. P. 37.

(2) La fameuse définition de l'Etat d'après Dunoyer.

étaient pires encore; on voit par là que le dernier lieu de refuge pour les doctrines des libéraux était complètement démoli après l'expérience de cette période.

SECTION III

TROISIÈME PÉRIODE : (de 1909 à nos jours). SYSTEME DE LA PLURALITÉ DES BANQUES D'ÉMISSION A TENDANCE VERS L'UNITÉ DE BANQUE D'ÉMISSION. RÈGLEMENTATION DE L'ENCAISSE

Les conséquences néfastes engendrées par la liberté absolue depuis des années avaient provoqué des troubles dans la vie économique. A la demande du public, les législateurs chinois finirent par consentir à intervenir dans ce domaine pour se débarrasser du fléau de la monnaie de papier.

Dans cette période, c'est-à-dire depuis 1909 jusqu'à présent, la Chine tombe, en fait, dans un système de pluralité des banques d'émission mais, en principe, il existe une tendance très nette vers le système du monopole absolu, surtout depuis la création de la Banque Centrale de Chine en 1928. Nous croyons que ce dernier système sera tôt ou tard appliqué chez nous dès que les obstacles qui l'empêchent de se réaliser auront été supprimés (1). D'ailleurs, les règlements de l'émission promulgués par le Gouvernement avaient prévu un système

(1) Voir sur ce point deuxième partie, chapitre IV, section I et section II.

de monopole, s'ils étaient réalisés. Il nous reste maintenant à voir ces règlements.

1°) Les lois de l'émission des billets sous l'Empire

**A) Règlement provisoire de la monnaie de papier
du 7 juin 1909.**

C'est le premier Règlement dans le domaine d'émission après une période d'absence de législation. Il fut promulgué le 7 juin 1909 sur l'initiative du ministre des Finances. L'idée principale est exprimée dans le préambule à l'Empereur. Voici quelques phrases les plus importantes de ce préambule (1).

« Dans presque toutes les nations, le droit d'émettre des billets appartient exclusivement à l'Etat qui le transmet généralement à une banque centrale en la chargeant des opérations d'émission. Quoiqu'on ait pratiqué dans certaines nations le système de la pluralité des banques d'émissions, il était toujours réglementé d'une façon sévère. La législation de notre pays, en ce qui concerne le commerce, est toujours inspirée par le principe du laisser-faire, on laisse le soin, d'une part, à des Etats provinciaux de le réglementer pour le mieux adapter aux particularités des régions ; de l'autre, à des corporations de commerçants pour qu'ils règlent eux-mêmes leurs affaires. Mais cet esprit de liberté s'est à la longue détourné dans un chemin vicieux. Actuellement, les Etats provinciaux ne songent à l'émission que

(1) Wang Ting-Y, *Monnaies et Banques*, P. P. 234-239.

pour augmenter leurs recettes et les commerçants se livrent à une spéculation lucrative. Si cet état de choses continue, notre pays sera inondé par des chiffons de papier, la monnaie métallique sera retirée hors de la circulation, les prix augmenteront et notre peuple sera dans la misère. Le présent Règlement a pour but de montrer à tous les établissements de crédit l'utilité de faire uniquement les opérations qui leur sont propres, le législateur ne veut pas que ces établissements, en réalisant des bénéfices hasardeux, risquent de compromettre leur confiance. Mais cette mauvaise habitude commerciale est invétérée depuis trop longtemps, pour ne pas engendrer des mouvements brusques dans la société si l'on essaie d'y remédier. Le présent Règlement est rédigé dans un esprit tout-à-fait indulgent et surtout il tient compte des circonstances des faits, de façon que les commerçants puissent facilement s'y soumettre ».

De ce qui précède, on voit que la situation de l'émission était vraiment fâcheuse, l'intervention du législateur était nécessaire. Pour donner une idée des moyens employés à arrêter ce fléau, nous extrayons les articles les promulgation du dit Règlement.

1) Aucun droit ne sera accordé à des établissements de crédits nouveaux pour émettre des billets, après la promulgation du dit Règlement.

2) Tous les établissements commerciaux autres que les banques officielles ou privées doivent retirer complètement leurs billets en circulation avant la fin du mois de mai 1910.

3) Les billets émis par les banques seront couverts

par une encaisse métallique dont 40 pour 100 est constitué en espèce métallique, les restes par des titres de l'Etat ou effets de commerce de premier ordre.

4) Les banques ainsi autorisées à émettre des billets devront les avoir retirés entièrement dans cinq ans, dans une proportion annuelle de 20 pour 100. Le présent article ne s'applique pas aux établissements de crédit officiels.

5) Les banques qui veulent retirer immédiatement le total de leurs billets peuvent demander à la Banque Impériale, moyennant un taux d'intérêt très modéré, des avances qui seront remboursées par amortissement.

B) Règlement de la monnaie de papier du 16 mai 1910

Après la publication du Règlement précédent, la situation de la circulation des billets a beaucoup changé. On a mis un peu d'ordre dans un monde placé sous le signe de la liberté où l'intérêt personnel était le seul moteur sans considérer en rien si l'intérêt général était en jeu. Mais le précédent Règlement ne s'applique pas aux établissements de crédit officiels comme les Comptoirs officiels (1) et les Banques officielles de province. Si l'on a réussi, par la publication du Règlement précédent, à restreindre et à réglementer l'émission des billets des établissements commerciaux autres que les banques, on avait laissé encore entière liberté aux établissements de crédit officiels. Or, le montant des billets mis en circulation par ces derniers représentait une somme considérable, car ils restaient en dehors de la loi sans aucune

(1) Voir la même partie, chapitre II, section II.

contrainte, et ils troublaient souvent la circulation par des inflations sans fonds sérieux. C'est pour parer à ces inconvénients, que le *Règlement de la monnaie de papier* fut promulgué le 16 mai 1910 (1).

L'idée principale de ce Règlement est de supprimer le droit d'émission des Etats provinciaux, et de supprimer par conséquent l'émission des établissements officiels de crédit pour concentrer le monopole de l'émission à la Banque Impériale, notre Banque Centrale sous l'Empire (2). Le droit d'émission de cette dernière était large, aucune limite des sommes à émettre ne lui était imposée. Le présent Règlement fixe son encaisse dans une proportion de 50 % pour la monnaie métallique et de 50 % pour les titres de valeur. Mais en temps de crise, la Banque pourrait faire une dérogation à la proportion légale de garantie, pour donner plus d'élasticité à l'émission de la Banque Centrale afin qu'elle puisse répondre aux besoins du marché monétaire. Mais cette dérogation doit être approuvée par le ministre des Finances et l'émission des billets non couverts doit être taxée d'un impôt de 6 %.

2°) Les lois de l'émission des billets depuis la République

Après la chute de l'Empire, en 1911, le Gouvernement de la République Chinoise suit la même politique que l'Empire en ce qui concerne le système de l'émission des billets, c'est-à-dire une politique de monopole d'émission

(1) Wang Ting-Y, *Monnaies et Banques*. P. P. 245-247.

(2) Voir deuxième partie, chapitre II, section II.

de la Banque Centrale vers laquelle le Gouvernement s'efforce de s'orienter. Il a promulgué successivement des Règlements d'émission, notamment ceux du 15 janvier 1913, du 20 octobre 1915, du 27 juin 1920 et du 3 août 1931 (1), dans lesquels le principe de l'unité d'une Banque d'émission est clairement conçu ; l'encaisse est réglementée d'une façon sévère. Le système de la réglementation de l'émission, qui s'appliquent actuellement en Chine, peuvent se résumer dans les trois points suivants :

A) Un système de pluralité des banques d'émission avec une tendance de monopole absolu.

Il y a beaucoup de banques d'émission en Chine en dehors de la Banque Centrale de Chine (2). On a proposé de supprimer le droit d'émission des autres banques en les obligeant de retirer leurs billets en circulation par annuités plus ou moins longues. Mais les obstacles sont, en fait, multiples (3) ; alors le Gouvernement se contente de suivre un principe, c'est que nul ne peut plus désormais obtenir le droit d'émission : ceux qui ont obtenu ce droit, le Gouvernement a la faculté de le leur retirer incessamment pour l'accorder exclusivement à la Banque Centrale de Chine.

(1) *Annuaire des Banques*, 1935, P. P. 73-86.

(2) Voir la même partie, quatrième chapitre, section IV, le tableau.

(3) Voir deuxième partie, chapitre III et IV.

B) Une réglementation de l'encaisse par la fixation d'un rapport légal.

D'après l'article 3 du Règlement promulgué en août 1931, la garantie de l'émission doit être de 60 % en espèces et de 40 % en titres d'Etat ou en effets de commerce de premier ordre. Cette proportion obligatoire s'applique aussi bien aux banques d'émission ordinaires qu'à la Banque Centrale de Chine.

On a reproché parfois au Gouvernement d'avoir exigé une proportion trop large d'espèces. En effet, l'encaisse métallique doit représenter 60 % de la valeur des billets en circulation chez nous, tandis qu'elle est fixée à 35 % en France, à 40 % en Italie (1), en Suisse, en Hollande et aux Etats-Unis pour les Banques Fédérales de Réserve, et même au tiers en Allemagne et en Belgique. Mais, malgré que son élasticité soit moins grande actuellement, tant que l'organisation du marché monétaire en Chine ne sera pas encore améliorée, il nous semble que la prudence est avant tout nécessaire.

C) Un impôt pour la couverture en titres.

D'après l'article 5 de la même loi de 1931, la partie de la couverture en titres d'Etat ou effets de commerce de l'encaisse des banques d'émission, excepté la cou-

(1) Le rapport légal de l'Italie est suspendu provisoirement par le décret du 22 juillet 1935. Voir la même partie, chapitre I, section IV, note.

verture en espèces, doit payer un impôt dont le tarif est fixé à 1,25 pour 100 et dont le prélèvement est basé sur le bilan de l'émission des billets, bilan que la Banque doit, tous les dix jours, publier au public et faire connaître au ministère des Finances.

CHAPITRE III

Un des aspects de l'inflation

Au cours de la troisième période de notre histoire de la monnaie fiduciaire, nous avons eu une inflation de papier-monnaie à Pékin. Mais, cette fois, il ne s'agissait pas de billets émis directement par l'Etat sans couverture métallique comme c'était fréquemment le cas dans la première période (1), c'étaient bien les billets de banque à cours forcé émis par la Banque de Chine et la Banque des Communications, alors que ces deux banques étaient en train de jouer simultanément un rôle important de banque centrale (2). On sait que beaucoup de

(1) Voir la même partie, chapitre II, section I.

(2) Voir deuxième partie, chapitre III. section I et II.

pays ont eu recours au papier-monnaie, les uns comme expédient provisoire, les autres pendant de longues périodes. En France, l'application du cours forcé a été pratiquée cinq fois (1) ; elle l'a été deux fois en Angleterre (2), aux Etats-Unis (3) et en Italie (4). Lors de la dernière guerre, tous les Etats belligérants, sauf les Etats-Unis et l'Angleterre, ont presque tous appliqué le cours forcé. Ce phénomène, quoiqu'il soit anormal, fait son apparition souvent partout. Ses causes, ses modalités et ses conséquences ne sont pas les mêmes dans tous les pays ou dans un même pays à différentes époques. Mais jamais on n'a assisté à une circulation simultanée des deux sortes de billets, billets convertibles et billets à cours forcé, émis par le même établissement. De plus, à la différence de ce qui se passe dans les autres pays où c'est en général la Banque qui demande d'être dispensée du remboursement de ses billets en espèces, ce fut ici le Gouvernement qui interdit à la Banque tout paiement en espèces et la plupart des succursales de la Banque protestèrent contre cette mesure

(1) Billets de la Banque de Law, les Assignats, lors de la Révolution de 1848, à l'époque de la guerre Franco-Allemande et enfin, pendant et après la guerre de 1914-1918.

(2) En 1797-1820 et 1931-1932.

(3) En 1861-1879 et après 1933, par la loi du 19 avril 1933. Mais cette dernière proclamation du cours forcé s'explique par d'autres raisons. Ce n'est pas l'épuisement de l'encaisse-or des banques d'émission américaines qui a rendu cette mesure nécessaire, c'est que le président Roosevelt a systématiquement voulu dévaluer le dollar pour faire monter les prix et pour faire baisser le poids des dettes.

(4) En 1866-1883 et en 1894.

et continuèrent à rembourser leurs billets en circulation. Cette énigme, cette bizarrerie s'est produite pourtant pour la Banque de Chine et pour la Banque des Communications dont les billets de Pékin étaient soumis au cours forcé après la promulgation du Gouvernement alors que ceux qui circulaient à Shanghai et dans presque toutes les autres provinces, malgré l'interdiction du remboursement, conservaient néanmoins leur convertibilité. Pour comprendre ce phénomène bizarre, sans précédent dans l'histoire, il est indispensable d'en faire sommairement un exposé historique depuis son origine jusqu'à sa fin. Nous allons l'exposer séparément ci-dessous, en divisant ce chapitre en quatre sections.

SECTION I

La cause de la suppression du remboursement des billets

Pour procurer les ressources nécessaires à sa campagne monarchique, Yuan-Ché-Kai, Président de la République, avait besoin de beaucoup d'argent. Il exigea non seulement de la Banque de Chine et de la Banque des Communications de grosses avances, mais il voulut encore s'emparer de tout leur encaisse métallique pour faire face aux dépenses de la guerre, que les républicains des provinces du sud venaient de déclarer contre lui. Sans demander l'avis de la Banque, le Gouvernement décréta le cours forcé des billets des deux dites Banques. Voici quelques articles de ce décret du 12 mai 1916 (1) :

(1) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. P. 332-335.

« Vu que, dans tous les pays, aux moments de crise, on a eu recours au cours forcé qui relève la banque d'émission de l'obligation de rembourser ses billets et de restituer ses dépôts en espèces. Etant donné les circonstances où nous nous trouvons, une telle mesure est opportune et nécessaire pour notre pays, nous ordonnons donc ce qui suit : »

« 1°) A partir du jour de la notification de la présente, la Banque de Chine et la Banque des Communications cesseront provisoirement, jusqu'à nouvel ordre, tout paiement en espèces, qu'il s'agisse de billets qu'elles ont émis ou des dépôts qui leur ont été confiés. »

« 2°) Les encaisses des dites banques seront sous scellés. »

« 3°) Toute personne qui aura refusé les billets des dites banques ou en aura trafiqué au-dessous de leur valeur légale, sera passible de la peine édictée par l'article 9 du Règlement sur la monnaie (1). »

« 4°) Les diverses autorités publiques doivent agir de concert avec les Chambres de Commerce et les deux susdites banques pour toutes mesures relatives à l'exécution du présent Acte, etc... »

On voit que la cause du cours forcé était très simple. Ce ne furent pas les banques qui demandaient d'être

(1) C'est à l'article 9 du Règlement de la monnaie du 8 février 1914 que ce passage du décret fait allusion. D'après cet article, ceux qui auront commis une infraction aux rapports légaux fixés, sont passibles d'une amende de 1 à 1.000 dollars. Pour les fonctionnaires et les gérants de régies, la même infraction seront passibles, d'une amende de 5 à 5.000 dollars.

dispensées du remboursement de leurs billets en espèces, ce fut, au contraire, le Gouvernement qui interdit aux banques tout paiement en espèces pour fournir des richesses à la nouvelle dynastie.

SECTION II

L'ATTITUDE DE DEUX BANQUES APRÈS LA PROMULGATION DU COURS FORCÉ

D'après le décret précédent, les billets des susdites banques étaient tous soumis au cours forcé sans distinction des territoires où ils circulaient, ni des succursales qui les avaient émis (1). S'il avait produit son plein effet, la Chine aurait été encore une fois de plus inondée de papier-monnaie dont nos pères avaient déjà souffert au cours de la première période que nous avons étudiée (2). Heureusement, une résistance violente s'est produite dans plusieurs succursales, notamment celle de la Banque de Chine à Shanghai et qui a manifesté la première sa protestation contre le décret du 12 mai (3) qu'elle considérait non seulement comme ruineux pour la banque elle-même, mais aussi comme néfaste pour

(1) Les billets émis par les autres banques n'entraînent pas dans ce cadre, ils devaient se maintenir au cours légal.

(2) Toutefois, il y a cette différence que dans la première période, les papier-monnaies furent émis directement par l'Etat; tandis que cette fois, le cours forcé était proclamé pour les billets de banque. Voir la même partie, chapitre II, section I.

(3) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 351.

le pays tout entier. Une Assemblée des Actionnaires fut convoquée d'urgence après la réception dudit décret. A l'issue de cette réunion, elle décida à l'unanimité :

1°) Que la succursale sera soumise à la direction du Comité des actionnaires, qui nommera un censeur pour surveiller la marche de ses affaires.

2°) Que son actif et son passif seront confiés à des avocats qui auraient qualité de mandataires des actionnaires ayant le pouvoir de vérifier les comptes de la banque.

3°) Que l'encaisse sera transmise à ces avocats mandataires en vue de garantir le remboursement en espèces (1) des billets mis en circulation.

4°) Que tous les dépôts à vue ou à terme seront restitués en espèces.

5°) Que les actionnaires de ce Comité engageront leur responsabilité vis-à-vis des créanciers de la succursale.

Telle fut la première réaction contre la mauvaise intention du Gouvernement. Cette résistance, ou mieux encore, cette légitime défense de la succursale de Shanghai groupa bien vite des partisans (2), les succursales des deux banques dans les différentes provinces ne tardèrent pas à suivre l'exemple de la succursale de Shanghai. D'ailleurs, la campagne monarchique échoua et

(1) Sur ces billets de la Banque était inscrit le nom de la succursale où ils étaient émis. Grâce à cette distinction, les succursales pouvaient s'occuper chacune des leurs.

(2) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*.
P. 362.

l'autorité de Yuan-Che-Kai devait décroître dans les provinces. Il n'y avait d'abord que Pékin, Tien-Tsin et quelques autres petites villes qui appliquèrent le régime du cours forcé. Mais après la mort de Yuan, la succursale de Tien-Tsin, grâce au concours des personnalités de la ville et de la Chambre de Commerce, a rétabli le cours légal. Les quelques autres villes de provinces qui avaient établi le cours forcé ont successivement renoncé à ce régime anormal. En fin de compte, ce fut seulement dans la région de Pékin que le cours forcé a pu être mis en vigueur, tandis que les autres régions de la Chine continuaient à appliquer le cours légal bien que les billets fussent émis par les deux mêmes banques.

SECTION III

LES CONSÉQUENCES DE LA PROMULGATION DU COURS FORCÉ

Pour parer aux inconvénients du cours forcé, le Gouvernement avait pris des précautions. Après le décret du 12 mai, il a pris toutes les mesures (1) : d'une part, pour assurer la circulation de ces billets inconvertibles ; d'autre part, pour éviter tout le mal qui suit habituellement ce régime anormal.

La première mesure a eu pour objet d'organiser une Commission Provisoire des Finances composée par les

(1) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*.
P. 374.

délégués des ministères de l'Intérieur, des Finances, du Commerce et des Communications et les représentants de la Banque de Chine et des Communications, auxquels le Gouvernement laissa toute autorité d'agir en vue de régulariser et d'assurer la bonne circulation des billets inconvertibles de deux dites Banques. Deuxièmement, le Gouvernement décréta successivement une série de lois et de Règlements, notamment l'interdiction de la hausse des prix et de la prime de la monnaie métallique. Mais malgré la peine édictée par ces décrets, la valeur légale des billets à cours forcé n'a pas pu être maintenue. Ci-dessous, un tableau de la dépréciation des billets inconvertibles des succursales de Pékin de ces deux banques, qui montrait bien aux différentes dates la marche de cette dépréciation.

Dates	Valeur dépréciée
Juillet (1) 1916	5 %
Septembre 1916	20 %
Janvier 1917	18 %
Mars 1917	20,5 %
Mai 1917	22 %
Août 1917	24 %
Octobre 1917	26 %
Décembre 1917	28,7 %
Février 1918	40,8 %
Avril 1918	34,2 %

(1) D'après les cours de la fin de chaque mois, cours publiés par la Bourse. *Revue de la Banque de Pékin*. N° 7, 1922. P. P. 36-37.

Dates	Valeur dépréciée
Juin 1918	39,5 %
Septembre 1918	47,2 %
Novembre 1918	52,4 %
Janvier 1919	35,8 %
Février 1919	27,3 %
Août 1919	38,6 %
Décembre 1919	58,2 %
Janvier 1920	56,5 %
Août 1920	53 %
Décembre 1920	58,2 %
Février 1921	59,6 %
Mars 1921	60 %

D'après ce tableau, on voit que, malgré l'intervention des législateurs, ces mesures n'empêchèrent pas la dépréciation des billets qui atteignit jusqu'à 60 %. D'ailleurs, l'oscillation du cours était considérable et fréquente. Dans un intervalle d'un ou deux mois, l'oscillation marquait un écart de 10 ou 20 %. En novembre 1919, lorsque le bruit courut que le ministre des Finances allait racheter une grande quantité des billets, le cours s'éleva dans une seule journée de 10 % et retomba d'autant et même plus trois jours après. Cette brusque oscillation détermina un fort mouvement de spéculation. Les petits établissements de crédit, profitant des alternatives de confiance et de panique, se livraient à une spéculation artificielle, en accélérant la vitesse des oscillations de change, ce qui fut la véritable cause de la crise monétaire qui sévit à Pékin.

En effet, depuis que le cours forcé avait été appliqué à Pékin, une vingtaine d'établissements avaient été successivement créés sous le nom de banque pour se livrer aux opérations à terme sur ces billets qui devenaient, dès lors, un des éléments principaux de la Bourse de Pékin. Or, comme l'oscillation de leur cours était considérable, un mouvement violent de hausse ou de baisse suffit pour bouleverser l'ordre économique de la Société Pékinoise. C'est ainsi qu'en décembre 1919, lorsque le cours des billets sauta brusquement, plusieurs de ces hautes banques sombrèrent en une seule journée. Ce n'était pour elles qu'une juste punition, mais combien le marché monétaire de Pékin devenait instable et tumultueux. Il était donc de toute urgence que l'autorité publique intervint pour faire cesser ce régime aussi anormal que vicieux.

SECTION IV

LES MOYENS EMPLOYÉS POUR LE RETRAIT DES BILLETS INCONVERTIBLES DE LA CIRCULATION

Pour mettre fin à cette situation funeste de cours forcé, beaucoup de moyens ont été proposés, soit de la part de la banque, soit de la part du public, soit enfin de la part du Gouvernement. Ils sont nombreux; nous énumérons quelques-uns des plus importants qui sont (1):

- 1) Reprise pure et simple du paiement en espèces.
- 2) Remboursement limitatif.

(1) H. S. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 201 ; et *Revue hebdomadaire des Banques*, série 3. N° 21, P. P. 32-34.

- 3) Remboursement par le Gouvernement des avances qui lui ont été consenties.
- 4) Rachat des billets par des titres d'emprunts publics ;
- 5) Rachat par la banque des billets dépréciés.
- 6) Elargissement du rayon de circulation.
- 7) Remplacement des billets de banque par des billets d'Etats également inconvertibles.
- 8) Fixation de la date du remboursement en espèces.
- 9) Echange des billets contre des bons du Trésor.
- 10) Bonification d'un intérêt aux billets inconvertibles.

Parmi ces dix moyens proposés, la Banque de Chine a successivement essayé les deux premiers. En effet, le 26 octobre 1916, la succursale de Pékin de la Banque de Chine déclara la reprise des paiements en espèce, mais devant l'exigence du Gouvernement, une augmentation successive des billets émis pour ces avances obligea la Banque à fermer ses guichets et à proclamer, le 31 décembre de la même année, pour la deuxième fois, la suspension du paiement en espèces.

Après cet échec, la Banque de Chine adopta le moyen du remboursement limitatif. Elle continuait à rembourser les billets d'un dollar, ceux d'une valeur supérieure (1) devenaient de nouveau inconvertibles. Le but de cette mesure était de faciliter le petit commerce et de permettre aux classes pauvres de vivre. Mais cette

(1) Ce sont les billets de 5, 10 et de 100 dollars.

mesure n'était pas plus efficace que la précédente. En 1917, la Banque en proposa la suppression, le Gouvernement accepta cette suggestion, et Pékin revint au régime total du cours forcé (1). Ces échecs successifs sont faciles à expliquer : tant que le Gouvernement n'avait pas rendu les avances à la Banque, le retour au cours légal était une chose impossible à réaliser.

On sait qu'un des phénomènes communs du papier-monnaie est qu'une fois le cours forcé proclamé, le total des billets en circulation augmente rapidement ; il en fut de même pour ces deux dites banques. En mai 1916, date de la proclamation du cours forcé, le montant des billets en circulation à Pékin n'était que de 5 millions 317,150 dollars pour la Banque de Chine et de 3 millions 874,253 dollars pour la Banque des Communications (2). En décembre 1917, dans un intervalle d'un an et demi seulement, le chiffre total de l'émission s'élevait à 32 millions 701,547 dollars pour la première banque et à 19 millions 803,456 dollars pour la seconde (3). Cette augmentation fantastique de l'émission des billets était presque fatale puisque, d'une part, l'Etat exigeait d'elle sans cesse des avances et que, d'autre part, nos banques n'avaient plus le souci de se préoccuper du rembourse-

(1) Ly Kong-Mei, *L'évolution historique des monnaies*. P. 379.

(2) *Revue mensuelle de la Banque de Chine*. Mars 1926, P. 201.

(3) *Revue mensuelle de la Banque de Chine*. Mars 1926, P. 224.

ment de leurs billets. C'est là le vrai danger du papier-monnaie que l'on appelle l'inflation. Les billets ne sont plus émis normalement pour le change de la monnaie métallique ou pour l'escompte et les avances à la clientèle, mais pour parer uniquement au besoin de l'Etat.

Ainsi, le problème de déflation ne peut être résolu par la Banque elle-même ; c'est au Gouvernement surtout de trouver les moyens de dégonfler cette émission anormale. Ce ne fut qu'après des années d'hésitation que le Gouvernement se décida à mettre fin à ce régime anormal dans la région de Pékin. Il employa les moyens combinés du troisième et du quatrième projets que nous avons déjà énumérés plus haut, c'est-à-dire le rachat des billets des deux banques par le moyen d'emprunts publics. Le remboursement des billets s'effectua non pas en espèces mais en titres d'Etat qui furent émis à époques successives. La première émission des titres eut lieu en janvier 1918, sous le nom d' « Obligations amortissables de l'an VII » (1). La somme totale était fixée à 48.000.000 dollars partagés entre les deux banques (2). Mais cette mesure rencontra une opposition vive tant du côté des banques que du côté du public, parce que les avances faites au Gouvernement s'élevaient à 93 millions de dollars et que les billets émis en circulation dépassaient de beaucoup cette somme. Il était donc impossible de rembourser les avances et de retirer intégralement les billets inconvertibles de la circulation. On procéda alors à une

(1) C'est la septième année de la République Chinoise.

(2) Tcha Se-Y, *Histoire des Finances de la Chine*, T. III, P. 428.

deuxième émission sous le nom de « Rentes perpétuelles de l'an VII » pour une somme de 45 millions (1).

Les porteurs des billets pouvaient désormais échanger leurs billets contre 50 % d'obligations et 50 % de rentes. La somme des billets échangés par les deux banques jusqu'à octobre 1919 s'éleva à 70.806.940 dollars (2). Cette somme était considérée comme un remboursement du Gouvernement des avances que les deux banques lui avaient consenties.

Bien que les deux emprunts publics eussent été destinés aux rachats des billets des deux banques, une certaine somme restait encore en circulation. Une troisième émission de titres d'Etat eut lieu le 1^{er} octobre 1920 jusqu'à la fin de janvier 1921, sous le nom d' « Obligations amortissables pour l'amélioration du crédit national » pour une somme de 60 millions de dollars dont 36 millions étaient destinés spécialement pour le rachat des billets (3). Le montant des billets échangés se chiffra à 22.103.223 dollars pour la Banque de Chine et à 11.976.019 dollars pour la Banque des Communications (4).

Après le troisième emprunt public, les billets inconvertibles des deux banques disparurent de la circulation; le cours forcé fut supprimé entièrement, on rétablit depuis le cours légal. Telle est l'histoire du cours forcé des deux banques.

Nous avons vu dans la première période de notre

(1) Tcha Se-Y, *Histoire des Finances de la Chine*. T. III. P. 635.

(2) H. S. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 215.

(3) Tcha Se-Y, *Histoire des Finances de la Chine*. T. III. P. 684.

(4) H. S. Sou, *Etude sur la Banque de Chine*. P. 219.

histoire de la circulation fiduciaire (1), qu'à chaque époque, on commençait à émettre des billets convertibles après avoir subi, pendant une période plus ou moins longue, le régime du cours forcé. Les billets allaient se dépréciant de plus en plus et finissant par devenir des chiffons, et c'étaient toujours les porteurs de billets qui supportaient en définitive les pertes. Ces phénomènes invariables et malheureux reparaissaient souvent dans notre histoire monétaire; on peut dire que la fin du cours forcé des deux banques que nous venons de décrire, est toute exceptionnelle, puisque les porteurs de ces billets ont obtenu un remboursement. D'après cette expérience, nous pouvons prouver que les billets émis par des banques privées ou à caractère mixte sont de beaucoup préférables à ceux émis directement par l'Etat; si, dans la première période de notre histoire de la circulation fiduciaire, chaque émission des billets convertibles était finalement, et sans exception, devenue des chiffons, c'est parce que ces billets étaient tous émis directement par l'Etat, tandis que les billets inconvertibles de la région de Pékin dont nous venons d'exposer l'histoire furent émis par des banques à caractère mixte. Avec des actionnaires privés dans la banque émettrice, l'intérêt du personnel de la banque sert de frein à l'émission surabondante de ses billets et la banque résiste aux sollicitations du Gouvernement, et nous avons même vu que la banque a protesté tout d'abord contre la proclamation du cours forcé de ses billets. Cette supériorité des billets de banque sur ceux émis directement par l'Etat se confirme une fois de plus avec les faits de notre histoire de la circulation fiduciaire.

(1) Voir la même partie, chapitre II, section I.

CHAPITRE IV

La situation actuelle de la circulation fiduciaire en Chine

Après avoir tracé son histoire, nous donnons ici un aperçu général de la situation actuelle de notre émission de billets de banque. Pour plus de clarté, nous l'exposerons séparément ci-dessous.

SECTION I

LE SYSTÈME DE L'ÉMISSION

Il est indéniable qu'à l'heure actuelle, la Chine vit sous le système de la pluralité des banques d'émission (1) puisqu'à côté de la Banque Centrale, il y a beaucoup

(1) Voir la même partie, chapitre I, section II.

de banques qui ont obtenu le même droit d'émission (1). Toutefois, il faut remarquer que depuis qu'il a pris le pouvoir, le Gouvernement national n'a jamais accordé le droit d'émission aux banques. Au contraire, il s'efforce, si les circonstances le lui permettent, de supprimer le droit d'émission ou d'empêcher le développement de l'émission des autres banques, en faveur de la Banque Centrale de Chine qu'il vient de créer. Tout récemment encore, un projet du ministère des Finances fut soumis au Conseil des ministres, tentant à supprimer le droit d'émission des banques officielles de toutes les provinces (2). On voit par là que le système de l'émission consiste actuellement en ceci : en apparence, le système de la pluralité des banques d'émission règne en Chine; mais dans son esprit, le Gouvernement adopte le système du monopole absolu (3) et il s'efforce de s'orienter vers ce but.

SECTION II

LA RÉGLEMENTATION DE L'ÉMISSION

En ce qui concerne la réglementation de l'émission, la Chine adopte actuellement le système suivant : Fixation d'un rapport légal entre le montant de l'encaisse et

(1) Voir la même partie, chapitre IV, section IV.

(2) On l'annonce dans la *Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine*, Mai 1935. P. 1078. Les détails de ce projet nous manquent encore.

(3) Voir la même partie, chapitre I, section II.

celui des billets en circulation (1). Son rapport légal est fixé à 60 % en espèces et à 40 % en titres d'Etat ou en effets de commerce de premier ordre. De plus, la partie de la couverture en titres d'Etat ou en effets de commerce, à l'exception de la couverture en espèces, doit payer un impôt de 1,25 pour 100 ; il est calculé d'après les bilans de l'émission de la banque dont la publication, tous les dix jours, est obligatoire.

SECTION III

LES DIVERSES CATÉGORIES DE BANQUES D'ÉMISSION

Il y a quatre catégories de banques d'émission en Chine, ce sont :

- A) La Banque Centrale de Chine.
- B) Les banques privilégiées : la Banque de Chine et la Banque des Communications.
- C) Les Banques Commerciales.
- D) Les Banques de Province et de la Cité.

La Banque Centrale de Chine est naturellement une institution centrale d'émission dans laquelle le Gouvernement s'efforce de concentrer le droit d'émission.

Dans la catégorie des banques privilégiées, en font partie : la Banque de Chine et la Banque des Communications qui, par leur longue histoire, par leur lutte ardente contre les difficultés du passé, par leur caractère d'entreprises mixtes, par la grande confiance qu'elles

(1) Voir la même partie, chapitre I, section IV.

inspirent au public et par leurs succursales nombreuses, occupent toujours, dans le domaine de l'émission, une place importante et un droit prépondérant par rapport aux autres banques commerciales.

Dans la troisième catégorie, nous désignons par banques commerciales des banques modernes à caractère privé (1) qui, avant la création de la Banque Centrale de Chine, ont obtenu le droit d'émission auprès du Gouvernement central, et qui, par conséquent, peuvent émettre leurs billets en circulation partout où s'installent leurs succursales. Ceci les distingue des banques de province et de la cité dont le droit d'émission est accordé par les autorités compétentes de province et dont l'étendue de l'émission des billets est naturellement limitée dans un territoire fixé.

D'ailleurs, la plupart des banques de province sont généralement des transformations des anciens Comptoirs officiels de province (2). Leur capital est fourni soit totalement par le gouvernement de province, soit partiellement et alors avec le concours des actionnaires privés, ou enfin totalement par le public, mais elles ont obtenu auprès du gouvernement provincial certains avantages en échange desquels les autorités locales peuvent contrôler leurs affaires. L'organisation de ces banques provinciales est très variée. Leur mode d'émission est aussi très différent. Le public a moins confiance en ces banques provinciales que dans les autres banques, no-

(1) On entend par le mot moderne, d'après le sens que nous avons défini. Voir la deuxième partie, chapitre I.

(2) Voir la même partie, chapitre II, section II.

tamment dans les banques des trois premières catégories que nous avons énumérées plus haut. Notons que, par un projet tout récent (1), le gouvernement tente de supprimer le droit d'émission de toutes les banques provinciales et régionales. En vue de concentrer ce droit dans la Banque Centrale de Chine, l'émission sera remplacée uniquement par les billets de cette dernière banque. La confusion et l'instabilité des banques d'émission provinciales et régionales sont vraiment une chose regrettable. Il est même difficile de faire une statistique complète du montant de leur émission ; espérons que ce projet sera aussi vite que possible mis en exécution.

SECTION IV

LES STATISTIQUES DE L'EMISSION

Le premier tableau suivant est une statistique des noms des banques ayant obtenu le droit d'émission et du montant de leurs billets en circulation en les divisant en quatre rubriques correspondantes aux quatre catégories de banques que nous avons indiquées ci-dessus (2). Le deuxième tableau montre le montant de la circulation des billets de quelques banques depuis 1928, l'année de la création de la Banque Centrale de Chine.

(1) Voir ce projet dans la section précédente en note.

(2) Voir la section précédente.

STATISTIQUE DES BANQUES D'EMISSION ET DE LEURS BILLETS EN CIRCULATION (1)

Notions	Montant de l'émission (2)
1. - Banque Centrale :	
Banque Centrale de Chine	85.339.300
2. - Banques privilégiées :	
Banque de Chine	204.713.465
Banque des Communications.....	112.512.472
3. - Banques Commerciales :	
Banque Industrielle de Chine.....	43.500.818
Trésor joint de quatre banques.....	49.967.400
Banque Commerciale de Chine.....	44.918.900
Banque d'Agricult ^{re} et d'Industrie de Chine	17.375.547
Banque Commerciale de Ningpo.....	18.310.300
Banque Commerciale de Tse-Kian.....	9.214.773
Banque d'Exploitation des incultures.....	7.095.000
Banque Frontière de Chine +	1.135.500
Banque de garantie commerciale de Shili +	1.437.600
4. - Banques de province et de la cité (3) :	
Banque provinciale de Shan-Si +	1.732.067
<i>A reporter..</i>	599.253.142

(1) D'après les bilans des diverses banques citées au 31 décembre 1934 ou 1932. Les banques portent le signe « + », le montant de leurs billets en circulation est calculé d'après les bilans de la fin de l'année 1932 ; (faute de documents récents), pour les banques ne portant pas ce signe, le montant est calculé d'après les bilans de la fin de l'année 1934.

(2) En Unité de dollar.

(3) Par suite du défaut de publication des bilans, on ignore le montant de l'émission de certaines banques d'émission de province. Par conséquent, dans cette rubrique, la statistique n'est pas complète.

Notions	Montant de l'émission (1)
<i>Report..</i>	599.253.142
Banque Mei-Feng de Szechuen +	630.792
Banque Yu-Ming de Kiangsi +	397.857
Banque provinciale de Hopei +	2.787.503
Banque publique de la ville de Nan-Chang +	335.606
Banque provinciale de Shin-Si +	1.398.144
Banque provinciale de Hunan +	1.510.400
Banque New Fu-Tien +	2.982.000
Banque provinciale de Honan +	1.428.038
Banque provinciale de Can-Si +	4.437.871
Banque provinciale de Hupei	2.900.500
Banque Sud-Ouest de Fukvien	656.000
Banque provinciale de Conton	33.761.626
	650.476.479

STATISTIQUE DE LA TENDANCE DE L'EMISSION DES GRANDES BANQUES (1)

	BANQUE CENTRALE	BANQUE DE CHINE	BANQUE DES COMMUNICATIONS	BANQUE DE NINGPO
1928	11.667.903	172.304.027	68.026.114	8.992.731 ⁽²⁾
1929	15.379.862	197.728.287	69.221.512	9.609.717
1930	22.669.228	203.847.444	82.893.785	11.286.619
1931	24.773.349	191.749.139	81.098.080	11.752.460
1932	39.145.360	184.426.936	94.500.925	15.094.600
1933	70.271.542	183.726.997	93.004.611	16.345.684
1934	85.339.300	204.713.465	112.512.472	18.310.300

(1) D'après les bilans de chaque banque à la fin de chaque année.

(2) En Unité de dollar.

SECTION V

**QUELQUES OBSERVATIONS
SUR L'ÉMISSION DES BANQUES
D'APRÈS LES STATISTIQUES**

D'une manière générale, l'émission des billets de banques en circulation s'augmente d'année en année. Toutefois, la vitesse de l'augmentation de l'émission de chaque banque n'est pas la même. D'après les deux statistiques précédentes, on peut constater :

1) Que la Banque de Chine occupe le premier rang des banques d'émission. A elle seule, elle fournit le tiers des billets en circulation du pays entier ;

2) Que si l'on tient compte de la vitesse de l'augmentation de l'émission, c'est la Banque Centrale de Chine qui vient en tête. En 1928, l'année de sa création ; le montant de son émission n'atteint pas plus de 13 millions ; en six ans, en 1934, le total des billets émis s'élève à un chiffre sept fois plus élevé que celui de 1928 ; tandis que l'augmentation du montant de l'émission des autres banques n'est qu'une ou deux fois au plus celui de la même période ;

3) Que le montant de la circulation des billets de la banque en Chine est un chiffre insignifiant, si on tient compte de notre population (1) et si on le compare au chiffre d'émission des Etats européens. Cette conséquen-

(1) D'après le dernier recensement de la population de la Chine en 1928, le montant s'élève à 474.787,386 habitants, publiés par le Ministère de l'Intérieur.

ce imprévue vient uniquement de la mauvaise habitude des habitants ruraux de la Chine qui n'aiment pas beaucoup accepter les billets de banque et aiment mieux les pièces sonnantes. D'après une récente statistique (1), la circulation en espèce d'argent en Chine s'élève actuellement à un milliard 600 millions de dollars. De plus, d'après le compte rendu (2), les possibilités de fabrication des monnaies d'argent dans notre Hôtel Central des Monnaies est de douze millions de dollars par mois, dont huit millions en pièces et quatre millions en lingots officiels (3). Toutes ces pièces métalliques circulent parmi les habitants, elles n'ont aucune autre utilité que de servir comme instrument d'échange et d'étalon des valeurs. Si on pouvait les remplacer par des billets de banque, combien épargnerions-nous, d'après l'expression d'Adam Smith, de terrains de routes inutiles pour faire des champs de production. Malheureusement, les fonctions de la monnaie sont, aux yeux des paysans, considérées comme autres que celles que nous avons définies. Les paysans voient sa dérivation comme sa vraie fonction et ses vraies fonctions comme sa dérivation, c'est-à-dire qu'ils considèrent la monnaie beaucoup moins comme un intermédiaire dans les échanges et une mesure

(1) Statistique citée dans le compte rendu 1934 de la Banque de Chine, publiée dans la *Revue hebdomadaire des Banques*. N° 894. Année 1935. P. II.

(2) D'après le compte rendu de l'Hôtel Central de Monnaies, compte rendu publié dans la *Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine*. Mars 1933. P. 325.

(3) Lingot officiel est une barre d'argent. Chaque barre vaut exactement mille dollars pour l'usage des banquiers.

des valeurs que comme un instrument d'épargne et de thésaurisation. Ils croient que la monnaie métallique est un merveilleux instrument de thésaurisation et que les billets de banque ne peuvent remplir cette fonction. Ils préfèrent la première à la seconde et comme les paysans occupent 85 % de notre population, il n'est pas étonnant que le développement de l'émission des billets soit difficile et le développement des billets de banques ne se fera qu'en changeant les habitudes de thésauriseurs de cette masse rurale. Et pour cela, il faut inspirer une grande confiance dans la convertibilité des billets. Il semble que cette tactique est déjà mise à l'œuvre, puisque le montant de l'émission ne cesse d'augmenter d'après les statistiques que nous avons citées plus haut.

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉTAT ACTUEL ET L'AVENIR DES BANQUES EN CHINE

QUATRIEME PARTIE

L'état actuel et l'avenir des Banques en Chine

Dans les trois premières parties, nous avons montré que sur notre marché monétaire, l'ensemble des transactions, sauf les opérations d'émission qui sont actuellement le monopole des banques modernes, est partagé entre les deux groupes de banques : banques indigènes et banques modernes. Nous allons maintenant, d'abord, analyser séparément les positions occupées par ces deux groupes de banques, et ensuite les comparer pour essayer de montrer l'avenir de ces deux groupes de banques en particulier; et de l'ensemble de notre organisation bancaire en général.

CHAPITRE I

L'état actuel des banques modernes

Appuyé sur les statistiques et les données positives, nous allons montrer l'état actuel de nos banques modernes, notamment leur extension, leur classification et l'évolution générale de leurs affaires qui fera l'objet de trois sections suivantes.

SECTION I

L'EXTENSION DES BANQUES MODERNES

D'après les statistiques du Bureau d'Etude de la Banque de Chine en Juin 1935, il y a 159 banques modernes chinoises. Le chiffre des succursales de ces dernières banques est de 1188 ; soit, avec les banques centrales, un total de 1347 établissements (1), chiffre insignifiant pour une population aussi nombreuse et une étendue aussi vaste. Voyons maintenant son évolution : le tableau suivant (2) montre depuis 1896 la progression du nombre des banques existantes, en regard des banques disparues.

(1) Revue mensuelle de la banque de Chine. N° 8, 1935.

(2) Revue hebdomadaire des banques. N° 28, juin 1935.

ANNÉES	BANQUES CRÉÉES	BANQUES DISPARUES	BANQUES EXISTANTES
1896	1		1
1902	1	1	
1906	3	3	
1907	2		2
1908	5	3	2
1909	1	1	
1910	1		1
1911	3	2	1
1912	14	11	3
1913	2	1	1
1914	3	1	2
1915	7	4	3
1916	4	3	1
1917	10	9	1
1918	11	6	5
1919	15	9	6
1920	16	14	2
1921	29	17	12
1922	25	18	7
1923	25	19	6
1924	7	5	2
1925	8	6	2
1926	7	7	
1927	2	1	1
1928	16	4	12
1929	11	2	9
1930	16	3	13
1931	15	4	11
1932	14	2	12
1933	16	1	15
1934	20		20
1935	6		6
(de janvier à juin)			
Total ..	365	206	159

D'après le tableau précédent, l'extension de nos banques modernes peut être divisée en trois périodes. Pour les montrer, nous résumons comme suit :

1°) Première période : de 1896 à 1916 (Un intervalle de vingt ans) :

Nombre des banques créées.....	47
Nombre des banques disparues.....	29
Nombre des banques existantes	16

2°) Deuxième période : de 1917 à 1927 (Un intervalle de dix ans) :

Nombre des banques créées.....	155
Nombre des banques disparues.....	111
Nombre des banques existantes	44

3°) Troisième période : de 1928 à nos jours (Un intervalle de 6 ans) (1) :

Nombre des banques créées.....	108
Nombre des banques disparues.....	16
Nombre des banques existantes	92

D'après ces tableaux, nous pouvons affirmer que jusqu'en 1916, dans la première période, l'accroissement du nombre de nos banques est insignifiant. Ce fut le début de nos banques modernes. Entre l'année

(1) Sans compter la création des banques de janvier à juin 1935.

1917 et 1927, dans la deuxième période, l'augmentation de nos banques modernes prit une allure rapide; dans un intervalle de dix ans, on a créé un total de cent cinquante cinq banques tandis que dans la première période, pour un intervalle de vingt ans, il n'y en eu que quarante-sept. Mais si, dans la deuxième période, le nombre de l'établissement de banques augmentait beaucoup, le nombre des banques liquidées n'augmentait pas moins. Sur un chiffre de cent cinquante-cinq établissements, cent onze banques sont liquidées. Dans cette période, combien notre entreprise bancaire était instable! Cette étape s'explique facilement, parce que l'expérience manque aux banquiers chinois, trop enclins à des spéculations hasardeuses. Heureusement, après cette étape de tâtonnement, nous voici actuellement dans la troisième période. Bien que le développement de nos banques modernes soit encore loin de leur apogée et même loin des justes besoins d'une nation si nombreuse et si vaste, depuis l'année 1928, une amélioration s'est visiblement manifestée. Dans six ans, sur un total de cent huit banques créées, seize banques seulement ont fermé leur porte, soit une proportion de moins de 15 %, alors que, dans la période précédente, le pourcentage des banques liquidées s'élevait à plus de 71 %. On peut en conclure que nos banques modernes se dirigent maintenant vers une étape moins hasardeuse et plus stable.

Quant à l'extension intrinsèque de nos banques modernes, d'après une récente statistique (1), ces cent cinquante neuf banques centrales ont créé, jusqu'à juin 1935, mille cent quatre-vingt-huit succursales, soit :

(1) Revue mensuelle de la Banque de Chine. N° 8, 1935.

Années	Nombre
Avant 1911	18
De 1912 (1) à 1921	202
De 1922 à 1931	350
En 1932	111
En 1933	148
En 1934	296

D'après ce tableau, le développement intrinsèque de nos banques modernes va croissant. Il fut surtout sensible, dans les grandes villes, ou dans les provinces où le commerce et l'industrie étaient relativement plus développés. Quant aux autres régions moins riches, les marchés monétaires sont aux mains des banques indigènes, qui bénéficient d'un monopole de fait. Le tableau suivant (2) montre bien ce partage d'activité.

RÉGIONS	POURCENTAGE DES BANQUES CENTRALES	POURCENTAGE DES BANQUES SUCCURSALES	POURCENTAGE DE LA POPULATION DE CHINE	POURCENTAGE DU TERRITOIRE DE CHINE
Les neufs grandes villes (3)	62 %	32 %	2 %	1 %
Les provinces de Kiang-Sou et de Tché-Kiang	19 %	21 %	15 %	2 %
Les autres régions	19 %	47 %	83 %	97 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

- (1) La première année de la République Chinoise.
 (2) Annuaire de banque 1934, Shanghai.
 (3) Ce sont Shanghai, Hankéou, Peiping, Tien-Tsin, Nankin, Canton, Hang-Tchéou, Tchou-Tsing et Tieng-Taug.

En examinant le tableau précédent, on peut dire que l'extension de nos banques modernes serait très inégale, si l'on tenait compte de la proportion des établissements, avec la population et la superficie du territoire. La cause en est simple. L'entreprise bancaire ne peut se développer toute seule, elle est obligée de suivre à peu près les mêmes mouvements des autres entreprises, malgré qu'elle puisse quelques fois les devancer ou les guider, leur progression est réglée par le développement économique du pays. Comme les entreprises de transports de la plupart des grandes régions de la Chine ne sont pas encore développées, l'extension des banques modernes se localise dans les grands centres économiques du pays. De ce fait, nous pouvons dire qu'étant donné le développement de nos banques modernes qui se limite à quelques grandes villes, il leur reste un champ d'extension immense. Aujourd'hui, elles n'en sont qu'à leurs débuts.

SECTION II

LA CLASSIFICATION DES BANQUES MODERNES

Nous avons dit que, jusqu'en juin 1935, 159 banques modernes ont été fondées en Chine. Classées d'après leur caractère, elles se présentent de la manière suivante (1) :

(1) *Revue mensuelle de la Banque de Chine*, N° 8, 1935.

CLASSIFICATION	NOMBRE DES BANQUES CENTRALES	NOMBRE DES BANQUES CENTRALES ET SUCCURSALES
Banque d'Etat	1	35
Banques privilégiées	2	292
Banques de province	16	278
Banques de cité	5	15
Banques commerciales	78	454
Banques industrielles	8	73
Banques agricoles et indus- trielles	22	77
Banques spéciales	12	53
Banques d'épargne	5	22
Banque des émigrants	10	48
Total	159	1.347

La Banque d'Etat, figurée dans ce tableau, est la Banque Centrale de Chine dont nous avons déjà décrit l'organisation (1). Son caractère dominant est une Banque d'Etat, puisque, jusqu'à présent, son capital a été versé uniquement par le Trésor et ses administrateurs sont nommés par le Gouvernement. Quant à ses opérations actuelles, nous exposons ci-dessous un bilan de la fin 1934 pour donner un aperçu général de sa situation.

(1) Voir deuxième partie, chapitre III, section III.

BILAN DE LA BANQUE CENTRALE DE CHINE (du 31 décembre 1934)

ACTIF (DOLLARS)

Espèce

En caisse	47.679.142,44	
A l'Hôtel des Monnaies ..	4.939.268,90	
Avoir dans les banques et chez les correspondants..	56.473,188,28	109.091.599,62

Couverture d'émission

Encaisse métallique	57.610.616,93	
Encaisse en valeurs	18.438.000,00	86.048.616,93

Portefeuilles effets et avances diverses ..	85.163.824,69	
Rentes, actions, obligations	155.414.118,60	
Immeubles et mobiliers	13.492.576,06	
Billets à ordre à encaisser	3.455.744,32	
Coupons à encaisser	2.007.726,51	
Fonds d'acceptations (1)	19.524.168,27	
Actif divers	4.041.870,43	

Total 478.240.245,53

(1) Ce compte est au fond le compte courant du client. Mais seulement, une fois leur traite acceptée, la banque le débite à part dans cette rubrique pour la garantir de la traite qu'elle a acceptée. L'acceptation des banques de Chine est différente de celle des banques en France. Les banques de Chine ne peuvent accepter une traite sans que leur client ait déposé auparavant un fonds suffisant pour garantie.

PASSIF (DOLLARS)

Capital	100.000.000,00
Réserves	3.698.534,90
Billets en circulation	86.048.616,93
Dépôts divers	249.485.830,36
Billets à ordre à payer	1.575.100,61
Recouvrements	2.007.726,51
Acceptations	19.524.168,27
Passifs divers	1.078.762,49
Profits et pertes	14.821.505,46
Total	478.240.245,53

Les bilans publiés successivement par notre Banque Centrale ne sont pas clairs en ce qui concerne l'escompte, les dépôts et les avances. En effet, dans ce bilan, l'escompte et les avances sont confondus dans un même article, tandis que les dépôts et les avances, désignés sous le nom « divers », ne sont pas distingués d'après leur nature. Pour ces raisons, il est difficile d'analyser d'une manière précise ses opérations. D'une façon générale, le développement de notre Banque Centrale serait très rapide si on la considérait seulement comme banque ordinaire. Mais si on la juge comme banque centrale, beaucoup de points deviendraient alors critiquables. D'abord, les opérations de réescompte ne sont pas figurées dans son bilan, opérations qui sont pourtant capitales pour une banque centrale (1). Ensuite, les profits de la banque s'augmentent trop vite. Si c'était une banque ordinaire, on ne pourrait que féliciter les actionnaires

(1) Voir sur ce point deuxième partie, chapitre IV, section I : *Les lacunes de notre Banque Centrale.*

et le directeur, mais comme elle est précisément une banque centrale et surtout une banque d'Etat, son but est de servir au public, elle ne doit pas concurrencer les autres banques et réaliser un formidable bénéfice. Le tableau suivant (1) donne un aspect de son développement.

ANNÉES	DÉPÔTS DIVERS	AVOIR DANS LES AUTRES BANQUES	TITRES	ESCOMPTE ET AVANCES DIVERSES
1928 ⁽²⁾	15.410.467	10.394.767	9.990.000	4.419.714
1929	39.984.707	18.561.949	8.501.281	15.265.174
1930	66.042.175	41.791.486	755.290	28.279.545
1931	89.750.920	21.635.151	480	75.041.108
1932	153.981.387	50.360.947	330.460	97.741.867
1933	227.154.807	53.647.165	226.865	90.642.749
1934	249.485.830	56.473.188	155.414.118	85.163.824

ANNÉES	CIRCULATION	PROFITS	RÉSERVES	CAPITAL
1928	11.667.903	239.360		20.000.000
1929	15.379.862	1.692.683		20.000.000
1930	22.669.228	2.726.341	1.352.231	20.000.000
1931	24.773.349	4.870.403	3.496.455	20.000.000
1932	39.145.360	11.961.933	7.405.559	20.000.000
1933	70.271.542	10.734.344	15.847.222	20.000.000
1934	86.048.816	14.821.505	3.698.534 ⁽³⁾	100.000.000 ⁽⁴⁾

(1) D'après les bilans de la fin de chaque année, publiés par la Banque Centrale elle-même.

(2) L'année de sa création.

(3) Les réserves de cette année furent diminuées, parce qu'elles furent ajoutées dans son capital par la décision du Gouvernement.

(4) C'est au mois de décembre 1934 que le montant du capital s'éleva. Voir deuxième partie. Chapitre III, section III.

Les Banques privilégiées qui figurent dans le tableau de classification sont : la Banque de Chine et la Banque des Communications.

Avant la création de la Banque Centrale de Chine en 1928, elles servaient au Gouvernement de Banques Centrales (1).

Leur capital avait une double origine. Une partie provenait du public, une autre de l'Etat (2). Lors de la création de la nouvelle Banque Centrale, le Gouvernement, tout en donnant à la nouvelle Banque des avantages, a néanmoins accordé certains privilèges à ces deux anciennes banques centrales (3).

C'est en raison de leur caractère mixte, à la fois public et privé, qui leur donne certains privilèges, que l'on a coutume de les classer dans la rubrique des banques privilégiées (4).

Quant au volume de leurs opérations, la Banque de Chine et la Banque des Communications ont toujours occupé une place importante sur le commerce bancaire du pays.

D'ailleurs, le montant des opérations de la Banque de Chine reste encore, jusqu'à présent, supérieur à notre Banque Centrale. Pour montrer leur situation actuelle, nous donnons ci-dessous les bilans des deux dites banques, à la fin de l'année 1934.

(1) Voir deuxième partie, chapitre III.

(2) Voir deuxième partie, chapitre III, section I et II.

(3) Voir deuxième partie, chapitre III, section I « D » et section II « C ».

(4) D'ailleurs, cette classification est d'accord chez tous nos auteurs.

BILAN DE LA BANQUE DE CHINE
DU 31 DECEMBRE 1934

ACTIF (DOLLARS)

Espèce :

En caisse	24.704.019	
Avoir dans les banques....	123.212.473	147.916.492

Couverture d'émission :

Encaisse métallique	129.660.827	
Encaisse en valeurs	75.052.638	204.713.465

Portefeuilles effets	30.003.622	
Comptes courants	184.187.435	
Avances à échéance fixe.....	197.761.116	
Rentes, actions, obligations	25.364.330	
Immeubles et mobiliers	1.268.435	
Coupons à encaisser	7.016.944	
Billets à ordre à encaisser.....	131.670.808	
Fonds d'acceptations	45.747.707	

TOTAL	975.650.354
-------------	-------------

PASSIF (DOLLARS)

Capital	25.000.000
Réserves légales.....	1.992.588
Réserves spéciales.....	1.257.540
Billets en circulation	204.713.465
Billets de change à payer.....	9.624.085
Dépôt des banques.....	111.953.531
Comptes courants créditeurs.....	182.856.037
Dépôts à échéance fixe.....	251.884.333
Recouvrements	138.687.751
Acceptations	45.747.707
Profits et pertes	1.933.317

TOTAL	975.650.354
-------------	-------------

**BILAN DE LA BANQUE DES COMMUNICATIONS
DU 31 DECEMBRE 1934**

ACTIF (DOLLARS)

Capitaux dûs par les actionnaires.....	1.284.350
Avances à échéance fixe.....	63.700.576
Portefeuilles effets	9.899.482
Comptes courants	120.958.977
Frais de la fabrication des billets de banque	1.466.321
Immeubles et mobiliers	5.445.389
Biens confisqués de la garantie des avances	3.335.574
Rentes, actions, obligations	23.371.746
Fonds réservés p. le Département d'Epargne	500.000
Couverture d'émission	112.512.472
Espèce en caisse et avoir dans les autres banques	69.026.805
TOTAL	411.501.692

PASSIF (DOLLARS)

Capital	10.000.000
Réserves légales.....	2.446.843
Réserves spéciales.....	4.000.000
Solde des exercices précédents.....	786.546
Dépôts à échéance fixe.....	65.299.045
Comptes courants créditeurs.....	171.285.684
Dépôts du Département d'Epargne	16.625.585
Billets à ordre à payer	5.463.138
Billets en circulation	112.512.472
Dépôts des autres banques.....	20.000.000
Lettres de change à payer	2.137.513
Intérêts et dividendes à verser aux action ^{res}	37.679
Profits et pertes	907.187
TOTAL	411.501.692

Les banques de province, de même que les banques de la cité figurées dans le tableau de la classification, sont créées par l'autorisation des gouvernements de la province ou les autorités de la ville. Leur capital est fourni soit totalement par le gouvernement provincial ou les autorités municipales, soit par le public seulement, soit enfin par le public et la ville ou la province. Ces banques ont généralement obtenu, auprès des autorités locales, certains privilèges en vue de faciliter leur développement afin qu'elles puissent aider à leur tour le développement des entreprises provinciales.

Quant à l'origine des banques de province, elles furent transformées par les comptoirs publics de province (1). Autrefois, chaque province avait un comptoir pour le service du Trésor provincial et pour l'émission des billets au porteur. Depuis la création de la Banque de Chine et de la Banque des Communications, leurs succursales s'installèrent dans chaque province. Celles-ci pouvaient remplir toutes les fonctions que désiraient les gouvernements provinciaux, c'est pourquoi aujourd'hui beaucoup de nos provinces n'ont plus leur propre banque publique. Sur vingt huit provinces en Chine, il n'y en a que seize qui possèdent encore chacune une banque (2).

La création des banques de province ou de cité a pour but de satisfaire des intérêts particuliers et locaux qui se limitent au territoire dont les banques portent le nom.

Quant aux autres banques comme les banques

(1) Voir deuxième partie, chapitre I, section II.

(2) Voir le tableau de la classification des banques modernes.

commerciales, agricoles ou industrielles figurées sur le tableau de classification, elles ont pour but de satisfaire les intérêts d'entreprises sans distinction de régions.

Les banques, dont l'objet et le but sont nettement définis, nous les avons rangées sous la rubrique des banques spéciales ; elles se sont créées pour satisfaire des intérêts professionnels comme « Banques pour le développement de la soie », « Banque d'Exploitation des terres incultes », etc...

Le total des banques d'épargne figurées sur le tableau n'est qu'au nombre de cinq, parce qu'en Chine, beaucoup de banques commerciales de même que des banques privilégiées comme la Banque de Chine et la Banque des Communications ont créé un département d'épargne pour attirer les dépôts de petites sommes.

La dernière catégorie figurée sur le tableau de la classification est celle des banques des émigrants parce que les capitaux de ces banques proviennent uniquement de nos émigrants. La plupart de ces banques ont pour but de faciliter le développement du commerce extérieur ou de satisfaire les intérêts des émigrants.

SECTION III

L'ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES DES BANQUES MODERNES

A) La provenance des ressources de la Banque

1) *L'état général du passif.*

Quel est l'état général de l'évolution du passif de nos banques modernes ? Pour observer l'ensemble de

cette question, nous donnons un tableau du passif de vingt-huit grandes banques de Shanghai (1) publié par le Bureau d'Etude de la Banque de Chine.

ANNÉES	CAPITAL ET RÉSERVES	CIRCULATION	DÉPÔTS	DIVERS	TOTAL
1921	120.800 ⁽²⁾	95.900	497.000	38.700	752.400
1925	149.600	205.000	783.300	47.500	1.185.400
1930	198.000	413.000	1.620.300	57.000	2.288.300
1931	203.100	393.400	1.860.000	68.700	2.525.800
1932	208.600	430.500	1.974.100	88.300	2.701.500

D'après ce tableau, le montant du passif de vingt-huit grandes Banques était, en 1921, de moins de 753 millions de dollars, tandis qu'en 1932, il s'éleva à plus de 2 milliards 701 millions, l'augmentation est donc de plus de trois fois et demi, en onze ans. Quant à

(1) Ce sont les 25 banques, membres du Syndicat des Banques de Shanghai et les trois autres grandes banques : Banque Centrale de Chine, Trésor commun de quatre Banques et Caisse d'Epargne commune de quatre Banques.

Au point de vue du total de nos banques modernes, ces 28 banques n'occupent une proportion que d'un cinquième, mais au point de vue de leurs capitaux, du montant de leurs opérations et de l'étendue de leurs succursales, la puissance et le volume de leurs opérations de ces 28 banques dépassent au moins de la moitié de l'ensemble de nos banques.

Dans cette section, la plupart de nos statistiques sont donc empruntées à ces 28 Banques pour voir le mouvement général de nos banques modernes.

Voir la *Revue hebdomadaire de banque*, N° 28, 29, 31, 33, année 1935.

(2) En unité de mille dollars.

l'évolution du pourcentage de chaque cédule du passif, une analyse donne le tableau suivant (1) :

ANNÉES	CAPITAL ET RÉSERVES	CIRCULATION	DÉPÔTS	DIVERS	TOTAL
1921	16,05	12,74	66,06	5,15	100
1932	7,72	15,94	73,07	3,27	100

On voit qu'en 1921, le total du pourcentage des billets en circulation et des dépôts était moins de 80 % il atteignait, en 1932, près de 90 %. Cette augmentation de 10 % peut être considérée comme un progrès, puisque à mesure que les opérations de la banque se développent, la part du capital, de la réserve et des autres éléments doit être diminuée.

2) Les dépôts :

Les ressources les plus importantes servant comme fonds de roulement viennent sans conteste des dépôts (2). Si l'on compare le montant du capital et les réserves avec celui du dépôt d'une banque, celui-ci est toujours

(1) Banque de Chine. Etude des opérations des grandes banques.

(2) Le capital et les réserves ne peuvent être considérés que comme un fonds de garantie, quant à l'émission des billets, c'est sans doute une des ressources les plus importantes, et seulement elle ne peut se procurer que pour les banques d'émission et encore elle est toujours limitée par l'encaisse.

plus élevé que celui-là (1), c'est pourquoi l'augmentation ou la diminution du montant des dépôts influent directement sur l'abondance ou le resserrement des fonds de roulement d'une banque et indirectement détermine le pourcentage plus ou moins grand des profits de la banque. Donc, les dépôts sont une des plus importantes opérations de la banque, il convient de l'examiner d'abord. Quelle est l'évolution des dépôts de nos banques modernes ?

Voici un tableau (2) extrait des bilans des 28 grandes banques de Shanghai, il nous montrera ce mouvement.

ANNÉES	MONTANTS (3)	INDICES
1921	497.000.000	100
1925	783.000.000	158
1926	925.000.000	186
1927	976.000.000	196
1928	1.123.000.000	226
1929	1.320.000.000	266
1930	1.620.000.000	326
1931	1.860.000.000	374
1932	1.974.000.000	378

(1) Par exemple : en 1931, le montant du capital et des réserves, des 25 banques, membre du Syndicat des Banques de Shanghai était de 192.189.81 dollars, tandis que leur montant des dépôts était de 1.809.555.749 dollars, les premiers n'atteignent que 10 % du second.

(2) *Revue hebdomadaire de banque*, N° 28, 1935. Shanghai.

(3) Négliger les chiffres au-dessous de cent mille.

Les dépôts des principales Banques de Sanghaï étaient en 1921 moins de 500 millions de dollars ; après onze années, en 1932, ils ont atteint à peu près un chiffre de 2 milliards de dollars, ce qui leur donne une augmentation presque de quatre fois. Puisque nous avons dit que le volume des opérations de ces principales banques dépasse la moitié de l'ensemble de nos banques modernes, le résultat de ces grandes banques marque sans doute la tendance générale de nos banques modernes.

Si l'on comparait le total des dépôts de nos grandes banques modernes à celui des autres nations, on constaterait qu'il est trop faible. Sans comparer avec les grandes puissances, on se borne à mettre en parallèle le montant de nos dépôts avec celui du Japon ; la faiblesse se montre déjà grande.

	1923	POURCENTAGE	1932	POURCENTAGE
Le total de dépôts des Banques, membres de la Chambre de Compensation du Japon (1)	4.491.000	100 %	5.772.000	100 %
Celui de nos principales Banques modernes	557.000	12,4 %	1.974.000	34,2 %

Mais si on tient compte de la vitesse de l'augmentation des dépôts de nos banques modernes, il est assez bizarre de constater que les dépôts de nos banques modernes se sont augmentés de quatre fois, tandis que

(1) *The Eastern Miscellany*, N° 18, 1934. Shanghai.

ceux des autres nations sont généralement en baisse, excepté en France et en Angleterre, où les dépôts ont une légère augmentation.

Le tableau suivant prouve bien ce mouvement (1) :

NATIONS	1928	1929	1930	1931	1932
	(Unité de million)				
Etats-Unis (dollars)	56.766	55.289	53.039	45.821	41.643
Canada (dollars) ..	2.235	2.163	2.068	1.927	1.844
Angleterre (livres)	1.815	1.773	1.838	1.714	1.954
France (francs) ..	35.372	34.065	36.681	38.245	37.759
Allemagne (marks)	11.253	12.113	11.207	8.057	7.770
Italie (lires)	16.669	16.911	17.965	16.335	16.009
Japon (yens)	10.166	10.227	9.628	9.081	9.197

Quelle est la cause de cette augmentation des dépôts dans nos banques modernes, alors que les dépôts faits dans les banques des autres nations sont, dans la même période, diminués ou ralentis ? Parmi les multiples causes, nous en nommerons deux pour lesquelles tous les économistes chinois sont d'accord : premièrement, la crise économique commencée dès 1929 trouble la Chine moins qu'ailleurs parce que nous gardons toujours l'étalon-argent. Comme avant 1931 (2), presque

(1) *League of Nation, Nonthly Bulletin of Statistics*, July 1933 P. 279-282.

(2) Après l'année 1931, cette situation fut subitement changée. D'abord par la renonciation de l'étalon-or de l'Angleterre, du Japon, des Etats-Unis et des autres pays ; ensuite, par les achats de l'argent des Etats-Unis.

toutes les puissances avaient adopté l'étalon-or, l'argent était devenu, sur les grands marchés mondiaux, une sorte de marchandise ; ses prix, de hausse ou de baisse, ont suivi le même niveau de prix des autres marchandises à l'égard de l'or. Par ce mécanisme, les prix des marchandises peuvent être relativement stabilisés pour le compte de la monnaie de l'argent. La baisse de prix des marchandises était donc moins sensible chez nous que partout ailleurs. Deuxièmement, l'augmentation des dépôts de nos banques modernes est due, au moins en partie, à la diminution des dépôts de nos banques locales.

3) *Circulation.*

L'émission des billets est un des principaux éléments du passif pour les banques d'émission et aussi une des principales ressources pour ces banques. Quelle est actuellement l'évolution de notre système d'émission ?

Nous donnons ci-dessous les statistiques de l'émission de dix grandes banques (1). Le montant de leur émission atteint à lui seul un pourcentage de près de 70 % de l'émission du pays entier ; leur évolution peut donc être considérée comme l'évolution générale de la circulation.

(1) Ce sont encore celles qui ont le droit d'émission parmi les 28 grandes banques que nous avons énumérées plus haut.

ANNÉES	CIRCULATION (1)	INDICES	POURCENTAGE DE L'AUGMENTATION (+) OU DE LA DIMINUTION (—) A L'ÉGARD DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE
1921	95.948.965	100.00	
1922	114.975.436	119.83	+ 19.83
1923	140.489.048	146.42	+ 22.19
1924	151.470.874	157.87	+ 7.82
1925	205.006.026	213.66	+ 35.34
1926	228.962.163	236.63	+ 11.69
1927	262.164.410	273.23	+ 14.50
1928	308.818.375	321.86	+ 17.80
1929	350.236.497	365.02	+ 13.42
1930	412.968.588	430.40	+ 17.91
1931	393.367.870	409.98	— 4.75
1932	430.482.554	448.66	+ 9.43

L'augmentation de notre émission croît sans cesse d'année en année, excepté en 1931, où l'on constate une réduction de 4,75 % à l'égard de l'année précédente. La grande inondation dans la vallée de Yang-Tse trouble le marché monétaire.

De 1921 à 1932, dans un intervalle d'onze ans, l'émission s'est accrue de près de quatre fois et demie, elle a donc suivi à peu près le même mouvement que celui des dépôts, puisque ces derniers ont eu, dans la même période, une augmentation de quatre fois.

(1) D'après les bilans des dites Banques à la fin de chaque année.

4) *Le capital et les réserves.*

Quelle est l'évolution du capital et des réserves de nos banques modernes ? Pour éclairer cette question, nous donnons ci-dessous un tableau (1) qui est établi dans la même période, d'après les 28 grandes Banques :

ANNÉES	CAPITAUX RÉELS	INDICES	RÉSERVES	INDICES
1921	95.500.000 ⁽²⁾	100	25.300.000	100
1930	150.200.000	175	47.800.000	189
1931	155.800.000	163	47.300.000	187
1932	156.700.000	164	51.800.000	205

D'après ce tableau, on peut remarquer que, dans la même période, tandis que les dépôts de ces mêmes banques et leur circulation se sont augmentés de quatre fois ou même de quatre fois et demie, leurs réserves ne se sont accrues que du double et leur capital, dans une proportion encore moindre. D'autre part, si on compare dans la même période, le montant du passif avec les capitaux et les réserves, la diminution du pourcentage de ces derniers est assez significative. Voici le tableau :

ANNÉES	POURCENTAGE DES CAPITAUX DANS LE PASSIF TOTAL	POURCENTAGE DES RÉSERVES DANS LE PASSIF TOTAL
1921	12.69	3.36
1922	5.80	1.91

(1) *Revue mensuelle des banques*, N° 905, 1935. Shanghai.

(2) Au-dessous de dix mille dollars, les chiffres sont négligés.

B) La distribution des ressources de la Banque

Nous avons exposé la situation actuelle des opérations les plus importantes en ce qui concerne la provenance des ressources des principales banques modernes de Chine. Nous examinerons plus bas la situation actuelle en ce qui concerne la distribution de ces ressources de nos banques modernes.

1) *L'état général de l'actif.*

Faute des statistiques exactes, nous donnons encore comme exemple de l'évolution le tableau de l'actif des vingt-huit grandes Banques que nous avons précédemment citées.

ANNÉES	ESPÈCES	PLACEMENTS DIVERS	TITRES	ENCAISSE	DIVERS	TOTAL
1921.	61.800	515.300	54.300	95.900	25.100	752.400
1925	115.700	763.700	64.700	205.000	36.301	1.185.400
1930	158.500	1.420.500	233.300	413.000	76.000	2.288.300
1931	194.300	1.603.900	239.200	393.400	95.000	2.525.800
1932	353.400	1.661.900	239.200	430.500	116.500	2.701.500

Nous avons remarqué plus haut que le montant du passif des vingt-huit grandes banques de Chine s'était, de 1921 à 1932, augmenté de plus de trois fois et demie. Ici, l'augmentation du montant de leur passif suivait la même tendance. Quant à leur évolution, voici un tableau du pourcentage de chaque cédule du passif et de ses modifications :

ANNÉES	ESPÈCES	PLACEMENTS DIVERS	TITRES	ENCAISSE	DIVERS	TOTAL
1921	8.21	68.48	7.21	12.74	3.36	100.00
1932	9.38	61.55	8.86	15.94	4.27	100.00

D'après ce tableau, on peut remarquer que le pourcentage de la cédule des « Placements » avait, de 1921 à 1932, légèrement baissé, tandis que les autres catégories, comme celles de « l'encaisse », « des titres » ou « des espèces en banque », se sont augmentés et que les divers Placements n'occupent, en 1932, qu'une proportion de moins de deux tiers à l'égard de l'actif général.

2) Les placements.

On entend ici, par le mot « placement », des opérations de diverses avances à terme, des comptes courants et d'escompte.

Voici un tableau de l'évolution des placements de nos vingt-huit grandes Banques modernes :

ANNÉES	PLACEMENTS	INDICES
1921	515.318.170	100
1931	1.603.905.114	311
1932	1.661.910.732	323

L'indice du capital réel de ces banques était, en 1932, de 164, tandis que l'indice des placements était, dans la même année, de 323, soit une augmentation du double sur celui du capital. Mais si l'on compare l'augmentation des placements de ces banques avec celle de leurs dépôts, ces derniers croissent moins vite que les autres, puisque

l'augmentation des placements n'est que 323, alors que les dépôts atteignent 397.

Quant aux éléments de ces placements, comme les bilans publiés par chaque banque ne sont pas les mêmes, il est impossible de les distinguer exactement. D'après une enquête du Bureau d'Etude de la Banque de Chine, le rapport entre les avances à vue (1) et les avances à terme des treize banques (2) parmi les vingt-huit grandes banques est le suivant :

ANNÉES	AVANCES A VUE			AVANCES A TERME		
	Montants (3)	Indices	Pourcentage du total des placements	Montants	Indices	Pourcentage du total des placements
1921	221.701.818	100	59.92	148.289.736	100	40.08
1922	260.656.741	118	64.50	143.480.182	97	35.50
1923	239.054.680	108	57.20	178.860.286	121	42.80
1924	278.200.542	125	29.16	192.075.890	130	40.84
1925	324.967.360	147	56.50	250.207.310	169	43.50
1926	393.023.473	177	59.26	270.154.964	182	40.74
1927	406.986.819	184	60.14	266.713.603	180	39.59
1928	479.502.926	216	62.19	291.590.437	196	37.81
1929	594.672.055	268	68.86	268.939.709	181	31.14
1930	669.012.582	302	69.50	293.623.136	198	30.50
1931	651.224.672	294	61.11	414.433.419	279	38.89
1932	621.470.344	280	58.52	441.087.634	297	41.48

(1) Les escomptes sont compris dans les avances à vue.

(2) Ce sont la Banque de Chine, Banque des Communications, Banque Commerciale de Che-Kiang, Banque Industrielle de Che-Kiang, Banque de Kiangsu, Banque de Chingpha, Banque Commerciale de Yien-Yieh, Banque de Kiencheng, Banque Agricole et Industrielle de Chine, Banque Continentale, Banque de Tung-Lai, Banque de Yung-Hung et Banque de Teon-Nan.

(3) Banque de Chine : *Les Bilans et les Opérations des Grandes Banques Modernes de Chine*. P. 125. Shanghai.

D'après ce tableau, on doit remarquer que le pourcentage des avances à vue (comptes courants et escomptes) à l'égard du total des placements était de 69,5 %, à son maximum et de 56,5 %, à son minimum, tandis que le pourcentage des avances à terme à l'égard du total des placements était de 43,5 %, au maximum et de 30,5 %, au minimum, leur rapport en moyenne est donc de 60 % pour les premiers et de 40 % pour les derniers.

Quant à la question de garantie de ces placements, d'après une enquête de M. K. C. Tchang, banquier très connu à Shanghai, publiée dans la Revue mensuelle des Banques (1), le résultat est comme suit : 80 % des avances à échéance et de 60 % des avances à court terme sont garanties par des contre-valeurs immobilières ou mobilière, le reste du crédit est pris par l'engagement personnel (2).

3) *Les Titres*

Dans cette rubrique, on désigne par le mot « titres », les titres d'Etat, les actions, les obligations et les autres valeurs pouvant être traitées en bourse. Quel est le total des titres que possèdent les banques modernes, et quel est leur pourcentage à l'égard du montant de l'actif ? D'après les bilans publiés par les vingt-huit grandes

(1) N° 912, année 1935. Shanghai.

(2) Les traites sont-elles considérées comme garantie matérielle ou non ? Dans cette enquête, il n'a pas précisé. Mais malgré ses défauts, le résultat peut nous donner une idée approximative.

banques à la fin de chaque année, nous pouvons dresser un tableau comme suit :

ANNÉES	MONTANT DES TITRES	POURCENTAGE A L'EGARD DU MONTANT DE L'ACTIF
1921	54.310.131	7.15
1922	55.879.609	6.89
1923	50.347.447	5.73
1924	60.047.282	6.17
1925	64.730.228	5.39
1926	90.058.145	6.47
1927	104.324.217	7.14
1928	126.221.778	7.46
1929	141.893.322	7.31
1930	222.311.189	9.57
1931	239.236.974	9.31
1932	240.917.778	8.69

D'après ce tableau, on voit que les fonds de roulement utilisés par des Banques dans les opérations des achats de titres, varient chaque année en pourcentage à l'égard du total de l'actif. Ils varient entre 5,79 % et 9,57 %. La moyenne du pourcentage des capitaux investis dans les opérations des titres à l'égard de l'actif général des banques modernes était donc de près de 7,5 %.

Quant à la question de savoir quels sont les éléments qui constituent ce stock de titres des banques modernes, d'après une enquête de M. Ou Tchen-Si (1), leur distri-

(1) Dans son œuvre : « *Banques Chinoises* », P. 74, 1934. Shanghai.

bution approximative est ceci : Un tiers des titres composés d'action d'obligations et d'autres valeurs étrangères, le reste de deux tiers se compose uniquement des titres d'Etat.

4) *Les Espèces en Caisse*

L'évolution des espèces en caisse des dites 28 grandes banques est comme suit (1) :

ANNÉES	ESPÈCES EN CAISSE	POURCENTAGE A L'EGARD DU MONTANT DE L'ACTIF
1921	61.800.000 ⁽²⁾	8.1
1925	25.700.000	9.6
1927	123.200.000	8.4
1929	139.500.000	7.6
1930	156.500.000	6.7
1931	194.300.000	7.5
1932	253.400.000	9.2

D'après ce tableau, l'augmentation des espèces en caisse était, en 1932, de plus de quatre fois élevé qu'en 1921. Mais cette augmentation simple et pure ne signifie rien d'utile en elle-même, puisqu'elle peut s'expliquer par un mauvais résultat comme celui d'une surabondance du capital et des dépôts ou d'une diminution des avances, faute de clients. Ce qui est important à examiner, ce sont les espèces en caisse comparées avec les dépôts.

(1) *Revue hebdomadaire de banque*, N° 912, 1935. P. 24.

(2) Les chiffres au-dessous de dix mille dollars sont négligés.

Quel est le rapport des espèces en caisse avec les dépôts de ces mêmes Banques ? Le tableau suivant montre bien ce mouvement (1) :

ANNÉES	POURCENTAGE
	DE L'ESPÈCE EN CAISSE A L'ÉGARD DE DIVERS DÉPÔTS
1921	12.43
1922	10.24
1923	11.90
1924	12.30
1925	14.76
1926	13.30
1927	12.62
1928	10.92
1929	10.57
1930	9.66
1931	10.44
1932	12.83

On voit bien que les espèces en caisse n'ont pas été augmentées à l'égard de divers dépôts ; leur pourcentage oscillait entre 9,66 % et 14,76 %.

Quant à leur rapport avec les comptes courants créditeurs de la banque, le résultat est comme suit :

(1) Ou Tchen-Si, *Banques Chinoises*, 1934. P. 93.

ANNÉES	POURCENTAGE
	DE L'ESPÈCE EN CAISSE A L'ÉGARD DES COMPTES COURANTS CRÉDITEURS
1921	17.57
1922	12.49
1923	11.36
1924	12.89
1925	13.38
1926	13.65
1927	11.83
1928	8.93
1929	8.06
1930	6.61
1931	10.82
1932	19.29

Tous ces chiffres sont empruntés à une moyenne des 28 banques. Naturellement, les rapports entre les espèces en caisse et les comptes courants créditeurs de chaque banque sont différents. D'ailleurs, dans les autres pays, l'oscillation en est aussi grande (1), il n'y a pas de rapport variable : Tout dépendra des habitudes sociales où travaillent les banques et c'est aux banquiers de prendre le soin de les déterminer par une longue expérience.

(1) Par exemple : en 1929, le moyen des espèces en caisse était de 43 % à l'égard des comptes courants créditeurs en Australie, tandis qu'au Mexique, de 27 %, aux Etats-Unis, de 15 %, en Allemagne, de 10 %, et en Italie, de 9 %. Voir League of Nations, Commercial Banks, 1913-1929. P. 53.

CHAPITRE II

L'état actuel des Banques Indigènes

Dans la première partie, nous avons décrit la constitution, l'organisation et les opérations de nos banques indigènes et démontré, en même temps, qu'il y a deux sortes de banques indigènes, à savoir : les banques de Shan-Si et les banques locales. Dans ce chapitre, nous allons aussi les décrire séparément.

SECTION I

L'AGONIE DES BANQUES DU SHAN-SI

Après avoir occupé une position prépondérante sur notre marché monétaire, les banques du Shan-Si étaient

depuis la fin de la dynastie des Tsings en décadence (1). De 1862 à 1908, dans la période de leur prospérité (2), il y avait une soixantaine de grandes Maisons Centrales avec leurs succursales installées partout dans les grandes villes (3). En 1917, il restait encore 32 banques du Shan-Si à Shanghai, et 23 à Tien-Tsin, aujourd'hui il n'y en a que quatre à Shanghai : ce sont Ta-de-Ton, Ta-de-Heng, Sen-Tsin-Yang et Je-Sen-Tchang (4) et quatre à Tien-Tsin : ce sont Ta-de-Ton, Ta-de-Heng, Ta-Sen-Tchuou et Sen-Tsin-Yang (5). D'ailleurs, ces banques actuelles ne ressemblent plus à leur type d'autrefois, elles se sont adoptées aux circonstances présentes. Leurs opérations principales, comme le change intérieur (6), ont perdu beaucoup d'importance depuis que les communications sont devenues commodes. A vrai dire, les banques du Shan-Si qui existent à présent sont, au point de vue de leurs opérations, exactement comme les banques locales.

En résumé, d'après l'opinion de nos économistes (7), les banques du Shan-Si furent, depuis leur décadence,

(1) Voir première partie, chapitre II, section IV.

(2) Voir la même section indiquée ci-dessus.

(3) *Revue mensuelle de la Banque centrale de Chine*, N° 1, année 1935. P. P. 13-15.

(4) *Revue mensuelle de la Banque centrale de Chine*. N° I. année 1935. P. P. 18-19.

(5) Yang Yin-Pou, *Traité du marché monétaire de Chine*. 1934. P. 276.

(6) Voir première partie, chapitre II, section III.

(7) Yang Yin-Pou, *Traité du marché monétaire de Chine*. Année 1934. P. P. 24-25 ; et *Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine*. N° 1. P. P. 1-11. Année 1935.

remplacées par les Banques locales, elles finiront, tôt ou tard, par disparaître complètement de nos marchés monétaires. Les quelques banques du Shan-Si existantes aujourd'hui ne se distinguent des autres que par leur organisation, quant à leurs opérations, ce sont les mêmes que celles des banques locales. D'ailleurs, le nombre et l'ensemble de leurs affaires sont actuellement insignifiants vis-à-vis des autres sur notre marché monétaire.

D'après l'expression d'un de nos économistes (1), les banques du Shan-Si sont à la fois battues par les banques locales et par les banques modernes ; celles qui restent aujourd'hui sont en agonie. Cela montre exactement leur situation actuelle.

SECTION II

LA LUTTE DES BANQUES LOCALES

Nous avons dit dans la première partie que les banques locales ou Tsien-Tchouangs étaient, entre la décadence des banques du Shan-Si et le développement des banques modernes chinoises, le seul mécanisme puissant sur le marché monétaire de Chine (2). Mais depuis que nos banques modernes se sont peu à peu développées, quelle est la situation actuelle des banques locales, comment peuvent-elles résister, jusqu'à présent, à la concurrence de celles-ci ? C'est ce que nous allons examiner.

(1) Ma Ying-Tsou, *Collection des discours économiques*.
Tome 3. P. P. 324-325.

(2) Voir la première partie, chapitre III.

A) *Leur situation actuelle*

En ce qui concerne la situation actuelle des banques locales, il est intéressant de comparer leur capital avec celui de nos banques modernes. D'après une enquête minutieuse de M. Kou Pau-Hen, publiée dans la Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine (1), le capital des principales banques locales de Chine est évalué à 600 millions de dollars, tandis que celui de nos principales banques modernes s'est élevé à 3 milliards de dollars (2). Les capitaux des premières n'atteignent donc qu'un cinquième des dernières. Mais, si les capitaux des banques locales sont inférieurs à ceux des banques modernes, les établissements de celles-là sont beaucoup plus nombreux, de même que leur champ d'activité est plus vaste. Nous avons dit que le nombre de nos banques modernes, tant centrales que succursales, s'élève à présent à 1.406 établissements (3). D'après notre enquête, appuyée sur la publication des noms des banques locales dans l'annuaire de banque 1935 et dans les plusieurs revues (4), l'ensemble des banques locales a dépassé déjà

(1) Septembre 1935.

(2) Tous ces chiffres ne sont pas le total exact du capital de l'une et de l'autre catégorie de banques. Mais on croit, sans doute, d'après son enquête, que ces sommes peuvent au moins être présentées les deux tiers du total. D'ailleurs, ce qui nous intéresse ici le plus, c'est la comparaison du total des capitaux de deux catégories de banques.

(3) Voir la même partie, chapitre I, section II.

(4) Notamment la *Revue mensuelle de la Banque de Chine*, N° 28 à 39, année 1935 ; la *Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine*, série 10, N° 1 à 12, année 1935 ; et la *Revue hebdomadaire des Banques*, N° 887 à 951, année 1935.

un chiffre de huit mille établissements. Quoique nous ignorions leur total exact, puisque le nombre des banques locales ne pourrait, en aucun cas, être inférieur à ce chiffre, il est raisonnable d'affirmer que nos banques locales sont jusqu'à présent beaucoup plus nombreuses que nos banques modernes, bien que le nombre total des banques locales soit déjà diminué depuis le développement des banques modernes (1).

D'autre part, en ce qui concerne l'étendue des banques locales, il est sans conteste que celles-ci sont, jusqu'à présent, beaucoup plus étendues que les banques modernes. Dans l'annuaire de banque 1935, on trouve les tableaux des banques modernes et des banques locales groupés par régions (2). Si nous les rapprochons, il est facile d'affirmer que là où il y a des banques modernes, il existe toujours des banques locales à côté d'elles. Mais qu'au contraire, là où il y a des banques locales, les banques modernes manquent souvent. Les premières se sont dispersées aussi bien dans les villes que dans les petits villages, tandis que les secondes ne sont installées que dans les grandes villes à population intense.

Quant à l'état des opérations des banques locales, il est impossible de donner des statistiques exactes. A cause

(1) Le nombre exact de leur diminution manque. Mais dans les grandes villes, à l'exception de Shanghai, cette tendance est très nette. Voir *Chang Hi-Tao. L'Etude des Banques locales, Shanghai, 1933.*

(2) *Annuaire de Banque, 1935. P. P. C. 1-93 et J. 1-83. Shanghai.*

de la nature de leur constitution (1), les banques locales n'ont jamais publié régulièrement des bilans pour nous permettre de les constater. D'après les enquêtes faites par les banquiers ou économistes, ou d'après les faits que nous avons déjà montrés, nous pouvons dire ce qui suit :

Premièrement, dans le commerce d'importation ou d'exportation des marchandises, à Shanghai particulièrement, les relations des commerçants sont plus étroitement liées avec les banques locales qu'avec les banques modernes. C'est par l'usage des billets à ordre des banques locales, acceptés de préférence par les milieux de commerçants étrangers (2), que le volume des opérations des banques locales semble être supérieur à celui des autres banques modernes (3).

Deuxièmement, dans les petites localités où il n'y a pas de banques modernes, la banque locale est le seul mécanisme du marché monétaire, toutes les opérations sont accaparées par elle. Comme les banques modernes n'ont été établies jusqu'à présent que dans les grandes villes, les opérations des banques locales dans le reste de multiples localités sont naturellement considérables.

Troisièmement, dans l'impossibilité de trouver des statistiques pour montrer l'état actuel des affaires des

(1) Toutes les banques locales sont constituées sous formes de société en nom collectif. Voir première partie, chapitre III, section I.

(2) Voir première partie, chapitre IV, section III. Emission des billets à ordre des banques locales.

(3) *Revue hebdomadaire des banques*, N° 744. P. 2. Article de M. Tshen Kouang-Pou.

banques locales, citons un exemple de statistique ; c'est le montant des effets compensés dans la même période à Shanghai à la Chambre de Compensation des Banques Locales et à celle des Banques Modernes, la comparaison des chiffres permet d'apprécier la puissance de ces deux sortes de banques.

Tableau comparatif du montant des effets compensés aux Chambres de Compensation à Shanghai en 1935 (1).

MOIS	CHAMBRE	CHAMBRE
	DE COMPENSATION DES BANQUES LOCALES	DE COMPENSATION DES BANQUES MODERNES
1	1.201.623.500	316.279.467
2	494.106.000	226.817.860
3	785.506.500	280.391.637
4	816.640.000	292.334.511
5	700.469.500	287.587.278
6	978.438.500	277.937.651
7	1.277.291.500	265.989.508
8	1.356.328.000	288.440.206
9	1.409.681.500	292.725.545

D'après le tableau précédent, de janvier à septembre 1935, le chiffre total de la Chambre de Compensation des Banques Modernes est de 2.528.503.703 dollars, tandis que celle des Banques Locales atteint à 9.091.485.000 dollars, soit une différence de 100 à 357. On peut dire donc

(1) *Revue mensuelle de la Banque Centrale de Chine*, P. 216, Octobre 1935.

qu'à Shanghai la Chambre de Compensation des Banques Locales est encore plus forte que celle des Banques Modernes, puisque le montant des effets compensés à la première Chambre est de beaucoup supérieur à la Seconde.

Jusqu'à présent, il y a encore beaucoup de banques modernes qui ne sont pas membres de l'une ou de l'autre Chambre de Compensation, mais qui chargent une des banques locales, membre de la Chambre de Compensation des Banques Locales, de faire liquider leurs effets pour leur compte. C'est pour cette raison que le volume des échanges dans la Chambre de Compensation organisée par les banques locales à Shanghai est supérieur à celui des banques modernes.

Mais pourquoi ces banques modernes demandent-elles à une des banques locales de faire liquider leurs effets dans la Chambre de Compensation des Banques Locales et ne veulent-elles pas échanger leurs effets à celle organisée par les banques du même genre ? Pour deux raisons (1) : D'abord, parce que la Chambre de Compensation des Banques Modernes n'est organisée que depuis 1933. Auparavant, les banques modernes avaient coutume de charger une des banques locales, membre de la Chambre de Compensation des Banques Locales, de faire liquider leurs effets. Ensuite, parce que les relations des commerçants avec les banques locales sont, à Shanghai surtout, plus intimes qu'avec les banques modernes.

(1) Ly Chuan-Che : *Les banques locales de Shanghai*.

B) *Comment les banques locales peuvent-elles résister à la concurrence des banques modernes ?*

A cette question compliquée, nous croyons que la réponse de M. Ou Tsen-Shib, dans son livre intitulé « Banque Chinoises » (1), nous donne une raison exacte et simple. Il analyse d'abord que, par la nature de leur organisation, par la puissance de leurs capitaux, le choix de la clientèle des banques modernes s'adaptent naturellement aux grands commerçants et industriels et préfèrent avancer des crédits sur garantie réelle que sur une garantie personnelle. Au contraire, le choix de la clientèle de nos banques locales, à cause de leur organisation simple et de leurs faibles capitaux, s'adaptent mieux aux petits commerçants ou industriels ; leurs clients sont presque toujours fixes, les montants de chaque opération sont moins élevés, l'étendue des affaires est locale. Pour ces raisons, il est facile d'étudier le crédit personnel de chaque client et le surveiller de près et difficile d'obtenir des garanties réelles qui, généralement, manquent à ces modestes clients. C'est pourquoi la garantie des avances des banques locales sont, contrairement à celle exigée par les banques modernes, appuyée pour la plupart sur le crédit personnel et non pas sur la garantie matérielle (2).

(1) *Shanghai*, 1934. P. P. 117-123.

(2) Les banques locales de Shanghai ont peu à peu changé cette habitude. Mais, dans les autres régions, surtout dans les petites villes ou localités, elles en gardent toujours. Ou Tsen-Shib : *Banques Chinoises*, année 1934. P. 122.

Mais, poursuit M. Ou, comme la Chine reste aujourd'hui dans un état de l'avant-capitalisme, le développement des grandes entreprises, la circulation des énormes stocks de marchandises et les systèmes complets des effets de commerce : toutes ces conditions nécessaires au développement des banques modernes sont encore inexistantes ou, tout au plus, elles sont à leur début, il résulte donc que nos banques modernes ne peuvent se développer seules sans que les autres entreprises modernes chinoises, d'où elles sont nées, ne soient pas développées. Autrement dit : Le développement de nos banques modernes dépend de celui de nos entreprises modernes.

Or, précisément notre grand commerce et industrie sont à peine développés, le champ d'activité de nos petits ou moyens commerçants et industriels est encore immense. Comme les banques locales s'adaptent mieux aux habitudes et aux désirs de nos petits commerçants et industriels, il est donc permis de dire que, pour cette raison, et malgré la concurrence redoutable de nos banques modernes, les banques locales peuvent leur résister jusqu'à présent.

CHAPITRE III

L'avenir de l'entreprise bancaire de la Chine

Après avoir décrit la situation du passé et du présent de nos banques indigènes et modernes, nous voulons maintenant poser deux questions et nous efforcer d'y répondre. Premièrement, l'avenir de notre entreprise bancaire appartiendra-t-il à quelle sorte de banques ? Aux banques locales ou aux banques modernes ? Si nous estimons que l'avenir appartient aux banques modernes, dans quelles conditions pourront-elles y parvenir ? Quelle sera leur perspective ? C'est ce que nous allons examiner.

SECTION I

L'AVENIR DE L'ENTREPRISE BANCAIRE APPARTIENDRA-T-IL AUX BANQUES LOCALES (1) OU AUX BANQUES MODERNES ?

Appuyée sur les statistiques et les faits que nous avons exposés plus haut, il semble que la réponse est celle-ci :

L'avenir de notre entreprise bancaire appartiendra sans doute aux banques modernes, toutefois, la disparition complète de nos banques locales, remplacées progressivement par nos banques modernes, n'est pas œuvre de demain ; elle ne peut se réaliser que dans une longue période à grands échelons. Nous les expliquerons séparément.

D'abord, pourquoi l'avenir de notre entreprise bancaire appartiendra-t-il à nos banques modernes, non pas à nos banques locales ? Nous pouvons en donner trois raisons, d'après les études faites jusqu'ici.

1) Par suite de l'ouverture des ports aux étrangers, le développement du commerce international et l'organisation des grandes industries ont bouleversé subitement la vie économique de la Chine. Comme nos banques locales ne pouvaient répondre aux besoins du marché bancaire, c'est à ce moment que nos banques modernes

(1) Dans la catégorie de banques indigènes, nous avons exposé deux sortes de banques : banques du Shan-Si et banques locales (ou Tsien-Tchouangs). Au cours de notre exposé, nous avons déjà montré que les banques du Shan-Si étaient battues à la fois par les banques locales et les banques modernes, il ne donne donc pas question pour être exposé ici. Voir sur ce point première partie, chapitre II ; et quatrième partie, chapitre II, section I.

se formèrent et se développèrent (1). L'organisation des banques modernes s'adaptait mieux aux nouveaux besoins, tandis que les banques locales ne reflétaient qu'une organisation d'un ancien régime économique ; il est donc permis d'affirmer qu'au point de vue historique, l'avenir appartiendra toujours à des nouvelles organisations et il ne pourrait, en aucun cas, reculer en arrière.

2) L'organisation des banques locales est trop simple, elle est toujours fixée d'après les vieilles méthodes (2) ; elle ne peut donc se perfectionner avec le progrès social ; tandis que l'organisation de nos banques modernes est adoptée à la fois d'après les meilleures méthodes étrangères et chinoises ; elle tient compte de la nécessité économique et se perfectionne selon les circonstances.

3) D'après nos études, la première banque moderne fondée par le Chinois ne date que d'octobre 1896 (3). L'histoire de nos banques modernes n'a donc pas plus de quarante ans, tandis que l'organisation de nos banques locales est vieille de plus de deux siècles. Toutefois, le développement des banques modernes est beaucoup plus rapide, non seulement le droit d'émission et le service du Trésor appartiennent aujourd'hui exclusivement à elles (4), mais les capitaux réels mis à leur disposition dépassent de quatre fois les capitaux confiés aux banques locales (5).

(1) Voir deuxième partie, chapitre I, section I.

(2) Voir première partie, chapitre III.

(3) Voir deuxième partie, chapitre I, section I.

(4) Voir troisième partie, chapitre II.

(5) Voir quatrième partie, chapitre II, section II.

D'ailleurs, nous avons constaté que, d'après les statistiques, le volume des opérations des banques modernes s'augmentait très rapidement ; une partie de cette augmentation est faite au détriment des banques locales (1). On peut affirmer donc que cette question est aussi un fait accompli.

Pour répondre à la seconde question que nous avons posée plus haut, c'est-à-dire : pourquoi la disparition complète de nos banques locales n'est pas œuvre de demain, pourquoi elle ne peut se réaliser que dans une longue période à grands échelons, il faut faire les observations suivantes :

D'abord, parce que le développement de nos banques modernes dépend des entreprises modernes, tant que celles-ci ne seront pas modernisées, tant que les anciennes maisons commerciales ou industrielles existeront encore, la clientèle des banques locales existera toujours. Ensuite, parce que les coutumes (2), et les habitudes traditionnelles (3) de nos commerçants ne peuvent être changées facilement ; tant qu'ils auront ces habitudes, ils aimeront de préférence s'adresser aux banques locales

(1) Voir quatrième partie, chapitre I, section III.

(2) Par exemple, nos commerçants considèrent qu'on leur demande des garanties matérielles pour les avances comme déshonoré.

(3) Par exemple, nos commerçants vendent leurs marchandises à crédit sans papier, et se contentent d'inscrire seulement le montant dû par leurs clients sur le livre de comptes. Voir deuxième partie, chapitre I, section II.

qui conviennent mieux à leurs désirs. Pour ces doubles raisons, la disparition complète de nos banques locales demandera encore un certain temps (1).

SECTION II

APERÇU SUR LES BANQUES MODERNES

Puisque nous avons vu que l'avenir de nos entreprises bancaires appartient désormais à nos banques modernes, nous ne pouvons nous empêcher, naturellement, de nous demander quel sera le développement de nos banques modernes ? A cette question, il faut répondre de deux façons : En ce qui concerne leur situation future, nous ne pouvons rien escompter, parce qu'elle dépend des circonstances et du développement des autres entreprises. Pour pouvoir le dire, il faut examiner l'ensemble des problèmes, l'étude que nous avons faite ne nous permet pas de l'expliquer. Pour ces raisons, ce que nous pouvons dire, c'est que l'organisation de ces banques est loin d'être parfaite. N'y-a-t-il pas des lacunes dans leur propre mécanisme ? Parce que, même si les circonstances extérieures laissent entrevoir que leur développement peut être immense si leur propre organisation est défectueuse, leur développement est fatalement mesuré.

Or, nous avons déjà démontré qu'il y a beaucoup

(1) Sur ce point, la vue de nos auteurs est la même. Sen Pé-Lien : *Etude des Banques Chinoises*, Shanghai, 1933.

de lacunes dans notre Banque Centrale (1). Avec ces lacunes, notre Banque Centrale est devenue impuissante. Elle ne peut vraiment remplir sa mission de banque des banquiers et, faute d'une puissante banque centrale, les autres banques, dans un moment difficile, ne peuvent demander secours à notre Banque Centrale. On voit que le système bancaire de la Chine reste donc encore incomplet. C'est là le vrai danger pour notre entreprise bancaire et aussi le danger pour notre marché monétaire et financier.

Si nous voulons rendre notre Banque Centrale toute puissante, deux problèmes doivent être immédiatement résolus (2) : celui de concentration du droit d'émission ; celui du développement des opérations d'escomptes. Cette dernière question est naturellement plus difficile à résoudre puisqu'il s'agit d'abord de changer l'habitude des commerçants (3).

Il a été fait quelques projets en vue de développer l'escompte sur notre marché monétaire (4). Le premier est formulé par M. Tchang Con-Kuan, grand banquier. D'après lui, l'escompte ne peut être développé chez

(1) Voir deuxième partie, chapitre IV, section I : *Les lacunes de notre Banque Centrale*.

(2) Sur ce point, tous nos économistes et banquiers sont d'accord. Beaucoup de livres se proposent à ce sujet, entre autre, voir celui de M. Ma Ying-Tchou, dans son « *Etude des Banques Chinoises* », Shanghai.

(3) Par exemple, à cause de la vente à crédit sans papier des commerçants, il manque d'abord d'effets traitables à escompter.

(4) Ma Ying-Tchou, *Etude des Banques Chinoises*, Shanghai, 1934, P. P. 147-159.

nous tant qu'il manquera du papier bancable. Si l'on peut modifier quelques mots dans une reconnaissance de dette écrite par les commerçants pendant la vente, elle peut donc servir comme une traite à escompter, et alors le manquement des effets sur notre marché monétaire peut enfin avoir des remèdes. Pour ces raisons, M. Tchang se propose de lancer par la banque un nouvel acte de reconnaissance de dette, dont les termes sont déterminés d'avance. Par exemple, pour la vente, si les créanciers veulent imposer à leurs débiteurs d'écrire d'après la formule indiquée les reconnaissances de dette, celles-ci peuvent servir de traites. Il pense que si cet usage était accepté par les commerçants, cela pourrait remédier au manquement des effets bancables sur notre marché monétaire (1).

Le deuxième et le troisième projets émanent de M. Ma Ying-Tchou. Il considère que le Gouvernement et les banques peuvent trouver des moyens d'encourager les opérations d'escompte. En ce qui concerne le Gouvernement, il pourrait les encourager par l'exonération d'impôts. Par exemple, supprimer tous les impôts sur les effets à escompter et fixer un droit de timbre sur les effets de tous les autres opérations d'avance. Enfin, en ce qui concerne les banques, il se propose de les encourager par le moyen de l'intérêt différentiel. En effet, si les banques pouvaient établir un intérêt d'escompte légèrement plus bas que les avances sur garanties,

(1) Ma Ying-Tchou, *Etude des Banques Chinoises*, P. P. 148-149.

leurs clients préféreraient cet escompte aux autres opérations, c'est peut-être un des moyens d'encouragement de l'escompte le plus sûr (1). Parmi ces projets, le premier a été adopté par la Banque de Chine, mais les autres ne sont pas encore appliqués jusqu'à présent.

*
**

Quant à la concentration du droit d'émission en vue de donner à la Chine une banque centrale puissante pour qu'elle puisse vraiment remplir sa propre tâche, il semble qu'on a bien compris chez nous son importance et qu'on s'efforce d'atteindre ce but. En effet, pendant que nous écrivons ces lignes, notre Gouvernement vient de signer de nouveaux décrets réglant le droit d'émission. Bien que leur but principal soit la réforme du système monétaire de la Chine, nous croyons utile de les mentionner ici, parce qu'ils changeront en même temps le système d'émission des billets de banque et la situation de la Banque Centrale de Chine. Voici le décret (2) du Gouvernement, accompagné avec l'ordonnance du Ministère des Finances, publié le 3 novembre 1935 :

« Considérant que depuis que la récente crise bouleverse le monde, les principales nations sont obligées

(1) Ma Ying-Tchou, *Etude des Banques Chinoises*. P. P. 149-151.

(2) Les six articles qui se trouvent dans cette ordonnance sont le décret parce qu'ils sont soumis à l'approbation du Conseil des Ministres.

de modifier leur politique monétaire et d'interdire la libre circulation des métaux précieux. »

« Considérant que la hausse du prix de l'argent sur le marché étranger a pris une allure très rapide, la monnaie chinoise a subi un grand trouble de cette hausse. Non seulement le resserrement de la circulation et du crédit qui se manifeste partout a causé la ruine de notre industrie et de notre commerce, mais encore a produit la fuite de l'argent à l'étranger. Et notre balance commerciale est sans cesse troublée. »

« Depuis juillet jusqu'au milieu octobre 1934, dans un intervalle de trois mois et demi, le montant de la fuite de l'argent à l'étranger s'est élevé à plus de 200 millions de dollars. Si on n'avait pas pris de mesures efficaces, le stock d'argent national aurait été tout épuisé. Pour empêcher sa fuite, le Ministère a envisagé des mesures indispensables. Il a établi, depuis le 15 octobre 1934, des taxes, dont l'une dite «Taxe de l'exportation de l'argent», l'autre « Taxe de l'équilibre du prix d'argent ».

« Dès que ces mesures ont été prises, la fuite de l'argent s'est arrêtée au moins publiquement. Mais cette démarche ne peut être efficace que provisoirement. Depuis un an, les plaintes des commerçants et des industriels affluent sans cesse au Gouvernement, et lui demandent de prendre d'autres mesures plus énergiques pour les sauver. D'ailleurs, la crise s'aggrave de plus en plus, les souffrances sociales se manifestent partout. Si on laissait cet état exister encore longtemps, quelle serait notre vie économique de demain, personne n'ose y penser. Pour couper court à cet état des choses, pour redresser l'économie nationale, le Gouvernement croit

nécessaire de sauvegarder d'abord la réserve de la circulation. Appuyé sur les récents exemples des autres nations, nous ordonnons ce qui suit : »

« 1° A partir du 4 novembre 1935, les billets émis par la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine et la Banque des Communications seront la seule monnaie légale. Tout paiement privé ou public s'effectuera avec la monnaie légale, il sera strictement défendu d'employer des monnaies métalliques. En cas de fraude, elle sera confisquée. De plus, toute personne qui aura caché des monnaies métalliques, en vue d'éviter l'échange de la monnaie légale, sera punie sévèrement. »

« 2° Les billets émis par les banques autres que la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine et la Banque des Communications pourront circuler provisoirement. Le chiffre de l'émission de ces banques sera limité respectivement d'après le montant de leur émission du 3 novembre 1935. Ces billets, ainsi autorisés à circuler, devront être retirés progressivement et être échangés contre la monnaie légale d'après la décision ultime du Ministère des Finances. Avant leur disparition, leur encaisse légale ainsi que les billets qui ne sont pas mis en circulation ou qui en sont retirés devront être délivrés au *Comité de l'Administration de Réserve*. »

« 3° En vue d'administrer l'encaisse métallique de l'émission, des opérations de l'émission, et de l'échange des billets, un comité dit « Comité de l'Administration de Réserve » sera constitué spécialement dans ce but. Les statuts de ce Comité seront publiés séparément ».

« 4° Tous les établissements de crédit et de commerce, toutes les organisations publiques ou privées et tous les

particuliers qui possèdent des espèces d'argent en monnaie ou en lingot, à partir du 4 novembre 1935, devront les délivrer au dit Comité ou à des banques qui sont désignées par le Comité et les échanger contre la monnaie légale des billets. La valeur des espèces en monnaie sera estimée d'après leur valeur nominale, et la valeur des autres espèces en lingot d'après leur poids d'argent ».

« 5° Nonobstant toute clause déterminée, les contrats stipulés en unité de monnaie d'argent devront être effectués à l'échéance de la même somme par la monnaie légale ».

« 6° Pour obtenir la stabilité du change, la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine et la Banque des Communications devront acheter ou vendre les devises étrangères en quantités illimitées ».

« Le principal but de cette réforme, rédigée dans les six articles ci-dessus, est le redressement de l'économie nationale et non pas un aménagement financier. Pour ces raisons, d'une part, l'organisation de la Banque Centrale devra être améliorée afin qu'elle puisse assumer sa propre tâche : d'être la banque des banques. D'autre part, l'ensemble du système bancaire devra être réformé. A la condition de respecter les conditions de sécurité indispensable, on doit accélérer la circulation des ressources de banque, afin que nos banques puissent disposer de plus de capitaux pour répondre aux besoins de nos entreprises nationales. De plus, en vue de rendre plus facile la liquidation des immeubles, l'organisation des banques hypothécaires et la modification de la loi de garantie de l'immeuble est nécessaire et opportune : tous ceux que nous citons ci-dessus, nous avons déjà formé des projets

qui seront incessamment approuvés par l'Etat et réalisés l'un après l'autre ».

« Quant à l'aménagement des finances nationales, nous avons aussi formé de nouveaux projets pour équilibrer réellement notre budget. Désormais, l'émission des billets de banque sera concentrée, la réglementation de l'encaisse sera strictement observée. Mais toute réforme politique dépend de la compréhension et de la coopération du peuple. Nous espérons que tous nos citoyens voudraient bien répondre à nos appels afin que la prospérité du pays puisse être promptement réalisée, etc... »

En même temps que cette ordonnance, une déclaration du ministre des Finances était publiée. On trouve dans cette déclaration, à part les explications de l'esprit de l'ordonnance, un intéressant projet de la réforme de notre Banque Centrale et qui est ainsi conçu :

« ... La Banque Centrale de Chine deviendra bientôt la Banque Centrale de Réserve, la plupart de ses capitaux devront être fournis par le public et par les autres banques afin qu'elle soit indépendante vis-à-vis de l'Etat et des autres organes et qu'elle puisse consacrer sa force à stabiliser nos monnaies. Les opérations principales de la Banque Centrale de Réserve seront les suivantes : 1°) La gestion de la réserve des autres banques ; 2°) Le Service du Trésor ; 3°) L'administration des fonds publics ; 4°) Le réescompte ; et 5°) L'émission des billets (1). Les

(1) Le ministre dit notamment que la Banque Centrale de Réserve sera jouie exclusivement le droit de l'émission des billets. Mais il compte de le réaliser d'ici deux ans.

opérations ordinaires de la banque commerciale lui est défendues ».

Tant que l'émission des billets conserve le même aspect, tant que la Banque Centrale de Chine ne sera pas encore transformée en une Banque Centrale de Réserve, toute l'encaisse des banques d'émission, aussi bien les trois Banques officielles (1) que les autres banques ayant émis les billets en circulation, doit être délivrée au Comité de l'Administration de Réserve qui est institué exclusivement pour assurer cette tâche. Les Règlements de ce Comité sont publiés par le Ministère des Finances en même temps que l'ordonnance et la déclaration que nous avons cité plus haut. Le Comité a pour but de « concentrer l'émission des billets et consolider la confiance du public en monnaie légale », comme l'écrit le Règlement dans son premier article.

Le service de ce Comité est déterminé dans les articles 5 et 7 du Règlement, il doit assurer :

- 1°) Administration de l'encaisse des banques d'émission.
- 2°) L'émission des billets.
- 3°) Echange des billets (article 5).
- 4°) Publications du bilan de l'émission (2) (article 7).

Le Comité se compose de : 1°) un délégué du Ministère des Finances ; 2°) deux délégués de la Banque Centrale de Chine ; 3°) deux de la Banque de Chine ; 4°) deux

(1) Notamment, la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine et la Banque des Communications.

(2) La publication aura lieu tous les mois.

de la Banque des Communications ; 5°) deux du Syndicat des Banques Modernes ; 6°) deux du Syndicat des Banques Locales ; 7°) deux de la Chambre de Commerce ; 8°) cinq délégués des autres banques d'émission qui seront désignés par le Ministère des Finances (article 2). Le Président de ce Comité sera le Gouverneur de la Banque Centrale de Chine (article 3).

Après avoir décrit l'ordonnance et la déclaration du Ministre des Finances et esquissé le Règlement du Comité de l'Administration de Réserve, nous allons maintenant essayer de les résumer et de montrer la nouvelle situation de nos banques créée après cette réforme monétaire.

1°) Après la réforme, les dollars-argent cessent de circuler. Seuls les billets de la Banque Centrale de Chine, de la Banque de Chine et de la Banque des Communications sont monnaie légale. Les billets émis par les autres banques doivent être retirés d'ici deux ans. Provisoirement, ils ont un pouvoir libératoire illimité. La monnaie légale des billets n'a un cours forcé que dans l'intérieur. En cas de paiement à l'étranger, elle est convertible en devises étrangères à un taux fixe. C'est le régime du *Silver Exchange Standard* (1).

2°) Tant que la Banque Centrale de Chine ne sera pas

(1) La Banque Centrale de Chine a fixé récemment le pair du change de cinq nations suivantes, leur cote est établie d'après le procédé du certain.

Angleterre	1 Shil. 2 D.	(1 dollar chinois)
France	450 francs	(100 dollars)
Etats Unis	29.45 dollars	(100 dollars)
Allemagne	73.50 marks	(100 dollars)
Japon	103 Yens	(100 dollars)

encore réformée en Banque Centrale de Réserve, tout le service de l'émission des billets doit être assuré non pas directement par les banques d'émission, mais indirectement par le Comité de l'Administration de Réserve. Ce Comité ressemble beaucoup au *Federal Reserve Board* des Etats-Unis. Quant au montant de l'émission, il y a plusieurs cas. D'une part, la Banque Centrale de Chine, la Banque de Chine et la Banque des Communications ont un montant d'émission illimité, elles pourraient donc demander au Comité d'émettre leurs billets en circulation autant qu'elles lui fournissent de réserves conformément aux Règlements (1). D'autre part, pour les autres banques d'émission, le montant d'émission est limité, le plafond de la circulation ne peut dépasser respectivement leur montant de l'émission du 3 novembre 1935, même si elles fournissaient des réserves conformément aux Règlements. D'ailleurs ce plafond de l'émission peut être diminué au fur et à mesure par la décision du Comité.

3°) Dans un délai de deux ans prévu par le Ministre des Finances dans sa déclaration, la Banque Centrale de Chine deviendra la Banque Centrale de Réserve. Ses capitaux seront fournis à la fois par le Gouvernement et par le public. La nature de notre Banque Centrale ne sera donc plus celles d'une Banque d'Etat (2). Quant à

(1) Nous rappelons que la réglementation de l'émission de Chine est sans changement, même après cette réforme. La réserve doit donc être couverte de 60 % d'espèces et de 40 % de portefeuille commercial. Voir la troisième partie chapitre IV, section II.

(2) Voir la troisième partie, chapitre III, section III.

ses opérations, elle ne fera plus les opérations ordinaires que font généralement les banques commerciales. Elle aura exclusivement le droit de l'émission et elle aura pour mission de maintenir la stabilité du change et de réescompter les effets de commerce pour servir de banque des banquiers.

De ce qui précède, on voit qu'après cette réforme monétaire, la concentration du droit d'émission des billets est en voie de se réaliser et laisse prévoir l'organisation d'une vraie puissante banque centrale. Nous ne pouvons donc nous empêcher d'espérer que cette réforme aura promptement un grand succès pour combler les lacunes du système des banques de la Chine.

VU : *Le Professeur, Président de la Thèse,*
H. NOYELLE.

VU : *Le Doyen,*
H. NEZARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
L. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CHINOIS CITES ET CONSULTES

- PEN TZE-HAU. — *Traité des Banques Locales Chinoises*, 1933. (Librairie Fa-Ton, Shanghai).
- LY CHUAN-SE et TCHAU WAI-HENG. — *Les Banques Locales de Shanghai*, 1929. (Librairie Tong-Nan, Shanghai).
- TSOU POU-LO. — *Histoire des Banques de Chine*, 1927. (The Commercial Press. Ltd. Shanghai).
- Histoire Générale, Administrative, Economique, etc. de la Chine.* (The Commercial Press. Ltd. Shanghai).
- YANG YING-POU. — *Traité des Organes monétaires de Shanghai*, 1931. (Librairie Li-Ming, Shanghai).
- YANG YING-POU. — *Traité de la Circulation monétaire de la Chine*, 1934. (Troisième édition. Librairie Li-Ming, Shanghai).
- YANG YING-POU. — *Bourses de la Chine*, 1930. (The Commercial Press. Ltd. Shanghai).
- SE PEI-Y. — *Banques Indigènes*, 1934. (Librairie Commerciale Tzu-Sueng, Shanghai).
- PO TSE-HOU. — *Les Tsien-Tchouangs chinois*, 1934. (Librairie Kéan-Ming, Shanghai).
- MA YING-TSOU. — *Traité des Banques Chinoises*, 1934. (The Commercial Press. Ltd. Shanghai).
- MA YING-TSOU. — *Collection des Discours Economiques*, 4 vol., 1932. (The Commercial Press. Ltd, Shanghai).
- MA YING-TSOU. — *Les Changes Etrangers de la Chine*, 1930. (The Commercial Press. Ltd. Shanghai).

- FONG-HIUN. — *Précis de comptabilité pratique des Banques*, 1933. (Librairie Tchong-Hona, Shanghai).
- TAI NGAI-JON. — *Manuel des Commerçants*, 1929. (Librairie Sien-Tai, Shanghai).
- TCHONG PING-YUAN. — *Monnaies et Banques*, 1935. (Librairie Tong-Nan, Shanghai).
- TCHANG TZI-HEN. — *Traité du marché monétaire de Chine*, 1933. (The Commercial Press, Shanghai).
- FU TSIN-YANG. — *Banques et Bourse*, 1935. (Librairie Tson-Fa, Shanghai).
- WANG TA-MING. — *Histoire des principales Banques de Chine*. 1934. (Librairie Tson-Fa, Shanghai).
- SIN TZI-CHANG. — *Histoire récente du marché monétaire de Shanghai*, 1935. (Librairie Yuan-Ton, Peiping).
- TCHANG TSONG-Yuan. — *Histoire des monnaies de la Chine*, 1932. (Librairie Se-Kéan, Shanghai).
- LY KONG-MEI. — *L'évolution historique des monnaies*, 1933. (Librairie Kéan-Ming, Shanghai).
- WANG TING-Y. — *Monnaies et banques*, 1931. (Librairie Tson-Fa, Shanghai).
- TCHA SE-Y. — *Histoire des Finances de la Chine*, 4 vol., 1931. (The Commercial Press, Shanghai).
- Banque de Chine*. — *Etude des opérations des grandes banques chinoises*, 1933. (Imprimerie de Han-Vein, Shanghai).
- OU TCHEN-SI. — *Les banques chinoises*, 1934. (The Commercial Press, Shanghai).
- CHANG HI-TAO. — *L'étude de banques locales*, 1933. (The Commercial Press, Shanghai).
- SEN PE-LIEN. — *Etude des banques chinoises*, 1933. (Librairie Ta-Ton, Shanghai).
- TCHAND TSEN. — *Banques et le Redressement économique*, 1935. (Librairie Universelle, Shanghai).
- SIU TSANG-CHOUEI. — *Problème monétaire de la Chine*, 1921. (The Bankers'weekly, Shanghai).
- SIU TSANG-CHOUEI. — *Histoire de l'Association des Banques de Shanghai*, 1925. (The Bankers'weekly, Shanghai).

SIU TSANG-CHOUËI. — *Etude sur la Législation des effets de commerce*, 1925. (The Bankers'weekly, Shanghai).

YU HSI-TSI. — *Les Changes*, 1931. (The Commercial Press, Ltd, Shanghai).

Collection des Problèmes Economiques ; par l'Association d'Economie politique de l'Université des Communications de Shanghai, 1929, 2 vol. (Librairie Kouang-Yi, Shanghai).

CHAO KIN-TO. — *Etude sur le prix de l'argent*, 1924, 2^e édition. (Association des savants, Shanghai).

Problèmes Economiques de la Chine, par Chinese Economic Association, 1929. (The Commercial Press, Ltd, Shanghai).

HO CHE-YUEN. — *Politique Economique Internationale*, 1932. — (The Commercial Press, Ltd, Shanghai).

PAN TCHEN-YO. — *La Circulation monétaire de la Chine*, 1934. (Librairie Tchong-kouo-tou-chou, Shanghai).

OUVRAGES FRANÇAIS ET ANGLAIS CITES ET CONSULTES

S. R. WAGEL. — *Chinese Currency and Banking*, 1915. (North-China Daily news and Herald, Ltd, Shanghai).

J. BOUTERON. — *Le chèque*. Dalloz, Paris.

P. REBOUD. — *Précis d'Economie Politique*, 1934, sixième édition. Dalloz, Paris.

A. AFTALION. — *Monnaie, Prix et Change*, 1933. (Librairie du Recueil Sirey, Paris).

A. AFTALION. — *Monnaie et Industrie*, 1929. (Librairie du Recueil Sirey, Paris).

LEROY-PAULIEU. — *Traité Théorique et Pratique d'Economie Politique*. Troisième édition. (Guillaumin et Cie, Paris).

Ch. GIDE. — *Cours d'Economie Politique*. 10^e édition, 1931. (Recueil Sirey, Paris).

H. NOYELLE. — *Utopie Libérale, Chimère Socialiste, Economie dirigée*, 1934. (Recueil Sirey, Paris).

LEAQUE OF NATION. — *Commercial Banks*, 1913-1929.

- M. ANSIAUX. — *Traité d'Economie Politique*, 1926. (M. Giard, Paris).
- J. G. COURCELLE-SENEUIL. — *Les Opérations de la Banque*, 13^e édition, 1929. (Félix Alcan, Paris).
- H. W. GREEN. — *The discount market in London*. (S. I. Pitman, London).
- F. J. COMBAT. — *Manuel du Portefeuille*, 1910. (Berger-Levrault, Paris).
- P. CAUBONE. — *Le Rôle social des Banques*. Première édition, 1934. (16, rue de la Sorbonne, Paris).
- F. G. COMBAT. — *Les Opérations de Banque*, 1932. (Editions Berger-Levrault, Paris).
- H. MONTARNAL. — *Manuel des Opérations Commerciales et Financières de Banque et de Bourse*, 1929. (Marcel Rivière, Paris).
- W. R. BURGESS. — *Les Banques de Réserve Fédérale et le Marché Monétaire de New-York*. Traduction française, 1930. (Marcel Giard, Paris).
- F. FRANÇOIS MARSAL. — *Encyclopédie de Banque et de Bourse*, 1928. (Imprimerie Crété, Paris).
- CHEN SHAO-TEH. — *Etude sur le marché monétaire de Shanghai*, 1932. (Librairie L. Rodstein, Paris).
- R. H. KING. — *Principales of Banking, Currency and Foreign Exchange*. (S. I. Pitman, London.)
- C. A. CONANT. — *A History of modern Banks of issue with account of the economic crise of the nineteenth century and the crise of*, 1907. 4^e édition. (New-York and London).
- Ch. LEJEUNE. — *Traité des Opérations de Banque*, 1923. (Valois, Paris).
- G. RAMON. — *Histoire de la Banque de France*, 1929. (B. Grasset, Paris).
- P. MANDES-FRANCE. — *La Banque Internationale ; Contribution à l'étude du problème des Etats-Unis et d'Europe*. (Valois, Paris).
- P. OTLET. — *La Banque Internationale*, 1929. (L'Eglantine, Bruxelles).
- A. ANDREADES. — *Histoire de la Banque d'Angleterre*, 1904. (Rousseau, Paris).

- R. G. HAXTREY. — *The Gold Standard in Theory and Practice*, 1927. (Longmans, London).
- H. TERREI. — *Traité des Opérations commerciales de Banque*. 6^e édition. (Paris).
- G. NORMAN. — *Les Sociétés de Crédit et Banques à succursales en France*, 1924. (Paris).
- Albert LESEURE. — *Comptabilité de Banque et de Bourse*, 1935. (Paris).
- P. EINZIG. — *The Banks of International settlements*, 1930. (London).
- B. T. EASTON. — *History and Principles of Banks and Bankings*, 1924. (London).
- H. MONTARNAL. — *Manuel des Opérations Commerciales et Financières de Banque et de Bourse*, 1924. (Paris).
- J. VISSERING. — *On Chinese Currency*. 2 vol., 1914. (Amsterdam).
- R. GONNARD. — *Histoire des Doctrines Economiques*, 1930.
- Ch. GIDE et Ch. RIST. — *Histoire des Doctrines Economiques*, 1926. (Recueil Sirey, Paris).
- L. TROTABAS. — *Précis de Science et Législation Financières*, 1933. (Daloz, Paris).
- M. ANSIAUX. — *Principes de la Politique Régulatrice des Changes*, 1910. (M. Giard, Paris).
- Ch. RIST. — *La Déflation en Pratique*, 1927. (M. Giard, Paris).
- J. DECAMPS. — *Les Changes Etrangers*. 2^e édition, 1922. (F. Alcan).
- LOUIS FRANÇOIS. — *Traité des opérations de Change, Bourse et Banque*. 6^e édition, 1929. (Dunod, Paris).
- M. F. CARABELLI. — *La Bourse et ses Principes*, 1926. (Rousseau, Paris).
- S. H. SOU. — *Etude sur la Banque de Chine*, 1920. (Jouve et Cie, Paris).
- Aug. ARNAUNÉ. — *La Monnaie*. 7^e édition, 1926. (Félix Alcan, Paris).
- W. OUALID. — *La Monnaie*, 1927. (Recueil Sirey, Paris).
- H. WITHERS. — *The Meaning of Money*. 5^e édition, 1930. (John Murray, London).
- P. W. MATHEWS. — *The Bankers' Clearing House*. (S. I. Pitman, London).

- C. F. HANNAFORD. — *Chèques*. (S. I. Pitman, London).
- G. CASSEL. — *Traité d'Economie Politique*. Traduction française, sur la 4^e édition allemande. (Giard, 1929, Paris).
- IRVING FISHER. — *La Théorie quantitative de la Monnaie*. Traduction française. (R. Picard et Boutroux, Paris).
- A. AFTALION. — *L'Or et sa Distribution mondiale*. (Dalloz, Paris).
- G. SAZY. — *La Réforme Monétaire Française*, 1930. (Recueil Sirey, Paris).
- V. LESCURE. — *Crises Générales et Périodiques de Surproduction*. 3^e édition, 1923. (Recueil Sirey, Paris).
- H. TRUCHY. — *Cours d'Economie Politique*. Tome I, 1929 ; Tome II, 1927. (Recueil Sirey, Paris).
- W. OUALID. — *Leçons sur la Monnaie et les Problèmes Monétaires*, 1927. (Recueil Sirey, Paris).
- J. RUOTTE. — *Opérations et Travaux de Banque*, 1927. (Larousse, Paris).

ARTICLES CITES ET CONSULTES

DES REVUES, BULLETINS ET COMPTES RENDUS

- Revue Mensuelle des Banques Locales*. — (Syndicat des Banques Locales de Shanghai).
- Revue Economique des Questions Chinoises et Etrangères*. — (Association d'Etudes d'Economie Politique, Peiping).
- Revue du Travail*. — (Bureau Central du Travail, Nankin).
- Revue Mensuelle de la Banque Centrale de Chine*. — (Bureau d'Etude de la Banque Centrale de Chine, Shanghai).
- Revue Hebdomadaire des Banques*. — (Imprimerie Fa-Fong, Shanghai).
- Revue Sociale*. — (Bureau des Affaires Sociales du Gouvernement du Grand Shanghai).
- Revue Commerciale*. — (Librairie Tai-Tong, Shanghai).
- Revue Mensuelle de la Banque de Chine*. — (Bureau d'Etude de la Banque de Chine, Shanghai).

- Revue Economique et Sociale.* — (Librairie Se-Kéan, Shanghai).
- Revue Orientale.* — (Bureau d'Etude sur les Questions Orientales, Nankin).
- Annuaire des Banques.* — 1934, 1935. (Bureau d'Etude de la Banque de Chine, Shanghai).
- Revue Mensuelle de la Banque.* — (Syndicat des Banques de Peiping, Peiging).
- Revue de la Banque.* — (Syndicat des Banques de Hankéou, Hankéou).
- Revue Mensuelle du Commerce.* — (Chambre de Commerce de Shanghai, Shanghai).
- Bulletin du Commerce.* — (Association des Etudes Commerciales de l'Université de Nankai, Tein-Tsien).
- Revue d'Economie Politique.* — (Université des Communications, Shanghai).
- The Statistical Monthly.* — (Bureau des Statistiques du Yuan Législatif du Gouvernement, Nankin).
- Statistiques Economiques.* — (The Bankers Weekly, Shanghai).
- Revue Trimestrielle d'Economie Politique.* — (Association d'Economie Politique de la Chine, Shanghai).
- Bulletin Mensuel des Questions Courantes.* — (Imprimerie Ta-Mei, Nankin).
- Bulletin du Commerce International.* — (Bureau de Vérification des marchandises de Shanghai, Shanghai).
- Monthly Bulletin of Statistics.* — (League of Nation).
- Revue d'Economie Politique.* — (Recueil Sirey, Paris).
- Revue d'Histoire Economique et Sociale.* — (Larousse, Paris).
- Comptes Rendus de la Banque Impériale* de 1908 à 1910.
- Comptes Rendus de la Banque de Chine* de 1912 à 1934.
- Comptes Rendus de la Banque des Communications* de 1908 à 1934.
- Comptes Rendus de la Banque Centrale de Chine* de 1929 à 1934.
- Comptes Rendus des diverses Banques Commerciales* de 1928 à 1934.
- Collection des Rapports et des Comptes Rendus de la Conférence Economique de 1928 en Chine.*, 1928. — (The Commercial Press, Ltd., Shanghai).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	V
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Les Banques Indigènes ou Banques du type ancien

CHAPITRE PREMIER. — L'évolution historique de nos Banques Indigènes.....	3
1°) Période des changeurs.....	4
2°) Période de garde-valeur.....	5
3°) Période de dépôt et de crédit.....	6
4°) Période de change.....	7
CHAPITRE II. — Les Banques du Shan-Si.....	10
Section I. — Origine des Banques du Shan-Si.....	11
Section II. — Constitution et organisation des Banques du Shan-Si.....	14
Section III. — Les opérations des Banques du Shan-Si	16
Section IV. — La décadence des Banques du Shan-Si	18
CHAPITRE III. — La constitution et l'organisation des Banques locales (Tsien-Tchouangs).....	20
Section I. — Leur constitution.....	23
Section II. — Leur organisation.....	28

CHAPITRE IV. — Les opérations des Banques locales...	30
<i>Section I. — Les dépôts.....</i>	31
1°) Dépôts à échéance fixe.....	32
2°) Dépôts à terme	32
3°) Dépôts à vue.....	33
4°) Dépôts entre les Banques.....	34
<i>Section II. — Les avances.....</i>	36
1°) Avances sur engagement personnel.....	37
2°) Avances sur garanties matérielles.....	38
3°) Avances en compte courant.....	39
4°) Avance entre les banquiers.....	40
<i>Section III. — L'émission des effets de commerce</i>	41
1°) Billets à ordre.....	41
2°) Lettres de change.....	46
3°) Chèques.....	48
CHAPITRE V. — Les relations des Banques locales avec les Banques modernes.....	52
<i>Section I. — Crédit à court terme.....</i>	53
<i>Section II. — Participation à l'émission.....</i>	55
<i>Section III. — Compensation des effets de commerce</i>	58
<i>Section IV. — Dépôts de fonds de compensation</i>	59

DEUXIEME PARTIE

La création des Banques modernes en Chine et l'histoire des Banques centrales de la Chine

CHAPITRE I. — La création des Banques modernes en Chine	63
<i>Section I. — Introduction de l'organisation des Banques modernes en Chine.....</i>	65
<i>Section II. — Particularités de ces Banques...</i>	67
CHAPITRE II. — L'histoire des Banques centrales sous l'Empire.....	75
<i>Section I. — Banque de Hou-Pou.....</i>	76
<i>Section II. — Banque Impériale.....</i>	78
CHAPITRE III. — L'histoire des Banques centrales depuis la République.....	87

<i>Section I. — Banque de Chine.....</i>	88
A) Première période : D'août 1912 à septembre 1915.....	88
B) Deuxième période : De septembre 1915 à novembre 1917.....	92
C) Troisième période : De novembre 1917 à octobre 1928.....	94
D) Quatrième période : D'octobre 1928 à nos jours	96
<i>Section II. — Banque des Communications....</i>	102
A) Première période : de novembre 1907 à mars 1914	104
B) Deuxième période : De mars 1914 à novembre 1928	105
C) Troisième période : De novembre 1928 à nos jours	108
<i>Section III. — Banque centrale de Chine.....</i>	111
CHAPITRE IV. — Les lacunes et l'avenir de notre Banque Centrale	119
<i>Section I. — Les lacunes de notre Banque Centrale</i>	119
<i>Section II. — L'avenir de notre Banque Centrale</i>	124

TROISIEME PARTIE

Les systèmes successifs et la situation actuelle de la circulation fiduciaire de la Chine

CHAPITRE I. — Les systèmes et les théories de la circulation fiduciaire	132
<i>Section I. — Les diverses formes de billets en circulation</i>	132
<i>Section II. — Les divers systèmes de la Banque d'émission</i>	134
<i>Section III. — Liberté ou réglementation de l'émission</i>	140
<i>Section IV. — Les principaux systèmes réglementaires</i>	143
CHAPITRE II. — Histoire de la circulation fiduciaire en Chine	145

<i>Section I.</i> — Première période (des origines jusqu'à la fin des Mings).	
Système du monopole d'émission de l'Etat sous forme de billets d'Etat. Réglementation de l'encaisse.....	146
<i>Section II.</i> — Deuxième période (de 1852 à 1908)	
Système de la liberté absolue de l'émission sous forme de billets commerciaux. Liberté de l'encaisse.....	150
<i>Section III.</i> — Troisième période (de 1909 à nos jours) .	
Système de la pluralité des banques d'émission à tendance vers l'unité de banque d'émission. Réglementation de l'encaisse..	150
CHAPITRE III. — Un des aspects de l'inflation.....	164
<i>Section I.</i> — La cause de la suppression du remboursement des billets.....	166
<i>Section II.</i> — L'attitude de deux Banques après promulgation du cours forcé.....	168
<i>Section III.</i> — Les conséquences de la promulgation du cours forcé.....	170
<i>Section IV.</i> — Les moyens employés pour le retrait des billets inconvertibles de la circulation	173
CHAPITRE IV. — La situation actuelle de la circulation fiduciaire en Chine.....	179
<i>Section I.</i> — Les systèmes de l'émission.....	179
<i>Section II.</i> — La réglementation de l'émission..	180
<i>Section III.</i> — Les diverses catégories de Banques d'émission	181
<i>Section IV.</i> — Les statistiques de l'émission....	183
<i>Section V.</i> — Quelques observations sur l'émission des Banques d'après les statistiques.....	186

QUATRIEME PARTIE

L'état actuel et l'avenir des Banques en Chine

CHAPITRE I. — L'état actuel des Banques modernes....	192
<i>Section I.</i> — L'extension des Banques modernes	192
<i>Section II.</i> — La classification des Banques modernes	197

<i>Section III. — L'évolution générale des affaires des Banques modernes.....</i>	206
CHAPITRE II. — L'état actuel des Banques Indigènes...	223
<i>Section I. — L'agonie des banques du Shan-si..</i>	223
<i>Section II. — La lutte des banques locales....</i>	225
A) Leur situation actuelle	226
B) Comment les banques locales peuvent- elles résister à la concurrence des ban- ques modernes ?	231
CHAPITRE III. — Avenir de l'entreprise bancaire de la Chine	233
<i>Section I. — Avenir de l'entreprise bancaire, appartiendra-t-il aux banques locales ou aux banques modernes ?</i>	234
<i>Section II. — Aperçu sur les banques modernes.</i>	237
BIBLIOGRAPHIE	249
TABLE DES MATIERES.....	257
